

Demandes de renseignements particuliers

Étude des crédits
2014-2015

CAHIER DE
DOCUMENTATION
POUR LA
COMMISSION
PARLEMENTAIRE

Finances

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**Demande de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**

Juillet 2014

**Ministère
des Finances**

Québec 

MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Table des matières

1. Indiquer la prévision, pour 2014-2015, de votre ministère ou organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.
3. Liste des programmes et montant des crédits demandés pour 2014-2015 au Conseil du trésor. Fournir copie de la demande.
4. Liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).
5. Pour chacune des mesures fiscales dont le taux a été réduit dans le cadre du budget 2014-2015: le nombre d'entreprises bénéficiaires, le nombre d'emplois soutenus et la ou les étude(s) portant sur le rendement de ces mesures.
6. Évolution sur 5 ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement, en détaillant chacune des sources au maximum (c'est-à-dire, par exemple, pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, ainsi que chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).
7. Prévisions des coûts des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2014-2015. Déclinaison par région.
8. Taux d'emprunt des émissions de dette 2013 et 2014. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.
9. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu: permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années.
10. Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années?
11. Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières, au Québec, pour chacune des 10 dernières années.
12. Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIS nominal pour chacune des 10 dernières années.
13. Tous les voyages effectués par le ministre au mois de juin 2014.
14. Liste des études prises en compte pour appliquer la réduction de 20 % des crédits d'impôt.
15. Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et à Claude Montmarquette afin qu'ils puissent remplir le mandat qui leur a été confié par le gouvernement au printemps 2014, concernant l'état des finances publiques.

Demande transmise par le ministère de la Culture et des Communications

Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)

- MCC-54 Concernant les mesures fiscales Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle et Crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films :
- a) Budget total du programme et par volet pour 2012-2013 et 2013-2014;
 - b) Prévisions pour 2014-2015;
 - c) Liste des projets et liste des individus, compagnies ou sociétés ayant présenté une demande en 2013-2014 et le montant demandé;
 - d) Liste des projets ayant obtenu un financement en 2013-2014 et le montant obtenu.
- MCC-57 Concernant les mesures fiscales Crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores et Crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles :
- a) Budget total et par volet du programme en 2012-2013 et 2013-2014;
 - b) Prévisions pour 2014-2015;
 - c) Liste des projets et liste des individus, compagnies ou sociétés ayant présenté une demande en 2013-2014 et le montant demandé;
 - d) Liste des projets ayant obtenu un financement en 2013-2014 et le montant obtenu.

Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP)

► ***Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers***

- 16. Nom des membres de la direction, postes occupés, rémunération détaillée (rémunération fixe et variable, primes de départ et prestations de retraite) et avantages sociaux.
- 17. Pour chaque classe d'emplois, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable?
- 18. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille, pour chacune des 10 dernières années, en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
- 19. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille, pour chacune des 10 dernières années, en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
- 20. Pourcentage et valeur nominale des actifs de la caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille, pour chacune des 10 dernières années, en indiquant la méthode utilisée pour classer les placements.
- 21. Date de nomination et échéance du mandat pour chacun des administrateurs de la caisse.
- 22. Composition de chaque comité du conseil d'administration.
- 23. Valeur marchande du placement de la caisse dans BAA au 31 décembre 2013.
- 24. Pour chacune des 5 dernières années (au 31 décembre), valeur totale des PCAA/BTAA détenus par la caisse.
- 25. Répartition d'actif au 31 décembre pour les 10 dernières années.
- 26. Pour chacune des 10 dernières années, le total du passif de la caisse, le ratio passif sur actif total et l'utilisation du passif par catégorie de placement.
- 27. Pour chacune des 5 dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire), montant des primes de départ et autres indemnités accordées dans le cadre de ces départs.

28. Pour chacune des 5 dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la caisse, ventilée par catégorie d'emploi.
29. Pour chacune des 10 dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des services de communication ou de relations publiques, en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe.
30. Pour chacune des 10 dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des activités de représentation.
31. Pour chacune des 10 dernières années, au 31 décembre, le nombre et le montant total des placements de la caisse dans les paradis fiscaux, en se référant à liste des paradis fiscaux non coopératifs de l'OCDE.
32. Liste des investissements dans des compagnies exploitant des mines, à jour au 31 mars 2013. Montant de l'investissement de départ et valeur actuelle.

Société des alcools du Québec (SAQ)

► Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers

33. Détails de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
34. Pour chacune des 5 dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la SAQ, ventilé par catégorie d'emploi.
35. La variation moyenne de prix, par catégorie de produit, sur 3 ans et sur 5 ans.
36. Nom des membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
37. Comparaison des prix entre le Québec et les autres provinces canadiennes, par type de produit et par gamme de prix.
38. Liste des 50 produits les plus vendus par la SAQ en 2013 en précisant, pour chacun de ces produits, les quantités vendues, le prix, la variation de prix entre 2010 et 2013 (ventilée par année), le pourcentage des ventes totales que chacun de ces produits représente ainsi que la devise utilisée pour le paiement au producteur ou au distributeur qui transige avec la SAQ.
39. Valeur de la transaction moyenne pour chacune des cinq dernières années.
40. Détail des ajustements salariaux accordés en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, par catégorie d'emploi.
41. Nombre, type, durée, sujets des formations offertes par la SAQ à ses employés entre 2011 et 2013, ventilées par année, et nombre de participants.
42. Nombre moyen de jours de formation suivie par les employés de la SAQ au cours des 5 dernières années, ventilé par catégorie d'emploi et par année.

Loto-Québec

► Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

43. Détails de la politique salariale rémunération, bonis et avantages sociaux.
44. Pour chacune des 5 dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de Loto-Québec, ventilée par catégorie d'emploi.
45. Nom des membres de la direction, postes, rémunération, indemnités de départ et avantages sociaux.
46. Décomposition des revenus de Loto-Québec, par secteur d'activité et par produit, pour les 5 dernières années.
47. Rendement de chacun des Ludoplex, en précisant le nombre d'appareils.

48. Nombre d'appareils de loterie vidéo pour chacune des 5 dernières années, ventilé par type d'établissement (Ludoplex, bars, etc.).
49. Liste des 10 sites regroupant le plus d'appareils de loterie vidéo, en mentionnant le nombre d'appareils.
50. Pour chacun des casinos du Québec en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, les revenus ventilés par type de jeu et le taux de redistribution par type de jeu.
51. Pour chaque mois depuis la mise en service, donner les statistiques d'utilisation du jeu en ligne (nombre d'utilisateurs, revenus totaux, dépense moyenne par utilisateur, nombre d'utilisateurs qui ont atteint la mise maximale autorisée).
52. Quels sont les coûts totaux d'implantation et d'exploitation du jeu en ligne?
53. Pour chacune des 10 dernières années, les statistiques d'utilisation du pari sportif, ventilées par type de pari. Donner notamment le nombre de mises annuelles, les revenus totaux, le taux de redistribution.

Agence du revenu

► Voir le document de l'Agence du revenu - Renseignements particuliers

1. Indiquer la prévision pour 2014-2015 par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.
3. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.
4. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)
5. Pour chacune des cinq dernières années, les effectifs totaux de Revenu Québec en ETC et les prévisions pour 2014-2015.
6. Liste des programmes et montant des crédits demandés pour 2014-2015 au Conseil du trésor. Fournir copie de la demande.
7. Liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)
8. Pour chacune des cinq dernières années, le nombre total de journées d'absence pour cause de maladie et moyenne par employé.
9. Pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
10. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère du Revenu pour les 5 dernières années.
11. Nombre et pourcentage d'employés affectés à la vérification au cours des 3 dernières années, ventilation par direction et par année.
12. Nombre et pourcentage d'employés affectés à la perception fiscale en 2013-2014 comparativement aux deux années précédentes, ventilation par direction.
13. Nombre et pourcentage d'employés affectés à la récupération fiscale en 2013-2014 comparativement aux deux années précédentes, ventilation par direction.
14. Le nombre de cadres par rapport au nombre total d'employés.
15. Nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une opposition pour les 5 dernières années.

16. Pourcentage des décisions maintenues aux oppositions pour chacune de ces années.
17. Nombre de déclarations de revenu des particuliers reçues par Internet pour les 5 dernières années.
18. Montants investis par le ministère pour le développement des services électroniques en 2013-2014 et pour chacune des 4 années précédentes.
19. Pourcentage des déclarations de revenu des particuliers reçues par Internet et traitées dans un délai de 14 jours pour 2013-2014 et chacune des 4 années précédentes.
20. Les cibles et les taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels avec volume traité, ventilation par mois, ainsi que les cibles et les taux d'atteinte pour chacune des 5 dernières années.
21. Copie des avis demandés à la Commission d'accès à l'information (CAI) par le ministère du Revenu, ainsi que copie des réponses fournies par la CAI au cours des 3 dernières années
22. Liste des ministères qui ont conclu des ententes interministérielles sur l'accès à l'information avec le ministère du Revenu.
23. Taux de roulement du personnel pour chacune des 5 dernières années, par type d'emploi.
24. Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse pour chacune des 5 dernières années et nombre de contribuables chez qui ces sommes ont été récupérées.
25. Le nombre de contribuables ayant touché chacun des crédits d'impôt :
 - a. crédit d'impôt remboursable pour maintien à domicile d'une personne âgée;
 - b. crédit d'impôt remboursable pour aidant naturel d'une personne majeure;
 - c. crédit d'impôt en raison de l'âge;
 - d. crédit d'impôt pour revenus de retraite;
 - e. crédit d'impôt pour les personnes accordant un répit aux aidants naturels;
 - f. crédit d'impôt pour les frais de relève donnant un répit aux aidants naturels;
 - g. crédit pour particulier habitant un village nordique.
26. Nombre et valeur totale des crédits d'impôt remboursables octroyés pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.

• **Pensions alimentaires**

27. Depuis le début du programme, le délai moyen pour le traitement d'un dossier, de la réception du jugement jusqu'au versement de la pension, ventilation par année. Comparaison avec les autres provinces qui possèdent un système de perception des pensions alimentaires.
28. Statistiques pour 2013-2014 quant aux bénéficiaires de pension alimentaire. Portrait (sexe, nombre d'enfants, revenu moyen, etc.) et montants reçus:
29. Pour chacune des années depuis la création du programme, le pourcentage de dossiers pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.
30. Depuis le début du programme, évolution des effectifs affectés à la perception des pensions alimentaires en ETC. Ventilation par année.

• **Taxes**

31. Nombre d'employés et budget total affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour les 5 dernières années.
32. Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour les 5 dernières années et les prévisions pour 2014-2015.
33. Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ pour les 5 dernières années et les prévisions pour 2014-2015.

• **Registraire des entreprises**

34. Concernant la refonte du système informatique du Registraire des entreprises :
- a. Coût de la refonte;
 - b. Délai moyen pour l'inscription d'une entreprise avant et après la refonte;
 - c. Nombre de plaintes depuis la refonte;
 - d. Retard dans son implantation.
35. Délai moyen (par mois) pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA.
36. Nombre et nature des plaintes reçues, par mois, au cours des 3 dernières années.
37. Nombre de jours (ou de parties de jours) pour chacune des 5 dernières années où le registre des entreprises a été indisponible :
- a. pour le service de consultation du registre;
 - b. pour les autres services en ligne.

• **Autres**

38. Nombre de vérificateurs fiscaux embauchés par le ministère, par année, au cours des 3 dernières années.
39. Nombre de départs de vérificateurs à la retraite et autres au cours des 3 dernières années.
40. Nombre de modules d'enregistrement des ventes (MEV) installés dans le secteur de la restauration.
41. Nombre d'entreprises ne respectant pas l'obligation de produire la facture au moyen d'un module d'enregistrement des ventes.
42. Nombre d'inspections ayant été effectuées (par région) afin de vérifier si l'obligation de produire la facture au moyen d'un module d'enregistrement des ventes était respectée, nombre de contrevenants condamnés et amendes versées.
43. Projet MEV : nombre et montant total des subventions versées pour l'acquisition et l'installation d'un MEV par année financière.
44. Nombre de signalements de restaurants n'utilisant pas le MEV et nombre d'inspections qui ont suivi ces signalements (par région).
45. Liste des dispenses accordées à une personne ou à une catégorie de personnes d'une obligation prévue dans le cadre de la mise en œuvre des mesures fiscales dans le secteur de la restauration.
46. Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activité auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
47. Pour chaque année depuis 2004-2005, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).
48. Dans le cadre de la lutte à la contrebande du tabac, nombre de saisies effectuées au cours des 3 dernières années, nombre de mandats de perquisition, nombre et montant total des amendes et nombre d'inspections effectuées.
49. Concernant la lutte contre les planifications fiscales abusives pour 2013-2014 :
- a. Effectif de la Direction;
 - b. Son budget;
 - c. Le nombre de dossiers traités;
 - d. Montant récupéré.

50. Concernant le comité ACCES construction pour les 3 dernières années:

- a. Effectif du ministère du Revenu y participant;
- b. Budget alloué;
- c. Nombre d'interventions effectuées.

51. Nombre total des chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheurs étrangers et des chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour experts étrangers lors des 3 dernières années. Montant total déboursé.

52. Concernant le visa pour les consortiums de recherche précompétitive :

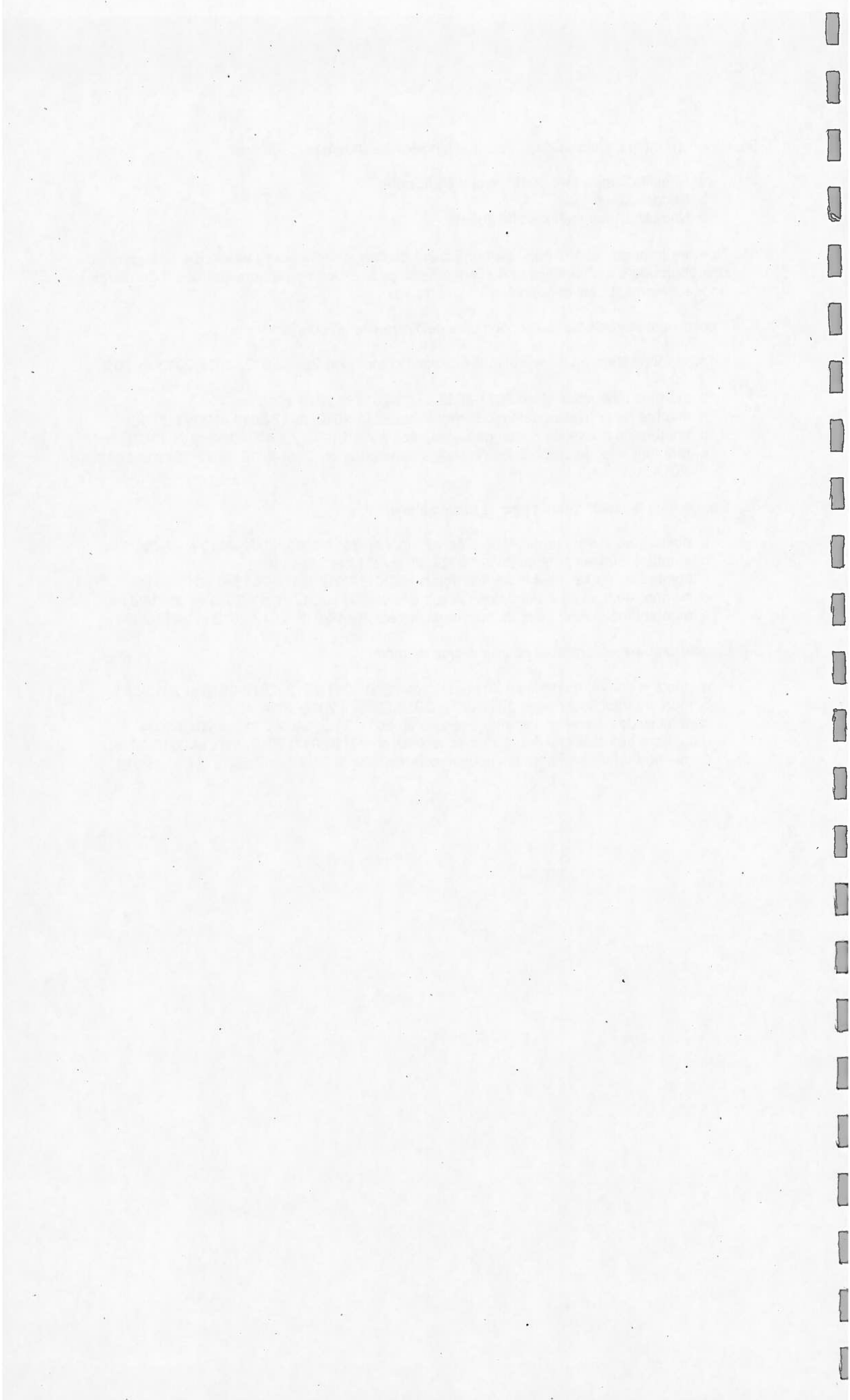
- a. nombre d'entreprises profitant du crédit d'impôt en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- b. montant total accordé en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- c. nombre de nouvelles demandes reçues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- d. nombre de nouvelles demandes acceptées en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- e. montant total versé pour les nouvelles demandes en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

53. Concernant le crédit d'impôt pour le design industriel :

- a. nombre de projets profitant du crédit d'impôt en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- b. montant total accordé en 2011 ~2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- c. nombre de nouvelles demandes reçues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- d. nombre de nouvelles demandes acceptées en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- e. montant total versé pour les nouveaux projets 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.

54. Concernant le crédit d'impôt pour le design de mode :

- a. nombre de projets profitant du crédit d'impôt en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- b. montant total accordé en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- c. nombre de nouvelles demandes reçues en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- d. nombre de nouvelles demandes acceptées en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014;
- e. montant total versé pour les nouveaux projets 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.



Q-1 Indiquer la prévision, pour 2014-2015, de votre ministère ou organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Cette étude des crédits ne concerne que les crédits de dépenses 2013-2014.

Q-10 Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années ?

- Une mesure fiscale s'adresse spécifiquement aux sociétés minières, soit le crédit d'impôt relatif aux ressources. Il s'agit d'une aide fiscale qui permet d'appuyer les travaux d'exploration minière.
- Par ailleurs, les particuliers investisseurs peuvent bénéficier du régime d'actions accréditives. Cette mesure vise à favoriser le financement des entreprises minières. Elle est disponible dans toutes les juridictions canadiennes et ne s'adresse pas aux entreprises, mais bien aux investisseurs.
- Le tableau suivant présente la dépense fiscale relative au secteur minier de 2008 à 2013.

DÉPENSE FISCALE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE						
	2008	2009	2010	2011 ^P	2012 ^E	2013 ^E
Aide directe aux entreprises minières (impôt des sociétés)						
– Crédit d'impôt relatif aux ressources (M\$)	146	103	115	140	130	130
– Nombre d'entreprise bénéficiaire	241	216	196	232	N.D.	N.D.
Aide aux investisseurs (impôt des particuliers)						
– Actions accréditives (baisse d'impôt) (M\$)	27	21	43	49	44	40
Total (M\$)	173	124	158	189	174	170

P : Prévvision.

E : Estimation.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE

- Le tableau suivant présente la dépense budgétaire relative au secteur minier selon les différentes éditions de la publication Comptes publics.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE RELATIVE À L'INDUSTRIE MINIÈRE (en millions de dollars)						
	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013
Aide à l'exploration minérale	2,4	0,1	0,5	1,1	1,1	0,7
Assistance à l'industrie minérale	1,4	2,0	2,0	1,5	0,2	—
Fonds du patrimoine minier ⁽¹⁾	—	8,0	6,9	12,6	12,8	N.D.
Total	3,8	10,1	9,4	15,2	14,1	0,7

(1) Fonds des ressources naturelles – volet patrimoine minier à partir de 2011-2012.

Source : Comptes publics du Québec.

Q-11 Le total des profits avant impôts déclarés par les sociétés minières, au Québec, pour chacune des 10 dernières années.

- Le tableau ci-après présente le profit minier des sociétés minières pour les années 2003 à 2012.
 - Les données présentées dans ce tableau sont établies en fonction des déclarations des exploitants et compilées sur une base d’année civile selon leur date de fin d’exercice financier.
 - Les données de 2012 sont des données préliminaires.

PROFIT MINIER
(en millions de dollars)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^p
Régime d'impôt minier										
Nombre de sociétés ⁽¹⁾	139	165	156	156	188	216	212	213	228	222
<u>Sociétés productrices</u>										
Valeur brute de la production	2307	2649	2718	3177	3833	4787	4025	5757	7266	6816
Profit minier	32	136	277	443	336	837	495	1985	2331	1136
Impôt minier déclaré	14	24	43	68	49	114	62	279	351	186
Crédits de droits réclamés	-2	-3	-4	-4	-3	-4	-1	-4	-1	-2
Impôt minier net : sociétés productrices	11	21	39	64	46	110	61	275	351	184
<u>Sociétés juniors</u>										
Crédits de droits réclamés	-4	-8	-8	-13	-21	-26	-14	-10	-10	-33
Sous-total – régime d'impôt minier (net)	8	13	31	51	25	83	47	265	340	151
TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS	73	89	121	160	128	225	116	344	474	167

p : Les données de 2012 concernant le régime d'impôt minier sont préliminaires.

Q-12 Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.

- Le calcul de l'élasticité est produit pour la période 2007-2008 à 2015-2016.
- De façon générale, l'élasticité moyenne observée des revenus au PIB nominal est de l'ordre de 1,0. Une hausse de 1 % du PIB nominal implique une augmentation de 1 % des revenus autonomes.
- Pour la période de 2007-2008 à 2015-2016, l'élasticité annuelle moyenne est de 0,8.
 - Pour établir l'élasticité des revenus au PIB, il est nécessaire de ramener les revenus sur une base comparable, c'est-à-dire en excluant l'impact financier des mesures prises par le gouvernement.
- Sur une base annuelle, l'élasticité peut être différente de 1 puisque les assiettes taxables n'évoluent pas toujours de façon proportionnelle au PIB.

REVENUS AUTONOMES SUR BASE COMPARABLE
(en millions de dollars)

	2007- 2008	2008- 2009	2009- 2010	2010- 2011	2011- 2012	2012- 2013	2013- 2014	2014- 2015	2015- 2016	Moyenne 2007-08 2015-16 ⁽¹⁾
Revenus autonomes excluant entreprises du gouvernement	40 856	40 139	39 251	42 387	45 455	46 751	47 361	49 577	51 814	
Variation en %	2,2	-1,8	-2,2	8,0	7,2	2,9	1,3	4,7	4,5	
Moins:										
Mesures fiscales du Budget 2014-2015								336	510	
Mesures du Point de novembre 2013							-12	-136	-82	
Mesures du Point de mars 2013							34	61	68	
Mesures du Budget 2013-2014						95	430	502	259	
Mesures du Budget 2012-2013						-52	-111	-123	-125	
Harmonisation de la TVQ à la TPS						55	245	255	270	
Mesures du Budget 2011-2012					-39	-73	-111	-150	-218	
Cibles additionnelles de récupération fiscale					150	200	200	200	200	
Impact du Plan de retour à l'équilibre financier										
Budget 2010-2011				234	645	1 538	1682	1627	1627	
Budget 2009-2010				595	1 528	1 839	2199	2149	2149	
Mesures annoncées en 2008-2009										
Mesures 10 décembre 2009 (B.I 2009-8)				-13	-85	-102	-105	-107	-110	
Énoncé économique 14 janvier 2009			-260	-20	-20	-20	-20	-20	-20	
Le Point de l'automne 2008		-26	-176	-179	-193	-207	-212	-212	-212	
Mesures des budgets antérieurs										
Réduction de l'impôt des particuliers	-607	-1396	-1380	-1541	-1602	-1676	-1718	-1652	-1652	
Réduction aux impôts des sociétés	-176	-532	-865	-1051	-1552	-1625	-1666	-1625	-1625	
Autres mesures fiscales	48	2	45	114	108	110	113	111	111	
Ressources naturelles	86	9	105	310	340	199	84	146	52	
Autres facteurs ⁽²⁾	110	-215	-338	-131	-46	113	171	352	606	
Revenus sur base comparable	41 395	42 297	42 120	44 069	46 221	46 357	46 158	47 864	50 006	
Variation en %	3,6	2,2	-0,4	4,6	4,9	0,3	-0,4	3,7	4,5	2,4
Variation du PIB en %	4,8	2,5	0,6	4,5	4,7	3,6	1,9	3,4	3,9	3,2
Élasticité	0,7	0,9	-0,7	1,0	1,0	0,1	-0,2	1,1	1,1	0,8

Note : La variation est en année civile.

(1) Croissance annuelle moyenne pour les revenus et le PIB nominal.

(2) Comprend notamment les ajustements relatifs à la conciliation des retenues à la source des employeurs et de travailleurs autonomes, la compensation financière du gouvernement fédéral pour l'élimination de la taxe sur le capital ainsi que l'impact des revenus provenant des régimes de pensions privées.

Q-13 Tous les voyages effectués par le ministre au mois de juin 2014.

Cette étude des crédits ne concerne que les crédits des dépenses 2013-2014.

Q-14 Liste des études prises en compte pour appliquer la réduction de 20 % des crédits d'impôt.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-15 Copie de tous les documents remis à Luc Godbout et à Claude Montmarquette afin qu'ils puissent remplir le mandat qui leur a été confié par le gouvernement au printemps 2014, concernant l'état des finances publiques.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-2 Liste détaillée de toutes les revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.

**IMPACT SUR LES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU QUÉBEC
DU RÈGLEMENT DE DIFFÉRENDS AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, 2013-2014**
(en millions de dollars)

Retour au programme de péréquation mis en place en 2007 sur la base des recommandations du rapport O'Brien	8 627 M\$ (entre 2009-2010 et 2014-2015)
Hausse du financement fédéral en santé (baisse de la croissance du TCS et répartition purement par habitant du TCS)	385 M\$ (en 2017-2018)
Rattrapage graduel sur 10 ans du niveau des transferts pour le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) au minimum à celui de 1994-1995, en tenant compte de l'inflation	875 M\$ (à la fin du rattrapage sur 10 ans, soit en 2024-2025)
Répartition de la composante « aide sociale » du TCPS sur la base du nombre de bénéficiaires d'aide sociale par province plutôt que sur une base par habitant	500 M\$
Traitement équitable des dividendes d'Hydro-Québec dans la péréquation	plus de 330 M\$
Réduction du coût du programme de péréquation d'une manière équitable en appliquant au résultat de la « formule O'Brien » une réduction égale, en dollars par habitant, des droits de péréquation des provinces pour respecter le niveau actuel de l'enveloppe plafonnée au PIB	entre 429 et 606 M\$ ⁽¹⁾
Usage systématique des paiements de protection	362 M\$ (reçu par le Québec en 2012-2013)
Règlement du contentieux relatif au programme de stabilisation des revenus	127 M\$ (non récurrent)
Crise du verglas	421 M\$ (non récurrent)

(1) L'impact pour le Québec en 2014-2015 dépend du règlement préalable du traitement équitable des revenus d'Hydro-Québec dans la formule. Si ce dossier est réglé, la réduction équitable du coût du programme rapporterait 429 M\$ de plus au Québec. Sinon, cette mesure rapporterait 606 M\$ de plus au Québec.

Q-3 Liste des programmes et montant des crédits demandés pour 2014-2015 au Conseil du trésor. Fournir une copie de la demande.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-4 Liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et des dépenses abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-5 Pour chacune des mesures fiscales dont le taux a été réduit dans le cadre du budget 2014-2015 : le nombre d'entreprises bénéficiaires, le nombre d'emplois soutenus et la ou les étude(s) portant sur le rendement de ces mesures.

NOMBRE D'ENTREPRISES BÉNÉFICIAIRES

Crédits d'impôt affectés par la réduction des taux	Nombre d'entreprises - 2011
Réduction des taux de 20 %	
▪ R-D "salaires des chercheurs"	7 831
▪ R-D "recherche universitaire"	93
▪ R-D "partenariats privés"	40
▪ R-D "consortium de recherche"	110
▪ Service d'adaptation technologique	140
▪ Design	438
▪ Développement des affaires électroniques	352
▪ Production de titres multimédias	85
▪ Grands projets créateurs d'emplois	d.c.
▪ Investissement relatif au matériel de fabrication/transformation	4 153
▪ Activités de transformation dans les régions ressources	497
▪ Gaspésie et certaines régions maritimes du Québec	79
▪ Vallée de l'aluminium	50
▪ Crédit d'impôt relatif aux ressources	240
▪ Exploitant d'un centre financier international	19
▪ Nouvelle société de services financiers	d.c.
▪ Embauche d'employés par une société de services financiers	d.c.
▪ Diversification des marchés des entreprises manufacturières	n.d.
▪ Modernisation de l'offre d'hébergement touristique	n.d.
▪ Production cinématographique ou télévisuelle québécoise	488
▪ Services de production cinématographique	44
▪ Doublage de films	10
▪ Production d'enregistrements sonores	41
▪ Production de spectacles	118
▪ Édition de livres	81
▪ Production d'événements ou d'environnements multimédias	d.c.
▪ Stage en milieu de travail	5 072
▪ Formation de la main-d'œuvre (manufacturier, forestier et minier)	93
Autres réductions des taux ⁽¹⁾	
▪ CRCD : réduction du taux de 50 % à 45 %	n.d.
▪ Actions accréditatives : réduction des déductions additionnelles	n.d.

d.c. : Données confidentielles, lorsque le nombre d'entreprises est inférieur à dix.

n.d. : Données non disponibles.

(1) Bien que la mesure vise la capitalisation des entreprises, l'incitatif fiscal est offert aux particuliers. Le nombre d'entreprises bénéficiant de la mesure n'est donc pas connu.

NOMBRE D'EMPLOIS SOUTENUS

- Le MFQ ne possède pas d'information concernant le nombre d'emplois soutenus par les mesures fiscales, et ce, pour les raisons suivantes :
 - les emplois soutenus par les mesures fiscales ne sont pas comptabilisés par les organismes administrant les crédits d'impôt;
 - l'assiette fiscale de certains crédits d'impôt ne vise pas les salaires mais porte plutôt sur l'investissement, les frais d'exploration, etc.

LES ÉTUDES PORTANT SUR LE RENDEMENT DE CES MESURES

- Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-6 Évolution sur 5 ans de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement, en détaillant chacune des sources au maximum (c'est-à-dire, par exemple, pour les sociétés, donner de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale ainsi que chacune des taxes spécifiques et des taxes compensatoires).

REVENUS CONSOLIDÉS ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE
(en millions de dollars)

	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14 ^P	2014-15 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU					
REVENUS AUTONOMES^(1,)					
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS					
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	17 913	18 980	18 753	19 163	20 120
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	5 974	6 246	6 597	6 765	6 958
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS					
- Impôt sur le revenu ⁽²⁾	2 484	2 825	2 807	n.d.	n.d.
- Taxe sur le capital ⁽²⁾	297	99	73	n.d.	n.d.
- Taxe sur les services publics (TSP)	344	332	323	n.d.	n.d.
- Taxe sur primes d'assurance	398	410	427	n.d.	n.d.
- Taxe compensatoire ⁽³⁾	116	228	289	n.d.	n.d.
- Sous-total aux impôts des sociétés	3 639	3 894	3 919	3 163	3 420
SOUS-TOTAL	27 526	29 120	29 269	29 091	30 498
TAXES À LA CONSOMMATION					
VENTES AU DETAIL	11 468	13 159	14 287	15 027	15 552
TABAC	764	802	795	905	977
BOISSONS ALCOOLIQUES	446	440	480	552	498
CARBURANTS	0	0	0	0	0
AUTRES	-9	18	21	17	18
SOUS-TOTAL	12 669	14 419	15 583	16 501	17 045
DROITS ET PERMIS					
RESSOURCES NATURELLES					
- Ressources forestières	3	3	6	6	27
- Ressources minières	304	333	187	31	129
- Ressources hydrauliques	3	4	6	4	3
- Sous-total, ressources naturelles	310	340	199	41	159
AUTRES	275	263	252	266	278
SOUS-TOTAL	585	603	451	307	437
REVENUS DIVERS					
VENTES DE BIENS ET SERVICES	438	366	369	392	388
INTÉRÊTS	438	455	488	392	493
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS	731	560	591	678	716
SOUS-TOTAL	1 607	1 381	1 448	1 462	1 597
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES					
DU GOUVERNEMENT					
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	915	1 000	1 030	1 003	1 021
LOTO-QUÉBEC	1 247	1 196	1 194	1 055	1 065
HYDRO-QUÉBEC	2 478	2 549	919	3 345	2 979
AUTRES	198	4	89	41	40
SOUS-TOTAL	4 838	4 749	3 232	5 444	5 105
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	47 225	50 272	49 983	52 805	54 682
TRANSFERTS FÉDÉRAUX					
PÉRÉQUATION	8 552	7 815	7 391	7 833	9 286
PAIEMENT DE PROTECTION		369	362		
TRANSFERTS POUR LA SANTÉ	4 309	4 511	4 792	5 290	5 262
TRANSFERT POUR L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE ET AUTRES PROGRAMMES SOCIAUX	1 455	1 488	1 486	1 534	1 585
AUTRES PROGRAMMES	1 109	1 060	943	1 007	988
COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA VENTE DU QUÉBEC (TVQ) À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)			733	1 467	
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DE LA COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA TVQ À LA TPS				-430	
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DES TRANSFERTS POUR LA SANTÉ					-430
TOTAL DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	15 425	15 243	15 707	16 701	16 691
TOTAL DES REVENUS AU FONDS GÉNÉRAL	62 650	65 515	65 690	69 506	71 373
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES, FONDS SPÉCIAUX ET RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION					
FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
FONDS SPÉCIAUX	7 310	8 301	8 749	9 915	10 603
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	17 082	17 960	18 600	19 504	19 675
RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION	34 560	35 836	37 665	38 736	39 768
FONDS DES GÉNÉRATIONS	760	840	961	1 121	1 301
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	1 616	1 477	1 098	1 144	1 144
TRANSFERTS LIÉS AU RÉGIME FISCAL	6 096	6 013	6 014	6 328	6 678
AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION	-47 211	-49 532	-50 780	-52 587	-54 145
SOUS-TOTAL	20 213	20 895	22 307	24 161	25 024
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	82 863	86 410	87 997	93 667	96 397

P : Prévisions du Budget 2014-2015 du 4 juin 2014.

- (1) Les données ont été redressées afin de refléter la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) , et le Fonds relatif à l'adminstration fiscale (FRAF, ainsi que la comptabilisation de la provision pour créances douteuses (PCD) à l'encontre des revenus budgétaires.
- (2) Après répartition des crédits d'impôt à l'encontre des revenus d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital.
- (3) Depuis le 1^{er} juillet 1992, les institutions financières présentes au Québec sont assujetties à une taxe compensatoire.

Q-7 Prévisions des coûts des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2014-2015. Déclinaison par région.

Répartition régionale des mesures fiscales pour les régions ressources

- Les entreprises des régions du Bas-Saint-Laurent (23 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (19 %) reçoivent 42 % des mesures fiscales octroyées aux régions ressources.
- Les entreprises de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine obtiennent une part des aides fiscales de 18 %, ceci est important considérant leur poids démographique ou économique plus faible dans les régions ressources.

RÉPARTITION RÉGIONALE DU COÛT DES MESURES FISCALES POUR LES RÉGIONS RESSOURCES, 2014-2015⁽¹⁾
(en millions de dollars)

Régions ou territoires	Crédits d'impôt sur les salaires	Crédit d'impôt à l'investissement	Total	
			Montant	En %
Bas-Saint-Laurent	6	14	20	23
Saguenay–Lac-Saint-Jean	9	8	17	19
Mauricie	2	7	9	10
Abitibi-Témiscamingue	2	8	10	11
Côte-Nord	2	5	7	8
Nord-du-Québec	f	7	7	8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	11	5	16	18
MRC d'Antoine-Labelle, de Pontiac et de La Vallée-de-la-Gatineau	f	3	3	3
Total	32	57	89	100

(f) Coût inférieur à 2 M\$.

(1) Prévisions du MFQ. La répartition entre les régions ressources est basée sur une moyenne des trois dernières années connues, ajustée aux nouveaux paramètres.

Q-8 Taux d'emprunt des émissions de dette en 2013 et 2014. Écarts entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins. Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années. Prévisions sur l'écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux de nos principaux voisins.

TAUX DE RENDEMENT SUR LES OBLIGATIONS À 10 ANS DU QUÉBEC ET DE L'ONTARIO EN 2013-2014⁽¹⁾
(en pourcentage)

	Taux Québec	Taux Ontario	Écart Québec-Ontario (en points de pourcentage)
Janvier 2013	2,99	2,91	0,08
Février 2013	3,04	2,96	0,08
Mars 2013	2,92	2,84	0,08
Avril 2013	2,75	2,68	0,07
Mai 2013	2,84	2,78	0,06
Juin 2013	3,19	3,14	0,05
Juillet 2013	3,39	3,33	0,06
Août 2013	3,58	3,54	0,04
Septembre 2013	3,71	3,64	0,07
Octobre 2013	3,57	3,46	0,11
Novembre 2013	3,57	3,47	0,10
Décembre 2013	3,65	3,55	0,10
Janvier 2014	3,46	3,40	0,06
Février 2014	3,38	3,28	0,10
Mars 2014	3,36	3,23	0,13
Avril 2014	3,32	3,26	0,06
Mai 2014	3,26	3,21	0,05
Moyenne	3,29	3,22	0,07

(1) Moyennes de données quotidiennes.
Source : PC-Bond.

Les informations suivantes sont publiées par le ministère des Finances dans les documents budgétaires.

MARCHÉS FINANCIERS CANADIENS
(taux en pourcentage)

	2012	2013	2014	2015
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor Canada – 3 mois	1,0	1,0	0,9	1,4
Obligations Canada – 10 ans	1,9	2,3	2,9	3,8

Q-9 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années.

- Le tableau ci-après présente les prélèvements effectués auprès des sociétés minières pour les années 2008 à 2012.
 - Les données présentées dans ce tableau sont établies en fonction des déclarations des exploitants et compilées sur une base d'année civile selon leur date de fin d'exercice financier.
 - Les prélèvements à l'égard des sociétés minières pour 2011 et 2012 sont des données préliminaires.

	2008	2009	2010	2011 ^p	2012 ^p
Prélèvements fiscaux					
Nombre de sociétés	454	443	452	480	394
Impôt à payer sur le revenu des sociétés	71	7	20	82	3
Taxe sur le capital	27	20	11	0	-
Cotisation des employeurs au FSS	44	42	48	52	13
Sous-total – prélèvements fiscaux	142	69	79	134	16
Régime d'impôt minier					
Nombre de sociétés ⁽¹⁾	216	212	213	228	222
<u>Sociétés productrices</u>					
Valeur brute de la production	4787	4025	5757	7266	6816
Profit minier	837	495	1985	2331	1136
Impôt minier déclaré	114	62	279	351	186
Crédits de droits réclamés	-4	-1	-4	-1	-1
Impôt minier net : sociétés productrices	110	61	275	351	185
<u>Sociétés juniors</u>					
Crédits de droits réclamés	-27	-14	-10	-10	-33
Sous-total – régime d'impôt minier (net)	83	47	265	340	151
TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS	225	116	344	474	167

p : Les prélèvements fiscaux pour 2011 et 2012 sont préliminaires et les données de 2012 concernant le régime d'impôt minier sont préliminaires.

(1) Le nombre de sociétés correspond au nombre des sociétés distinctes ayant produit une déclaration de droits miniers incluant notamment les sociétés juniors (exploration). Chacune de ces sociétés est considérée pour les prélèvements au régime d'impôt minier. Par contre, le nombre de sociétés minières considérées pour le calcul des prélèvements fiscaux est supérieur au nombre de sociétés visées par le régime d'impôt minier, pour plusieurs raisons. Par exemple : certaines entreprises minières œuvrant en exploration ne font pas de déclaration de droits miniers; une mine est exploitée par une société et cette dernière peut faire partie d'un groupe de sociétés, lesquelles font toutes partie du secteur minier; des entreprises du secteur minier peuvent ne pas être assujetties au régime minier (sable, carrière, etc.).

- MCC-54 SODEC - Concernant les mesures fiscales Crédit d'impôt remboursable pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise, Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique ou télévisuelle et Crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films :**
- a) Budget total du programme et par volet pour 2012-2013 et 2013-2014;**
 - b) Prévisions pour 2014-2015;**
 - c) Liste des projets et liste des individus, compagnies ou sociétés ayant présenté une demande en 2013-2014 et le montant demandé;**
 - d) Liste des projets ayant obtenu un financement en 2013-2014 et le montant obtenu.**

La publication « Les dépenses fiscales édition 2013 » présente une description sommaire des dépenses fiscales et en quantifie leur coût par année civile de 2008 à 2013.

En ce qui concerne le coût des crédits d'impôt demandés, les projections pour 2012 et 2013 sont respectivement :

- Crédit d'impôt remboursable la production cinématographique ou télévisuelle québécoise : 124 M\$ et 125 M\$;
- Crédit d'impôt remboursable pour services de production cinématographique : 55 M\$ par année;
- Crédit d'impôt remboursable pour le doublage de films : 3 M\$ et 4 M\$.

À noter que les données fiscales par contribuable sont de nature confidentielle et ne peuvent pas être divulguées.

- MCC-57 SODEC - Concernant les mesures fiscales Crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores et Crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles :**
- a) Budget total du programme et par volet pour 2012-2013 et 2013-2014;**
 - b) Prévisions pour 2014-2015;**
 - c) Liste des projets et liste des individus, compagnies ou sociétés ayant présenté une demande en 2013-2014 et le montant demandé;**
 - d) Liste des projets ayant obtenu un financement en 2013-2014 et le montant obtenu.**

La publication « Les dépenses fiscales édition 2013 » présente une description sommaire des dépenses fiscales et en quantifie leur coût par année civile de 2008 à 2013.

En ce qui concerne le coût des crédits d'impôt demandés, les projections pour 2012 et 2013 sont respectivement :

- Crédit d'impôt remboursable pour la production d'enregistrements sonores : moins de 2 M\$ par année;
- Crédit d'impôt remboursable pour la production de spectacles : 13 M\$ par année.

À noter que les données fiscales par contribuable sont de nature confidentielle et ne peuvent pas être divulguées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

**Demande de renseignements particuliers
de la 2^e Opposition**

Juillet 2014

**Ministère
des Finances**

Québec



MINISTÈRE DES FINANCES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE LA 2^E OPPOSITION

Table des matières

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2013-2014, indiquer :
 - la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
 - la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2013-2014. Indiquer :
 - le lieu ;
 - le coût ;
 - la ou les dates de participation ;
 - le nombre de participants ;
 - le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - le nom de la formation ou de l'activité.
3. Sommes dépensées en 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
4. Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2013-2014, en indiquant pour chacun :
 - son mandat ;
 - la liste des membres ;
 - le budget dépensé ;
 - le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
 - les résultats atteints.
5. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. Indiquez également les prévisions des départs à la retraite pour les cinq prochaines années.
6. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2013-2014. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.
7. Liste et copie de tous les sondages effectués en 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.
8. Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.
9. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2013-2014.

10. Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2013-2014 :
 - a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.
11. Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :
 - le nom de toutes les campagnes;
 - les coûts de ces campagnes;
 - le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ;
 - les dates de diffusion de la campagne;
 - les objectifs visés par chaque campagne.
12. Pour 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :
 - a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;
 - c) le montant qui leur a été accordé.
13. Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédés le dépôt du Budget 2012-2013 de mars 2012, de celui de 2013-2014 de novembre 2012, le premier de 2014-2015 en février 2014 et le deuxième de 2014-2015 en mai 2014. Détailler, les principales recommandations émises par ces groupes pour chacun des deux budgets.
14. Liste des organismes présents lors du huis clos du Budget 2012-2013, du Budget 2013-2014, du premier de 2014-2015 en février 2014 ainsi que le deuxième de 2014-2015 en mai 2014.
15. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR), incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, pour les dix dernières années.
16. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.
17. Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant la RRQ incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.
18. La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2013-2014, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.
19. La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds des Générations pour l'année 2013-2014, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis sa création.
20. Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2013-2014.
21. Pour le gouvernement, évolution du coût d'emprunt moyen pondéré depuis 2000, ventilé par catégorie de dette.
22. Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu publique en octobre 2012.

23. Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.
24. Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015 pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.
25. Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :
 - Organismes et fonds spéciaux subventionnés (100MS)
 - Organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes
26. Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :
 - Hausse des taxes spécifique sur le tabac
 - Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées
 - Hausse de la contribution des institutions financières
 - Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$
 - Hausse de charges de l'État imputable au régime de retraite des employés de l'État
 - Modulation des frais de garderies en fonction des revenus des particuliers
 - Hausse des tarifs d'Hydro-Québec de 4,3%
 - Hausse des tarifs de garderies passant de 7 à 9%
 - Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ)
 - Privatisation d'Hydro-Québec
 - Hausse de taxes scolaires de 2013-2014
 - Hausse de taxes scolaires 2014-2015 et 2015-2016
27. Liste et copie de toutes les études ou analyses produites en 2011, 2012 et 2013 ainsi que les coûts totaux associés à chacune de ces études.
28. Liste détaillée des revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.
29. Étude, rapport, analyse ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez :
 - Objectifs et critères d'évaluation
 - Les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région,
 - Les résultats économiques de chaque région
 - Toute autre mesure de performance.
30. Pour chacune des dépenses fiscales aux individus pour l'année 2009 à 2014 indiquez le nombre de contribuables ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allègement fiscal
31. Pour chacune des dépenses fiscales aux entreprises pour l'année fiscale de 2009 à 2014, indiquez le nombre de sociétés ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allègement
32. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année)
33. Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année)
34. Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au plan budgétaire 2013-2014
35. Copie de toutes les études et analyses produite en 2011, 2012 et 2013 par le ministère des Finances et de l'économie portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières.
36. Copie de toutes études, analyses ou rapports sur l'impact de la consommation et le poids du fardeau fiscal sur l'économie.

37. Copie de toutes études, analyses ou rapports sur l'impact des mesures fiscales sur les entreprises et les individus.
38. Évolution détaillée depuis 2003-2004 de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum (exemple : pour les sociétés, donnée de façon distincte la taxe sur le capital, la taxe sur la masse salariale, chacune des taxes spécifiques et compensatoires)
39. Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2012-2013 et prévision pour 2014-2015. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région
40. Taux d'emprunt des émissions de dette depuis 2009. Écart entre les taux d'emprunt du Québec et ceux des provinces canadiennes et des États du nord-est des États-Unis (New York, New Hampshire, Vermont, Massachusetts et Maine). Prévision utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années
41. L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.
42. Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d'investissement) du gouvernement, relatives à l'industrie minière pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.
43. Le total des profits avant impôt déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des 5 dernières années en spécifiant le nombre de minière par année.
44. Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.
45. Quel est l'impact financier net pour le gouvernement de la règle des 15 ans dans le domaine pharmaceutique et quel est l'impact des mesures proposées dans le budget 2013-2014?
46. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2012-2013 et 2013-2014.
47. Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des individus en 2012-2013 et 2013-2014.
48. Comparaison du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces Canadiennes et des États-Unis.
49. Évaluation des pertes fiscales de l'État reliées à la contrebande de tabac, au milieu de la restauration et à celui de la construction en 2010-2011. Évolution pour chaque année depuis 2003.
50. Évaluation de l'effet de l'instauration de la taxe santé (contribution santé) sur l'activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014
51. Évaluation des hausses des taxes sur l'essence sur l'activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014
52. Évaluation de l'effet de la hausse des taux d'imposition sur l'activité économique pour l'année 2013-2014
53. Évaluation de l'effet de la hausse des taxes à la consommation sur l'activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014
54. Évaluation de l'effet de la hausse des taxes sur le tabac et sur les boissons alcoolisées sur l'activité économique pour l'année 2013-2014
55. Copie de toute étude, rapport portant l'effet de l'augmentation des tarifs et impôt sur l'activité économique

56. Les prévisions économiques annuelles du ministère des finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes :
- Revenu disponible des ménages en dollars courant
 - Revenu disponible des ménages en dollars réel
 - Revenu disponible des ménages par habitant en dollars courant
 - Revenu disponible des ménages par habitant en dollars réel
 - Le nombre de ménages
 - Le nombre de contribuables ayant un revenu annuel compris entre ces tranches de revenu:
 - 0 à 20 000;
 - 20 000 à 40 000;
 - 40 000 à 60 000;
 - 60 000 à 80 000
 - 100 000 à 120 000
 - 120 000 et plus
 - Le PIB nominal en dollars courant
 - Le PIB réel
 - Le taux d'épargne des ménages
 - Les dépenses de consommation en dollars courant
 - Les dépenses de consommation en dollars réel
 - L'investissement privé non résidentiel en dollars courant
 - L'investissement privé non résidentiel en dollars réel
 - Le taux d'inflation
 - La population active
 - La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB nominal
 - La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB réel
 - La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars courants
 - La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars réel
57. Quels sont les incitatifs ou conditions mis en place afin de permettre aux personnes de 55 à 70 ans de demeurer sur le marché du travail?
58. Dans quelle mesure le ministère pense-t-il contrer les effets de la désindexation des régimes de retraite des retraités de l'État ainsi que la perte de pouvoir d'achat des retraités bénéficiaires d'un régime complémentaire de retraite? Quelles mesures ont été ou seront mises en place?
59. Quelles sont les mesures financières (chiffrées) mises en place depuis 2006 pour contrer la désindexation des régimes de retraite? Pour les exercices de 2009-2010 à 2014-2015, indiquez d'abord le nombre de rencontre entre le ministère des Finances et les agences de Fitch, Standard & Poor's, Moody's, DBRS et Japanese Credit Rating, ensuite le but de la rencontre et enfin la prévision du solde budgétaire du gouvernement du Québec selon l'évaluation la plus précise du moment par le ministère des finances.
60. Pour les exercices de 2009-2010 à 2014-2015, portant sur les rencontres entre le ministère des Finances et les agences de notation Fitch, Standard & Poor's et Moody's, indiquez
- Les précisions d'informations qu'ont demandées les agences quant aux budgets et selon les années;
 - Les précisions d'information qu'ont demandées les agences de notation quant à la mise à jour économique de l'automne 2013, publié le 28 novembre 2013;
 - Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences pour l'ensemble de la période;
 - Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences de notation pour la mise à jour économique de novembre 2013;
 - Le calendrier prévu de 2014 des rencontres à venir entre le ministre des Finances, et le personnel des agences de notation,
 - Les exigences budgétaires qu'ont demandées les agences de notation pour que le Québec conserve sa cote de crédit pour l'exercice 2012-2013 à 2014-2015

61. Suite au dépôt du budget de 2014-2015, le ministère des Finances a publié un document intitulé *Le défi des finances publiques*. Produisez dans un tableau les données du graphique 6, plus précisément les éléments suivants :
- L'évolution des dépenses des administrations publiques dans l'économie en donnant la valeur des dépenses des administrations publiques du Québec entre 2003-2004 et 2013-2014
 - L'évolution du PIB du Québec entre 2003-2004 et 2013-2014
 - L'évolution des dépenses des administrations publiques dans l'économie en donnant la valeur des dépenses des administrations publiques de l'Ontario entre 2003-2004 et 2013-2014
 - L'évolution du PIB de l'Ontario entre 2003-2004 et 2013-2014
62. (Même question que 61)
63. (Aucune question)

Demande transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

- MEIE-10 Coûts moyens et totaux des différentes mesures fiscales suivantes, rendement moyen par dollar investi, les critères d'évaluation, une copie des études liées à ces programmes, ainsi que le nombre de bénéficiaire en 2012-2013 et 2013-2014 :
- Congé d'impôt sur le revenu pour une nouvelle société dédiée à la commercialisation d'une propriété intellectuelle;
 - Congé fiscal pour chercheurs étrangers;
 - Congé fiscal pour experts étrangers;
 - Crédit d'impôt pour le design de produits fabriqués industriellement;
 - Crédit d'impôt remboursable pour un projet de recherche précompétitive en partenariat privé ;
 - Industrie maritime ;
 - Reconnaissance à titre de consortium de recherche admissible ;
 - Régime d'investissement coopératif ;
 - Ristourne à impôt différé.

Demandes transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor

- SCT-1 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-2 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-3 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-4 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.
- SCT-5 Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 avec celles des dépenses budgétaires, produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fins déterminées, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.

Société des alcools du Québec (SAQ)

► ***Voir le document de la Société des Alcools du Québec - Renseignements particuliers***

64. Tous les rapports, analyses et études relatifs à l'implantation de la hausse sur la taxe spécifique sur les boissons alcoolisées.
65. Coût relatif à l'implantation de la hausse sur la taxe spécifique sur les boissons alcoolisées annoncé le 20 novembre 2012. Spécifier :
 - Le temps supplémentaire (succursale et bureau)
 - Le personnel supplémentaire pour effectuer les changements de prix
 - Les coûts de mise à jour de logiciel informatique
 - Les retards dans les délais de livraison
 - Tout autre coût lié à cette mesure
66. Durant la période de tampon (de 21 novembre au 5 décembre) où la SAQ a assumé les frais de la hausse des taxes des clients en succursale, combien de bouteilles ont été vendu durant cette période pour chacune des catégories (vin, spiritueux et bière) et quels ont été les coûts assumés par la SAQ.
67. Durant cette même période tampon, combien de bouteilles ont été vendu à des clients de type bar et restaurateur pour chacune des catégories (vin, spiritueux et bière) et quel ont été les coûts assumés par les clients.
68. Note d'analyse, étude ou mesures envisagées dans les 5 dernières années pour faciliter la mise en marché des produits québécois.
69. Détail des revenus et des coûts de la vente en ligne pour les 3 dernières années.
70. Évolution annuelle depuis 2003, ventilé par type d'emploi :
 - a) du nombre d'employés de la SAQ,
 - b) des salaires horaires,
 - c) des avantages sociaux,
 - d) de la rémunération variable,
 - e) des bonis accordés,
 - f) de la masse salariale totale de la SAQ,
 - g) pour chacun des points mentionnés ci haut, mentionner la variation annuelle en pourcentage
71. Pour la rémunération variable et les bonis, indiquez les critères d'octroi, par catégorie d'emploi ainsi que le nombre de personnes en ayant bénéficié par catégorie d'emploi.
72. Les prévisions de départ à la retraite pour les 3 prochaines années et le plan de remplacement.
73. Le détail des charges d'exploitation depuis 2003.
74. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés de la SAQ au cours de l'année 2011-2012 et 2012-2013. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
75. Détails de l'évolution de la marge brute de la SAQ pour les cinq dernières années, ventilées par catégorie de produit. Précisez la portion fixe et la portion ad valorem.
76. Liste de prix d'achat et de prix de vente des 50 plus grands vendeurs en 2012 et préciser le nombre d'unité vendu.
77. Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Société, le poste occupé, leur rémunération totale, en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour les 3 dernières années.

78. Copie des états financiers de Twist depuis sa création.
79. Détail de la politique salariale de la SAQ, rémunération, bonis et avantages sociaux.
80. Détail de la politique de fixation des prix par catégorie (les vins, spiritueux et bières).
81. La variation moyenne de prix, par catégorie de produit, entre 2012 et 2013 ainsi que la variation sur 3 ans et 5 ans.
82. Variation de prix entre 2012 et 2013 pour chacun des 10 produits vendus par la SAQ en 2012.
83. Comparaison des prix entre le Québec et les autres provinces canadiennes par type de produits et par gamme de prix.
84. Valeur de la transaction moyenne des restaurateurs et des particuliers pour chacune des 5 dernières années.
85. Détail des ajustements salariaux accordés en 2012-2013 par catégorie d'emploi.
86. Nombre de jour de formation moyen suivi par les employés de la SAQ ventilé par catégorie d'emplois.
87. Le détail annuel des mesures des opérations de couverture de taux de change de la SAQ pour les années 2009-2010 à 2013-2014 en précisant les gains/pertes propres à celles-ci pour chacune des années
88. Les objectifs, les indicateurs et les résultats présentés dans le plan annuel de gestion de la SAQ pour la période allant de 2009-2010 à 2013-2014

Loto-Québec

► Voir le document de la Société des loteries du Québec - Renseignements particuliers

89. Pour chacun des avantages sociaux suivants, montrer l'évolution des sept dernières années des coûts totaux ainsi que le nombre de personnes bénéficiaires par catégorie d'emploi du ou des :
 - a) Programme de rémunération incitative;
 - b) Remboursement de frais de déplacement;
 - c) Subventions des stationnements;
 - d) Trois programmes accessoires (bilan de santé, consultation financière et conditionnement physique);
 - e) Remboursement des frais d'association;
 - f) Remboursement des frais encourus pour l'achat et la location de vêtements (ventilée les frais des conjoints et des employés);
 - g) Programme d'aide personnelle;
 - h) Garderie en milieu de travail;
 - i) Programme de planification à la retraite;
 - j) Programme de reconnaissance;
 - k) Régime de soin dentaire;
 - l) Régime de soin de la vue;
 - m) Congés avec traitements (ventilé par catégorie).
90. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés de Loto-Québec au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :
 - a) le lieu ;
 - b) le coût ;
 - c) la ou les dates de participation ;
 - d) le nombre de participants ;
 - e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - f) le nom de la formation ou de l'activité.
91. La masse salariale totale ventilée en fonction du salaire de base, des avantages sociaux et des bonis par catégorie d'emploi pour les sept dernières années. Indiquez aussi le nombre d'employés pour chaque catégorie.

92. Détails de la politique salariale de rémunération, des bonis et des avantages sociaux.
93. Les prévisions de départ à la retraite pour les 3 prochaines années et le plan de remplacement.
94. Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Société, le poste occupé, leur rémunération totale, en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour les 3 dernières années.
95. Ventilation des revenus de Loto-Québec par région, par secteur d'activité et par produit pour chacune des 5 dernières années.
96. Nombre d'appareils de loterie vidéo pour chacune des cinq dernières années, ventilées par région et par type d'établissement.
97. Détail des revenus et dépenses pour chacun des casinos pour 2011-2012 et 2012-2013 et les prévisions pour les années à venir..
98. Rendement de chacun des Ludoplex en précisant le nombre d'appareils.
99. Liste des 10 sites regroupant le plus d'appareils de loterie vidéo, en mentionnant le nombre d'appareils.
100. Le détail des charges d'exploitation des 10 dernières années.
101. Pour chaque mois depuis la mise en service d'espacejeux.com, donner les statistiques d'utilisation du jeu en ligne :
 - Nombre d'utilisateurs
 - Revenus totaux
 - Dépense moyenne par utilisateur
 - Nombre d'utilisateur ayant atteint la mise maximale
 - Objectifs et prévisions
102. Tous rapports, analyses et études sur espacejeux.com
103. Quels sont les coûts d'implantation et de maintien du jeu en ligne par Loto-Québec?
104. Pour chacune des 10 dernières années, les statistiques d'utilisation du pari sportif, ventilé par type de pari. Donner notamment le nombre le nombre de mises annuelles, les revenus totaux, le taux de redistribution.
105. Le détail de l'assouplissement de la réglementation qui encadre la distribution des appareils de Loto-Québec et son impact sur les revenus et dépenses de Loto-Québec et sur la clientèle.
106. Le détail des travaux effectués au casino de Montréal (coûts initiaux et à ce jour, fournisseurs, échéance initiale et finale, etc.).
107. Copie du plan pour parvenir aux demandes de 50M\$ en 2013-2014 et de 90M\$ de 2014-2015 du gouvernement du Québec. Détail sur les coûts de l'offensive publicitaire envisagée.
108. Copie de l'enquête interne menée par le département de la Sécurité et les services comptable de KPMG sur les allégations visant François Lafleur.
109. Copie des comptes de dépenses de M. Pierre Bibeau pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013.
110. Pour l'année 2013-2014, les revenus d'exploitation et les bénéfices anticipés provenant uniquement par la nouvelle réglementation qui permet la vente d'alcool au table de jeu
111. Toutes les études et rapports portant sur le lien entre la vente d'alcool aux tables de jeu et l'accroissement des problèmes de jeu.
112. Toutes les études et rapports portant sur le lien entre la vente d'alcool aux tables de jeu et la rentabilité financière de la société d'État

113. Toutes les études et rapports portant sur le lien entre la vente d'alcool aux tables de jeu et le coût des externalités sociales qui sont rattachées à cette nouvelle politique.

Caisse de dépôt et placement du Québec (CDP)

► **Voir le document de la Caisse de dépôt et placement - Renseignements particuliers**

114. Évolution annuelle des 10 dernières années, ventilée par type d'emploi, de :
- a) du nombre d'employés de la CDPQ,
 - b) des salaires horaire,
 - c) des avantages sociaux,
 - d) de la rémunération variable,
 - e) des bonis accordés,
 - f) des montants dédiés à la rétention du personnel,
 - g) de la masse salariale totale de la CDPQ,
 - h) pour chacun des points mentionnés ci haut, mentionner la variation annuelle en pourcentage
115. Pour la rémunération variable et les bonis, indiquer les critères d'octroi, par catégorie d'emploi ainsi que le nombre de personnes en ayant bénéficié par catégorie d'emploi.
116. Le détail des charges d'exploitation des 10 dernières années.
117. Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres auxquelles ont participé les employés de la CDPQ au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :
- g) le lieu ;
 - h) le coût ;
 - i) la ou les dates de participation ;
 - j) le nombre de participants ;
 - k) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
 - l) le nom de la formation ou de l'activité.
118. Nom de tous les administrateurs et des membres de la direction de la Société, le poste occupé, leur rémunération totale (fixe et variable), en incluant les bonis, indemnités de départ et avantages sociaux pour les 3 dernières années en incluant la date de nomination et échéance du mandat.
119. Composition de chaque comité du conseil d'administration.
120. Répartition de l'actif et rendement annuel par catégorie au 31 décembre des dix dernières années.
121. Pour chacune des dix dernières années, le total du passif et le ratio « passif sur actif total » et l'utilisation du passif par catégorie de placement.
122. Évolution pour les dix dernières années des montants annuels totaux en matière de recrutement.
123. Liste des contrats octroyés en 2011, 2012 et 2013 à des firmes de recrutement en mentionnant la date de l'octroi, le mandat et sa durée, le profil recherché, le nom des firmes soumissionnaires, le nom de la firme retenue, le montant et le mode d'octroi du contrat.
124. Pour 2011, 2012 et 2013, liste des réceptions, fêtes et activités sociales dont une partie des coûts ou la totalité des coûts ont été défrayés par la Caisse. Mentionner le coût total ainsi que la portion attribuable à la Caisse.
125. Pour chacune des six dernières années, le nombre d'employés ayant quitté la Caisse, ventilé par motif (retraite, congédiement, départ volontaire, etc.), montant des primes de départ et autres indemnités accordées par catégorie d'emploi.
126. Pour chaque classe d'emplois, quels sont les indicateurs utilisés pour fixer le niveau de la rémunération variable.

127. Pourcentage et valeur nominal des actifs de la caisse investis au Québec, ventilés par portefeuille, incluant les portefeuilles spécialisés pour chacune des 10 dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classifier les placements.
128. Pourcentage et valeur nominal des actifs de la caisse investis au Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des 10 dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classifier les placements.
129. Pourcentage et valeur nominal des actifs de la caisse investis à l'extérieur du Canada, ventilés par portefeuille pour chacune des 10 dernières années en indiquant la méthode utilisée pour classifier les placements et ventilé par pays
130. Valeur marchande des placements de la Caisse dans les BAA au 31 décembre 2012.
131. Pour chacune des 6 dernières années (au 31 décembre 2008 à 2013), valeur totale des PCAA/BTAA détenus par la caisse.
132. Pour chacune des 5 dernières années, total de la rémunération variable accordée aux employés de la caisse, ventilé par catégorie d'emplois.
133. Pour chacune des 10 dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des services de communication/relation publiques en précisant les sommes allouées à des ressources internes et les mandats donnés à l'externe, en prenant le soin d'indiquer le nom des soumissionnaires et le nom des firmes récipiendaires.
134. Pour chacune des 10 dernières années, le total des dépenses de la caisse pour des activités de représentation.
135. Pour chacune des 10 dernières années, au 31 décembre, le nombre et le montant des placement de la caisse dans les paradis fiscaux en se référant à la liste des paradis fiscaux de non coopératifs de l'OCDE.
136. Liste des investissements dans les compagnies exploitants des mines au 31 décembre 2012. Montant de l'investissement de départ et valeur actuelle pour chacun.
137. Rendement total en dollars et en pourcentage (capital et dividendes) du placement de la caisse dans Québecor Média.
138. La valeur en salaire et en rémunération de chacun des 15 plus hauts salariés de la Caisse.

Agence du Revenu

► Voir le document de l'Agence du revenu - Renseignements particuliers

139. Bilan des changements depuis la création de l'agence du revenu en incluant les économies récurrente et non récurrentes.
140. Bilan du plan de lutte à l'évasion fiscale pour le travail au noir dans la construction, le commerce illicite du tabac et les crimes économiques et financiers depuis 2005. Indiquer les objectifs fixés, les critères d'évaluation et les moyens mis en place pour atteindre les objectifs.
141. Nombre de cadres au ministère et pourcentage par rapport au nombre total d'employés.
142. Nombre d'ETC en 2012-2013, 2013-2014 et prévision pour 2014-2015. Prévisions de départ à la retraite et plan de remplacement.
143. Nombre et pourcentage d'employés en 2012-2013 et en 2013-2014 affecté à, indiquer pour chacun les objectifs de performance et les critères d'évaluation :
 - La vérification
 - À la perception fiscale
 - À récupération fiscale
144. Prévisions d'embauche et les augmentations salariales ventilées par catégorie d'employés pour 2012-2013.

145. Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour 2011-2012 et 2012-2013.
146. Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.
147. Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ en 2011-2012, 2012-2013 et 2014.
148. Concernant la contrebande de tabac en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, indiquez :
 - le nombre de personnes attitrées à la lutte contre la contrebande de tabac,
 - le nombre de saisies de produits de contrebande ainsi que la valeur des saisies,
 - le nombre d'inspections pour le contrôle de la contrebande,
 - le nombre et le montant des amendes distribuées pour la lutte contre la contrebande.Ventiler par régions administratives. Évolution des totaux de chacun des points depuis 2005.
149. Ventilation des amendes envoyées pour la lutte contre le travail au noir, la lutte contre le commerce illicite et la lutte contre les crimes économiques depuis 2005 par année. Pour chacune de ces catégories, ventilation par année des montants récupérés et par régions. Indiquer les moyens mis en place pour les luttes et les critères d'évaluation de celles-ci.
150. Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale en 2013-2014. Évolution depuis 2005.
151. Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale en 2013-2014. Évolution depuis 2005.
152. Nombre d'employés au ministère du Revenu attitrés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2012-2013. Évolution depuis 2005.
153. Taux d'absentéisme en 2013-2014 pour les employés du ministère du Revenu, avec ventilation en fonction des postes occupés et des motifs de l'absence. Évolution depuis 2005.
154. Prévisions d'ajouts d'employés professionnels en vue de remplir le mandat d'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale :
 - a. Plan d'embauche
 - b. Prévision du nombre d'embauche par année, jusqu'en 2015-2016.
 - c. Nombre de professionnels présentement affectés à l'évasion fiscale
 - d. Nombre d'embauche annuelle en depuis 2006.
155. Le coût et la durée de la formation d'un nouveau professionnel affecté au mandat de lutte à l'évasion fiscale.
156. Nombre de nouveaux enquêteurs engagés par le ministère ou tout organisme qui en relève en 2012-2013 et 2013-2014, et ventilé par mandat..
157. Évolution depuis 2005 du nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une contestation ainsi que l'évolution des coûts relatifs à ces oppositions. Ventilation par année.
158. Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations ainsi que le délai de traitement moyen. Ventilation par année depuis 2005.
159. Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse versus les coûts relatifs à cet utilisation.
160. Concernant les vérificateurs fiscaux, pour 2012-2013 et 2013-2014:
 - a. Nombre d'embauches;
 - b. Nombre d'heures moyen de formation;
 - c. Nombre de départs (ventilé par raison du départ);
 - d. Nombre d'année d'expérience dans le domaine.
161. Bilan global du projet «module d'enregistrement des ventes» depuis son implantation.
162. Évolution du nombre d'inspecteurs à l'agence et de la masse salariale s'y rattachant depuis l'année financière 2007-2008.

163. Fournir les critères de performance ou objectifs de rendement chiffrés que les employés du ministère du Revenu doivent atteindre, par catégorie d'emploi, par ancienneté, et par région. Spécifier tout changement à ces critères ou objectifs avec la création de l'Agence du Revenu.
164. Copie de la politique salariale de 2013-2014.
165. Nombre de déclaration de revenu obtenue par Internet ou pourcentage.
166. Montant investi pour le développement des services électroniques en 2012-2013 et 2013-2014 indiquer les.
167. Pourcentage des déclarations des particuliers traités dans un délai de 14 jours en 2012-2013.
168. Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériel.
169. Taux de roulement du personnel.
170. Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôts.
171. Nombre et valeur totale des crédits d'impôt remboursable octroyés pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.
172. Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire.
173. Statistiques quant aux bénéficiaires de pension alimentaires
174. Dossier de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet
175. Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire
176. Bilan de la refonte du système informatique du Registraire des entreprises, en incluant les coûts, le nombre de plainte et les délais de traitements.
177. Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA
178. Nombre et nature des plaintes reçues par mois en 2012-2013 et 2013-2014.
179. Concernant la lutte contre la planification fiscale abusive, effectifs de la direction, budget, nombre de dossiers traités et montant récupéré.
180. Concernant le comité ACCES construction, effectifs, budget, et nombre d'interventions.
181. Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé
182. Le nombre de corporations religieuses inscrites au registraire des entreprises en vertu de la Loi sur les corporations religieuses pour les années 2003 à 2013, ventilé selon la dénomination religieuse.
183. Pour les années 2008 à 2013, le nom des corporations religieuses inscrites au registraire des entreprises en vertu de la Loi sur les corporations religieuses et leur adresse.

1. The first part of the paper is devoted to a general discussion of the problem of the existence of solutions of the system of equations

which are satisfied by the functions u_i and v_i .

2. In the second part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D .

3. In the third part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

4. In the fourth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

5. In the fifth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

6. In the sixth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

7. In the seventh part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

8. In the eighth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

9. In the ninth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

10. In the tenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

11. In the eleventh part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

12. In the twelfth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

13. In the thirteenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

14. In the fourteenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

15. In the fifteenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

16. In the sixteenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

17. In the seventeenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

18. In the eighteenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

19. In the nineteenth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

20. In the twentieth part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

21. In the twenty-first part we shall consider the case when the functions u_i and v_i are assumed to be continuous in the domain D and to satisfy the boundary conditions

Q-1 Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2013-2014, indiquez :

- la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Le Ministère a acheminé cette question aux organismes concernés.

- Q-10 Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2013-2014 :**
- a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;**
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;**
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.**

Le ministère des Finances n'effectue pas de concours ni de tirage.

Q-11 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014 :

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

Liste des campagnes de publicité (2013-2014) - Volet Finances

Campagne	Coût	Firme	Diffusion	Objectif
Consultations prébudgétaires 2014-2015	4 638 \$	Centre des services partagés du Québec	28 novembre au 20 décembre 2013	Diriger les internautes vers le site des consultations prébudgétaires
Philanthropie culturelle	2 673 \$	Centre des services partagés du Québec	15 juin 2013	Publication d'une note suite au rapport du groupe de travail sur la philanthropie culturelle

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

- Q-12 Pour 2013-2014, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :**
- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ;**
 - b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ;**
 - c) le montant qui leur a été accordé.**

VOLET FINANCES

Dépenses	Montant
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO)	1 325 000 \$
Finance Montréal – La grappe financière du Québec	200 000 \$
Institut de la finance structurée et des instruments dérivés de Montréal	100 000 \$
Institut de la statistique du Québec (ISQ)	12 879 500 \$
The Conference Board of Canada	50 000 \$
Université de Sherbrooke	750 000 \$

Q-13 Liste des groupes consultés lors des consultations prébudgétaires qui ont précédés le dépôt du budget 2012-2013 de mars 2012, celui de 2013-2014 de novembre 2012, le premier de 2014-2015 en février 2014 et le deuxième de 2014-2015 en mai 2014. Détailler les principales recommandations émises par ces groupes pour chacun des deux budgets.

Cette information est confidentielle en vertu des articles 23, 24 et 34 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Q-14 Liste des organismes présents lors du huis clos du budget 2012-2013, du budget 2013-2014, du premier de 2014-2015 en février 2014 ainsi que le deuxième de 2014-2015 en mai 2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

- Dettes immobilières (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS DETTES IMMOBILIÈRES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Infrastructures (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS INFRASTRUCTURES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Immeubles (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS IMMEUBLES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions canadiennes (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS CANADIENNES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions Qualité mondiale (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS QUALITÉ MONDIALE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions mondiales (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS MONDIALES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions américaines (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS AMÉRICAINES CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions EAE0 (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS EAEO CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions des marchés en émergence (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS DES MARCHÉS EN ÉMERGENCE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Placements privés (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS PLACEMENTS PRIVÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(EN POURCENTAGE)

		2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1 AN	GLOB.	19,69	13,60	7,05	26,73	10,79	(31,35)	16,18	30,40	29,82	22,35
	ÉCART	(3,03)	(0,50)	(0,30)	24,74	(13,18)	8,72	12,40	16,85	29,15	1,41
2 ANS	GLOB.	16,61	10,28	16,48	18,49	(12,79)	(10,69)	23,09	30,11	26,03	
	ÉCART	(1,72)	(0,40)	11,84	6,04	1,02	10,44	14,53	23,19	15,69	
3 ANS	GLOB.	13,33	15,51	14,55	(1,22)	(4,04)	1,32	25,29	27,47		
	ÉCART	(1,22)	7,81	3,83	7,61	4,26	12,26	19,43	16,07		
4 ANS	GLOB.	16,54	14,31	0,79	2,87	3,61	7,80	24,55			
	ÉCART	5,27	2,75	5,82	8,70	6,87	15,97	15,10			
5 ANS	GLOB.	15,37	3,23	3,69	7,87	8,39	10,56				
	ÉCART	1,66	4,71	7,02	10,10	10,88	13,54				
6 ANS	GLOB.	5,81	5,28	7,73	11,25	10,60					
	ÉCART	3,61	5,90	8,43	13,01	9,53					
7 ANS	GLOB.	7,23	8,55	10,64	12,77						
	ÉCART	4,81	7,26	11,15	11,57						
8 ANS	GLOB.	9,88	11,01	12,04							
	ÉCART	6,14	9,79	10,09							
9 ANS	GLOB.	11,94	12,21								
	ÉCART	8,54	8,98								
10 ANS	GLOB.	12,94									
	ÉCART	7,90									

- Fonds de couverture (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS FONDS DE COUVERTURE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(EN POURCENTAGE)

		2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1 AN	GLOB.	2,95	4,66	0,49	6,26	13,16	(20,87)	9,48	6,72	8,90	4,67
	ÉCART	0,07	0,70	0,94	0,11	1,30	(0,07)	4,12	(1,22)	6,89	2,37
2 ANS	GLOB.	3,80	2,55	3,33	9,65	(5,37)	(6,92)	8,09	7,81	6,76	
	ÉCART	0,39	0,82	0,54	0,69	0,51	1,73	1,45	2,87	4,61	
3 ANS	GLOB.	2,68	3,77	6,51	(1,64)	(0,66)	(2,58)	8,36	6,75		
	ÉCART	0,57	0,59	0,78	0,38	1,61	0,84	3,29	2,70		
4 ANS	GLOB.	3,57	6,04	(1,12)	1,03	1,14	0,17	7,43			
	ÉCART	0,46	0,76	0,52	1,26	0,95	2,27	3,05			
5 ANS	GLOB.	5,42	0,01	0,92	2,14	2,64	1,06				
	ÉCART	0,62	0,56	1,19	0,79	2,09	2,29				
6 ANS	GLOB.	0,50	1,53	1,86	3,24	2,98					
	ÉCART	0,48	1,11	0,81	1,78	2,14					
7 ANS	GLOB.	1,73	2,26	2,84	3,44						
	ÉCART	0,97	0,80	1,65	1,86						
8 ANS	GLOB.	2,34	3,07	3,07							
	ÉCART	0,71	1,54	1,74							
9 ANS	GLOB.	3,05	3,24								
	ÉCART	1,38	1,63								
10 ANS	GLOB.	3,21									
	ÉCART	1,47									

HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE PLACEMENT DU FARR

- Voir le tableau de la Q-18.

Q-16 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant le Fonds des Générations incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.

- Valeurs à court terme (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS VALEURS À COURT TERME ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(EN POURCENTAGE)[illegible]

- Obligations (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS OBLIGATIONS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Dettes immobilières (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS DETTES IMMOBILIÈRES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Infrastructures (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS INFRASTRUCTURES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Immeubles (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS IMMEUBLES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions canadiennes (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS CANADIENNES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE

(EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions Qualité mondiale (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS QUALITÉ MONDIALE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE

(EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions mondiales (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS MONDIALES ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE

(EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions américaines (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS AMÉRICAINES CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions EAEO (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS EAEO CONSOLIDÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE (EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Actions des marchés en émergence (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS ACTIONS DES MARCHÉS EN EMERGENCE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(EN POURCENTAGE)

[illegible]

- Placements privés (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS PLACEMENTS PRIVÉS ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(EN POURCENTAGE)

		2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1 AN	GLOB.	19,69	13,60	7,05	26,73	10,79	(31,35)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	ÉCART	(3,03)	(0,50)	(0,30)	24,74	(13,18)	8,72	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
2 ANS	GLOB.	16,61	10,28	16,48	18,49	(12,79)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
	ÉCART	(1,72)	(0,40)	11,84	6,04	1,02	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
3 ANS	GLOB.	13,33	15,51	14,55	(1,22)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
	ÉCART	(1,22)	7,81	3,83	7,61	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
4 ANS	GLOB.	16,54	14,31	0,79	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.			
	ÉCART	5,27	2,75	5,82	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.			
5 ANS	GLOB.	15,37	3,23	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
	ÉCART	1,66	4,71	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
6 ANS	GLOB.	5,81	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					
	ÉCART	3,61	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					
7 ANS	GLOB.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						
	ÉCART	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						
8 ANS	GLOB.	s.o.	s.o.	s.o.							
	ÉCART	s.o.	s.o.	s.o.							
9 ANS	GLOB.	s.o.	s.o.								
	ÉCART	s.o.	s.o.								
10 ANS	GLOB.	s.o.									
	ÉCART	s.o.									

- Fonds de couverture (en pourcentage)

RENDEMENTS DU PS FONDS DE COUVERTURE ET ÉCART AVEC L'INDICE DE RÉFÉRENCE
(EN POURCENTAGE)

		2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004
1 AN	GLOB.	2,95	4,66	0,49	6,26	13,16	(20,87)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
	ÉCART	0,07	0,70	0,94	0,11	1,30	(0,07)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
2 ANS	GLOB.	3,80	2,55	3,33	9,65	(5,37)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
	ÉCART	0,39	0,82	0,54	0,69	0,51	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	
3 ANS	GLOB.	2,68	3,77	6,51	(1,64)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
	ÉCART	0,57	0,59	0,78	0,38	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.		
4 ANS	GLOB.	3,57	6,04	(1,12)	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.			
	ÉCART	0,46	0,76	0,52	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.			
5 ANS	GLOB.	5,42	0,01	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
	ÉCART	0,62	0,56	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.				
6 ANS	GLOB.	0,50	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					
	ÉCART	0,48	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.					
7 ANS	GLOB.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						
	ÉCART	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.						
8 ANS	GLOB.	s.o.	s.o.	s.o.							
	ÉCART	s.o.	s.o.	s.o.							
9 ANS	GLOB.	s.o.	s.o.								
	ÉCART	s.o.	s.o.								
10 ANS	GLOB.	s.o.									
	ÉCART	s.o.									

HISTORIQUE DE LA POLITIQUE DE PLACEMENT DU FONDS DES GÉNÉRATIONS

- Voir le tableau de la Q-19.

Q-17 Ventilation complète des informations fournies par la Caisse de dépôt et de placements du Québec concernant la RRQ incluant les rendements et les proportions investis dans chaque catégorie d'actif financier, depuis sa création.

Le Ministère a acheminé cette question au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Q-18 La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour l'année 2013-2014, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis les dix dernières années.

Voir tableau à la page suivante.

Historique de la politique de placement du FARR

	1 juil. 2004	1 janv. 2007	1 juil. 2007	1 janv. 2008	1 janv. 2010	1 juil. 2010	1 déc. 2010	à compter du 1 jan. 2011	1 déc. 2011	à compter du 1 jan. 2012	1 déc. 2012	à compter du 1 jan. 2013	1 déc. 2013	à compter du 1 janv. 2014
	à compter du 1 avril 2010													
Valeurs à court terme	2,00%	2,00%	2,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Obligations	41,00%	31,00%	30,00%	29,00%	29,75%	29,75%	29,75%	29,75%	29,75%	28,75%	28,75%	28,75%	28,75%	28,75%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dettes immobilières	-	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
Total - Titres à revenu fixe	43,00%	39,00%	39,00%	37,00%	37,75%	37,75%	37,75%	36,75%	36,75%	35,75%	35,75%	35,75%	35,75%	35,75%
Actions canadiennes	15,00%	15,34%	13,00%	13,00%	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%	13,75%	12,75%	12,75%	11,75%	11,75%	11,75%
Actions américaines - couvert	6,00%	1,33%	0,50%	0,50%	0,50%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions américaines - non couvert		4,00%	3,00%	2,00%	2,00%	3,60%	3,60%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	4,50%	4,50%	4,50%
Actions étrangères - couvert		2,71%	2,50%	2,50%	2,50%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actions étrangères - non couvert	9,00%	4,62%	5,00%	4,00%	4,00%	8,20%	8,20%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	4,50%	4,50%	4,50%
Actions des marchés en émergence		3,00%	3,50%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%	5,00%
Québec mondial	6,00%	6,00%	7,50%	9,50%	9,50%	6,70%	5,70%	2,70%	2,70%	-	-	-	-	-
Actions mondiales	-	-	-	-	-	0,00%	1,00%	5,80%	5,80%	8,00%	8,00%	5,00%	2,00%	-
Actions Qualité mondiale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	7,00%	10,50%
Participations et infrastructures	4,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Placements privés	7,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%	10,40%	10,40%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	11,00%	11,00%	12,00%
Total - Actions	47,00%	49,00%	49,00%	49,50%	50,25%	46,65%	46,65%	46,25%	46,25%	45,25%	45,25%	45,25%	45,25%	48,25%
Infrastructures	-	-	-	-	-	3,60%	3,60%	4,00%	4,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%	5,00%
Immeubles	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%	8,50%	8,50%	9,50%	9,50%	10,50%	10,50%	10,50%	10,50%	11,00%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - Placements sensibles à l'inflation	5,00%	6,00%	6,00%	8,50%	8,50%	12,10%	12,10%	13,50%	13,50%	15,50%	15,50%	15,50%	15,50%	16,00%
Produits de base	2,00%	3,00%	3,00%	1,50%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de couverture	3,00%	3,00%	3,00%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	-
Total - Autres placements	5,00%	6,00%	6,00%	5,00%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	3,50%	0,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre.

2004 : "Actions canadiennes" devient "Actions canadiennes", "Participations et infrastructures" et "Placements privés".

2007 : "Obligations" devient "Obligations" et "Dettes immobilières".

2007 : "Actions étrangères" devient "Actions étrangères" et "Actions des marchés en émergence".

2007 : "Actions américaines" et "Actions étrangères" sont offerts en version "couvert" et "non-couvert".

2010 : "Participations et infrastructures" ne gardent que les "Infrastructures" et les participations sont transférées dans "Placements privés".

2010 : Les portefeuilles d'actions "couvert" et "non couvert" ne sont plus offerts.

2010 : Le portefeuille "Produits de base" n'est plus offert.

2012 : Le portefeuille "Québec mondial" est fermé totalement en décembre 2012.

2013 : Le portefeuille "Actions Qualité mondiale" est créé en janvier 2013.

2014 : Le portefeuille "Fonds de couverture" est fermé en janvier 2014

2014 : Le portefeuille "Actions mondiales" est fermé en juin 2014.

Q-19 La politique de placement détaillée du Ministère des Finances à l'égard du Fonds des Générations pour l'année 2013-2014, ainsi que tous les changements apportés à cette politique depuis sa création.

Voir tableau à la page suivante.

Historique de la politique de placement du Fonds des générations

	1 févr. 2007	1 juil. 2007	1 janv. 2008	1 juil. 2010	1 déc. 2010	1 déc. 2011	1 déc. 2012	1 mars 2013	1 déc. 2013	1 juin 2014
	à compter du 1 avril 2010									
Valeurs à court terme		1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%	1,00%
Obligations	38,50%	37,00%	36,00%	36,00%	36,00%	36,00%	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
Obligations à long terme	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Dettes immobilières	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	7,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%	6,00%
Total - Titres à revenu fixe	45,00%	45,00%	44,00%	44,00%	44,00%	43,00%	41,00%	41,00%	41,00%	41,00%
Actions canadiennes	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%	10,00%
Actions américaines - couvert	1,00%	0,50%	0,50%	-	-	-	-	-	-	-
Actions américaines - non couvert	3,00%	1,50%	1,50%	3,80%	3,80%	4,90%	5,50%	5,50%	5,00%	5,00%
Actions étrangères - couvert	3,00%	2,00%	2,00%	-	-	-	-	-	-	-
Actions étrangères - non couvert	1,00%	2,00%	2,00%	6,60%	6,60%	6,50%	5,50%	5,50%	5,00%	5,00%
Actions des marchés en émergence	3,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%	4,50%	4,50%	4,50%	5,00%
Québec mondial	16,00%	15,00%	15,00%	10,60%	9,10%	4,30%	-	-	-	-
Actions mondiales	-	-	-	0,00%	1,50%	4,80%	9,00%	6,00%	2,00%	-
Actions Qualité mondiale	-	-	-	-	-	-	-	3,00%	7,00%	10,00%
Participations et infrastructures	5,00%	5,00%	5,00%	-	-	-	-	-	-	-
Placements privés	4,00%	6,00%	6,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	8,00%	9,00%	10,00%
Total - Actions	46,00%	46,00%	46,00%	43,00%	43,00%	42,50%	42,50%	42,50%	42,50%	45,00%
Infrastructures	-	-	-	3,00%	3,00%	3,50%	4,50%	4,50%	4,50%	4,50%
Immeubles	6,00%	6,00%	7,00%	7,00%	7,00%	8,00%	9,00%	9,00%	9,00%	9,50%
Obligations à rendement réel	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Total - Placements sensibles à l'inflation	6,00%	6,00%	7,00%	10,00%	10,00%	11,50%	13,50%	13,50%	13,50%	14,00%
Produits de base	0,00%	0,00%	0,00%	-	-	-	-	-	-	-
Fonds de couverture	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	-
Total - Autres placements	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	0,00%
Total	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

Note : La Caisse de dépôt et placement du Québec effectue des changements aux portefeuilles spécialisés de temps à autre.

2010 : "Participations et infrastructures" ne gardent que les "Infrastructures" et les participations sont transférées dans "Placements privés".

2010 : Les portefeuilles d'actions "couvert" et "non couvert" ne sont plus offerts.

2012 : Le portefeuille "Québec mondial" est fermé totalement en décembre 2012.

2013 : Le portefeuille "Actions Qualité mondiale" est créé en janvier 2013.

2014 : Le portefeuille "Fonds de couverture" est fermé en janvier 2014

2014 : Le portefeuille "Actions mondiales" est fermé en juin 2014.

Q-2 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2013-2014. Indiquer :

- le lieu ;
- le coût ;
- la ou les dates de participation ;
- le nombre de participants ;
- le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- le nom de la formation ou de l'activité.

Voir tableau ci-joint.

Q-2 Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2013-14.

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Région administrative - Abitibi-Témiscamingue					
Secrétariat Alliances économiques Nation Crie-Abitibi-Témiscamingue	Conférence : Innovation et Créativité	608,84 \$	2	Amos	2013-05-30
Chambre de Commerce de Chibougamau	Conférence : Portrait sur le commerce de détail à Chibougamau	30,00 \$	1	Chibougamau	2013-04-30
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec (FSPQ) inc.	Conférence : Stress - Stop ou encore	82,63 \$	1	Chibougamau	2013-04-22
Agriculture nordique axée sur la production bovine (Créneau excellence)	Assemblée générale	43,49 \$	1	Notre-Dame-du-Nord	2014-02-11
Association forestière de l'Abitibi-Témiscamingue inc.	Congrès annuel	260,00 \$	1	Rouyn Noranda	2013-11-07
Centre de langues Boréal	Cours d'anglais	1 716,00 \$	1	Rouyn Noranda	2013-04-08
Centre de langues Boréal	Cours d'anglais	3 042,00 \$	2	Rouyn Noranda	2013-08-08
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériels	25,00 \$	1	Rouyn Noranda	2013-10-10
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Conférence : Les défis du Rouyn-Noranda de demain	38,27 \$	1	Rouyn Noranda	2013-04-10
Chambre de Commerce et d'industrie de Rouyn Noranda	Conférence : Agnico Eagle Mine	73,93 \$	2	Rouyn Noranda	2013-09-19
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Conférence de François Gendron	52,15 \$	1	Rouyn Noranda	2013-05-24
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Conférence : Royal Nickel Corporation	38,27 \$	1	Rouyn Noranda	2013-04-24
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Lancement du concours Extra pour les entreprises de tous les secteurs économiques	35,66 \$	1	Rouyn Noranda	2013-04-17
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Conférence : Tout le monde en parle...des pme de Rouyn Noranda	21,74 \$	1	Rouyn Noranda	2013-04-26
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Conférence : Venez voir les créateurs d'affaires	32,59 \$	2	Rouyn Noranda	2014-04-11
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Conférence : Venez voir les créateurs d'affaires	87,84 \$	4	Rouyn Noranda	2014-02-28
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouyn Noranda	Assemblée générale annuelle et conférence de Matamec Explorations	35,66 \$	1	Rouyn Noranda	2014-04-04
Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue	Conférence : Approche BNQ 21000	70,00 \$	4	Rouyn Noranda	2013-06-06
Mines, innovations, solutions et applications (MISA)	Perspectives mines : environnement minier	100,00 \$	1	Rouyn Noranda	2014-02-12
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	FIS-2119 - PAPE*	476,08 \$	1	Rouyn Noranda	2013-01-15
Corporation de développement économique de Senneterre	Conférence : Évolution de la filière des produits forestiers	35,00 \$	1	Senneterre	2014-04-08
Chambre de Commerce de Val d'Or	Conférence sur les retombées économiques régionales	33,05 \$	1	Val d'Or	2013-11-19
Chambre de Commerce de Val d'Or	Gala 2014	195,00 \$	2	Val D'Or	2014-04-12
Centre local de développement de la Vallée-de-l'Or	Compétences PME 2013	30,44 \$	1	Val d'Or	2013-10-21

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Femmes en affaires de la Vallée de l'Or	Conférence FEMMESSOR	30,44 \$	1	Val d'Or	2014-03-26
Secrétariat Alliances économiques Nation Crie-Abitibi-Témiscamingue	Conférence : Travailler ensemble pour une foresterie durable	304,41 \$	1	Val d'Or	2014-05-27
Région administrative - Bas St-Laurent					
Centre régional d'établissement en Agriculture Bas-Saint-Laurent	Colloque annuel	35,00 \$	1	Rimouski	2013-11-17
Cégep de Rimouski	La croissance et l'expansion des PME par les alliances stratégiques en écoconstruction	240,00 \$	2	Rimouski	2013-09-20
CQVB - Centre québécois de valorisation en biotechnologies	Colloque : Ingrédients marins	115,00 \$	1	Rimouski	2013-12-04
Regroupement des CLD du Bas Saint-Laurent	Forum sur l'entrepreneariat	130,45 \$	5	Rimouski	2013-12-03
Table de concertation agroalimentaire du Bas Saint-Laurent	Colloque régional sur la gestion	40,00 \$	1	Rimouski	2013-11-20
Table de concertation agroalimentaire du Bas Saint-Laurent	Réunion du conseil d'administration et Assemblée générale annuelle	18,00 \$	1	Rimouski	2013-05-30
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Tournée de formation en gestion de projets	8 000,00 \$	20	Rlmouski	2013-10-16
Centre local de développement de la région de Rivière-du-Loup	Rendez-vous socioéconomique de la MRC de RDL	34,79 \$	1	Rivière-du-Loup	2013-04-18
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec (FSPQ) inc.	Congrès annuel des adjointes administratives	3 072,00 \$	8	Rivière-du-Loup	2013-10-25
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec (FSPQ) inc.	Congrès annuel	933,00 \$	2	Rivière-du-Loup	2013-10-25
Région administrative - Capitale-Nationale					
Association de la Sécurité de l'information du Québec (ASIQ)	Colloque québécois- sécurité de l'information	899,00 \$	1	Pointe-au-Pic	2013-10-21
Académie du Savoir	Formation en bureautique	285,00 \$	1	Québec	2013-05-13
Accent Formation	Perfectionnement en rédaction	900,00 \$	2	Québec	2013-10-30
Accent Formation	Méthode révision et correction de textes	350,00 \$	1	Québec	2013-06-04
Accent Formation	Perfectionnement en rédaction	450,00 \$	1	Québec	2013-02-21
Accent Formation	Rédaction de rapports et de notes stratégiques	450,00 \$	1	Québec	2014-03-12
Accent Formation	Rédaction de procédures efficaces	325,00 \$	1	Québec	2014-02-26
Acti-Com	Perfectionnement en rédaction	4 400,00 \$	12	Québec	2013-12-11
Acti-Com	Perfectionnement en rédaction	550,00 \$	1	Québec	2013-12-03
AFI Expertise inc.	Formation en bureautique	390,00 \$	10	Québec	2013-11-07
AFI Expertise inc.	Formation en bureautique	270,00 \$	1	Québec	2013-08-29
AFI Expertise inc.	Formation en bureautique	645,00 \$	1	Québec	2014-02-03

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
AFI Expertise inc.	Formation en bureautique	4 125,00 \$	1	Québec	2014-01-27
AFI Expertise inc.	Formation en bureautique	444,17 \$	1	Québec	2014-02-26
AFI Expertise inc.	Formation en bureautique	10 450,00 \$	1	Québec	2013-12-31
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec	2013-10-15
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec	2013-10-22
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Québec	2014-03-17
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	860,00 \$	2	Québec	2014-03-27
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal	Reddition comptes établissements & agences RSSS	65,23 \$	3	Québec	2014-03-31
Alia Conseil	Optimisation des processus	5 570,00 \$	2	Québec	2013-10-08
Alliance des cadres de l'État	Atelier de préparation à la retraite	345,00 \$	1	Québec	2013-05-07
Alliance des cadres de l'État	Rencontre annuelle	1 000,00 \$	4	Québec	2013-05-23
Alliance des cadres de l'État	Droit de gérance versus harcèlement psychologique	230,00 \$	1	Québec	2013-04-19
Alliance des cadres de l'État	Droit de gérance versus harcèlement psychologique	250,00 \$	1	Québec	2014-03-12
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Cours 52, 53 & 55 Fiscalité internationale structure et financement à l'international	480,00 \$	1	Québec	2013-12-23
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Symposium sur les taxes à la consommation	585,00 \$	1	Québec	2013-05-26
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Colloque sur les fiducies	420,00 \$	1	Québec	2014-01-29
Association de planification fiscale et financière (APFF)	La relève au Québec - OBSL	70,00 \$	2	Québec	2014-02-20
Association de planification fiscale et financière (APFF)	Cours 6, 20, 27 et 52 : Formation en ligne	640,00 \$	1	Québec	2014-02-06
Ass. Prof. Des tech. en documentation du Québec (APTDQ)	Congrès APTDQ 2014	250,00 \$	1	Québec	2014-03-31
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Neuf facteurs clés économies basées sur les ressources naturelles	340,00 \$	5	Québec	2013-11-28
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Achat de 13 forfaits pour 2013-2014	3 640,00 \$	13	Québec	2013-09-30
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès : Nos ressources naturelles	9 875,00 \$	20	Québec	2013-05-22
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Revenus des particuliers au Québec	250,00 \$	5	Québec	2013-04-18
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Conjoncture économique	1 260,00 \$	15	Québec	2014-01-16
Association des économistes québécois (ASDEQ)	CFA - Perspectives économiques et politique monétaire de la Banque du Canada	50,00 \$	1	Québec	2013-04-19
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès : Nos ressources naturelles, notre économie, notre avenir	4 780,00 \$	8	Québec	2013-05-22
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Achat de forfait 2013-2014	300,00 \$	1	Québec	2013-10-01
Association professionnelle des techniciens en documentation (APTSQ)	Droit d'auteur : une cohabitation à redécouvrir	150,00 \$	1	Québec	2013-11-09

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Association professionnelle des techniciens en documentation (APTSQ)	Documents législatifs & parlementaires : comment s'y retrouver	225,00 \$	1	Québec	2013-05-04
Association sur l'accès et la protection de l'information	Congrès de l'AAPI 2012 (accès à l'information)	1 680,00 \$	2	Québec	2013-04-18
Association sur l'accès et la protection de l'information	Les restrictions aux documents administratifs	650,00 \$	1	Québec	2013-11-06
Association des économistes québécois (ASDEQ)	CFA - Perspectives économiques et politique monétaire de la Banque du Canada	50,00 \$	1	Québec	2013-04-19
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Congrès : Nos ressources naturelles, notre économie, notre avenir	4 780,00 \$	8	Québec	2013-05-22
Association des économistes québécois (ASDEQ)	Achat de forfait 2013-2014	300,00 \$	1	Québec	2013-10-01
Association francophone pour le Savoir	Congrès annuel	633,62 \$	2	Québec	2013-05-09
Association pétrolière et gazière du Québec	Conférence annuelle	180,00 \$	1	Québec	2013-10-27
Association pour le développement et l'innovation en chimie au Québec	Colloque annuel : Industrie chimique innovante et durable au Québec	220,00 \$	2	Québec	2013-11-05
Association québécoise informaticiens indépendants	Édition 2013 de la journée à Québec sur l'accessibilité du web	608,83 \$	7	Québec	2013-10-17
Association avancement sciences et techniques en documentation	Formation sur la norme RDA (Ressources, descriptions et accès)	400,00 \$	1	Québec	2013-04-22
Axxio inc.	Transfert d'expertise en tableau de bord de gestion en ressources humaines	1 800,00 \$	1	Québec	2013-08-12
Barreau du Québec	Responsabilité environnementale	35,00 \$	1	Québec	2013-08-02
Barreau du Québec	Fiducie en quatre temps	35,00 \$	1	Québec	2013-08-02
Barreau du Québec	Colloque droit immobilier	165,00 \$	1	Québec	2014-04-04
Camiq inc.	Développement organisationnel	6 165,01 \$	68	Québec	2013-2014
Canadian Wind Energy Association	Attendance at CanWEA Connections Quebec City	35,00 \$	1	Québec	2013-11-20
CCH - Wolters Kluwer	Accès à l'information : Revue de la jurisprudence	595,00 \$	2	Québec	2013-03-31
CCH - Wolters Kluwer	Quoi de neuf en fiscalité de la RS&DE ?	1 210,00 \$	2	Québec	2013-10-24
CEALS	Cours d'anglais	62 001,00 \$	90	Québec	2013-2014
Cégep de Limoilou	Mise en page 2 - Insertion en milieu prof. - hiver 2013 - PAPE*	389,77 \$	1	Québec	2013-08-22
Cégep de Limoilou	Bulletins et journaux & mise en pages III - PAPE*	393,00 \$	1	Québec	2014-01-20
Cégep de Sainte-Foy	Accessibilité documents téléchargeables Indesign	502,00 \$	2	Québec	2013-04-22
Cégep de Sainte-Foy	Accessibilité documents téléchargeables Indesign	502,00 \$	2	Québec	2013-05-06
Cégep de Sainte-Foy	Design et ergonomie d'interfaces Web	235,00 \$	1	Québec	2013-04-26
Cégep F.X. Garneau	Français au bureau - (BUR-002-TP)	150,00 \$	1	Québec	2013-10-01
Centre de formation professionnelle de Limoilou	Formation en bureautique	275,02 \$	1	Québec	2014-01-20
Centre de formation professionnelle de Limoilou	Formation en bureautique	275,02 \$	1	Québec	2014-01-21

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Centre de prévention du suicide de Québec	Réseau de sentinelles en prévention du suicide	100,00 \$	1	Québec	2013-10-04
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Création de valeur dans le secteur public	160,00 \$	1	Québec	2013-09-25
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériels	125,00 \$	5	Québec	2013-10-01
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériels	50,00 \$	2	Québec	2013-09-02
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	L'accessibilité pour les professionnels de la conception	290,00 \$	1	Québec	2013-06-11
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Le modèle intersectoriel du Québec	210,00 \$	2	Québec	2013-11-28
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Méthode et techniques d'accessibilité du Web	1 690,00 \$	2	Québec	2013-04-09
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Le leadership	65,00 \$	1	Québec	2013-09-27
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Techniques d'animation d'une classe virtuelle	500,00 \$	2	Québec	2013-11-26
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Formation à la gestion publique	8 550,00 \$	2	Québec	2013-10-30
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Formation à la gestion publique	4 275,00 \$	1	Québec	2013-11-13
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Conception d'une formation pour la classe virtuelle	500,00 \$	2	Québec	2013-11-12
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Formation en ressources humaines	65,00 \$	1	Québec	2013-09-27
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Journée des acquisitions et des TIC	192,00 \$	1	Québec	2013-10-16
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Cercles de gestion interministériels	25,00 \$	1	Québec	2012-09-01
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériel	350,00 \$	14	Québec	2013-08-05
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Rémunération - Colis 1	250,00 \$	2	Québec	2013-05-22
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	PFGP programme de formation à la gestion publique	3 895,00 \$	1	Québec	2013-05-30
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Être plus stratégique dans vos réactions	395,00 \$	1	Québec	2013-05-15
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	PFGP programme de formation à la gestion publique	19 565,00 \$	5	Québec	2013-05-15
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	GP-100: Nouveaux chargés de projets	1 395,00 \$	1	Québec	2013-02-06
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	PFGP Pénalité de report du module 5	300,00 \$	1	Québec	2014-01-27
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	L'accessibilité pour les concepteurs Web	225,00 \$	1	Québec	2014-02-27
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Rémunération - Colis 1	125,00 \$	1	Québec	2014-03-12
Centre d'expertise des grands organismes	Refonte de la formation à la tâche et diffusion	20,00 \$	1	Québec	2013-05-17
Centre local de développement de Québec	Colloque régional en entrepreneuriat féminin	-65,00 \$	1	Québec	2013-02-13
Centre Microbur enr.	Rédaction stratégique	3 340,00 \$	7	Québec	2013-04-17
Cercle Finance du Québec	Conférence de Constance Lemieux de la Capitale	45,00 \$	1	Québec	2013-11-27

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Cercle Finance du Québec	Prévisions économiques 2014	140,00 \$	2	Québec	2014-01-16
Cercle Finance du Québec	Colloque sur la retraite au Québec	800,00 \$	4	Québec	2013-10-31
Cercle Finance du Québec	Nouveaux produits et outils de placements non traditionnels	325,00 \$	5	Québec	2013-04-03
Cercle Finance du Québec	Le rôle de l'Autorité des marchés financiers	350,00 \$	5	Québec	2013-05-30
Cercle Finance du Québec	Perspectives économiques & financières	815,00 \$	12	Québec	2013-05-08
Cercle Finance du Québec	Perspective des services financiers au Canada	115,00 \$	2	Québec	2013-09-11
Cercle Finance du Québec	Colloque annuel sur la conjoncture économique	70,00 \$	1	Québec	2014-01-16
CFA Institute	Examen 3 CFA - PAPE*	641,35 \$	1	Québec	2013-08-23
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Conférence : Secteur bancaire parallèle	113,07 \$	2	Québec	2013-12-06
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Séminaire gestion des risques	865,42 \$	5	Québec	2013-11-15
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Environnement économique et marché des capitaux	478,36 \$	10	Québec	2013-09-25
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Perspectives économiques et politiques de la Banque du Canada	620,01 \$	12	Québec	2013-04-19
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Prise de décisions éthiques	143,51 \$	3	Québec	2013-04-12
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Séminaire gestion des risques	160,90 \$	1	Québec	2013-11-15
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Position économique canadienne dans l'échiquier mondial 2014	113,06 \$	2	Québec	2014-01-30
CFA Québec (Chartered Financial Analyst)	Approche quantitative à l'évaluation prix de l'or	43,49 \$	1	Québec	2014-02-20
CFC - Management et ressources humaines	Programme Directions	1 615,50 \$	1	Québec	2014-01-20
Chambre de Commerce de Gatineau	Témoignage de chef d'entreprise	15,17 \$	1	Québec	2013-10-23
Chambre de Commerce de l'Est de Montréal	Conférence de Denis Coderre	150,00 \$	2	Québec	2014-03-10
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	La métropole et ses grands projets	350,00 \$	1	Québec	2013-04-26
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Forum secteur manufacturier	885,00 \$	3	Québec	2014-02-21
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Rencontre des chefs d'entreprises	330,00 \$	1	Québec	2014-01-28
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Conférence : Approvisionnement responsable	45,00 \$	1	Québec	2013-05-23
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Achat de forfaits 2013-2014	963,00 \$	2	Québec	2013-04-01
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Élections municipales 2013	120,00 \$	1	Québec	2013-10-21
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Focus stratégique 2013	255,00 \$	3	Québec	2013-10-29
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Perspectives économiques et politiques	107,00 \$	1	Québec	2014-01-14
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Système de retraite québécois - Alban D'Amours	125,00 \$	4	Québec	2013-05-16

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Chambre de Commerce et d'industrie de Québec	Conférence de Pauline Marois	120,00 \$	2	Québec	2013-03-26
Chambre de Commerce et d'industrie Les Moulins	Système de retraite québécois - Alban D'Amours	50,00 \$	2	Québec	2013-05-16
Chambre de Commerce et d'industrie Les Moulins	Conférence : Pauline Marois présente sa vision économique	480,00 \$	8	Québec	2013-09-12
CIAO Technologies	Le WEB pour tous - Accessibilité	65,93 \$	1	Québec	2013-10-17
CMA Canada	Analyse de la rentabilité de la clientèle	79,00 \$	1	Québec	2013-08-30
Collège Multihexa	Formation en bureautique	110,00 \$	1	Québec	2013-04-09
Compu-Finder	Communiquer et s'entendre entre collègues	958,12 \$	1	Québec	2013-04-16
Conférence des juristes de l'État	Conférence des juristes de l'État	1 950,00 \$	6	Québec	2013-04-09
Conseil de l'industrie forestière du Québec	Congrès du Conseil de l'industrie forestière du Québec	543,60 \$	1	Québec	2013-05-09
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité	Journée d'appropriation	50,00 \$	1	Québec	2013-10-25
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité	Journée d'échanges-filières à potentiel coopératif	440,00 \$	6	Québec	2013-09-13
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité	Congrès annuel du Conseil québécois de la coopération	1 050,00 \$	3	Québec	2014-03-14
Contech Bâtiment	Conférence du créneau Le réseau en bâtiment vert intelligent	65,69 \$	1	Québec	2013-10-10
Continuity Link inc.	Gestion de la continuité (BCM-FNDF)	1 800,00 \$	1	Québec	2013-09-30
Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM)	Conférence : Anglade	80,00 \$	1	Québec	2014-03-26
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	Comment un loisir est devenu entreprise internationale	121,75 \$	5	Québec	2013-11-27
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	CGA Exam Gestion financière stratégique PA2 - PAPE*	1 149,76 \$	2	Québec	2013-12-03
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	Évaluation des risques organisation et prise de décisions	425,00 \$	1	Québec	2013-11-29
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	Achat de forfaits Multi-abonnés	19 488,00 \$	12	Québec	2013-07-09
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	Achat de forfaits Multi-abonnés - Ordre des CPA	3 248,00 \$	2	Québec	2013-09-11
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	CMA, Modules 1, 2, 3 , Épreuve analyse de cas	3 575,00 \$	1	Québec	2013-10-03
CRIBIQ - Consortium de rech. et d'innov. en bioprocédés ind. au Qc	Colloque : La Propriété intellectuelle au service de l'innovation	75,00 \$	1	Québec	2013-05-21
CRIM Formation	Développement efficace de processus d'affaires	1 450,00 \$	1	Québec	2013-12-10
CRIM Formation	Démystifier la modélisation de processus	1 350,00 \$	3	Québec	2013-12-09
E&B Data inc.	Conférence en ligne : Renaissance manufacturière au Québec	72,00 \$	3	Québec	2013-04-23
E&B Data inc.	Conférence en ligne : Place à l'investissement stratégique au Québec	98,00 \$	2	Québec	2014-01-29
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7325 - PAPE*	279,34 \$	1	Québec	2013-01-15
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme apprentissage pour le professionnel (PAP-CE)	3 400,00 \$	1	Québec	2013-10-24

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme d'apprentissage pour chefs d'équipe, chargés de projets	3 400,00 \$	1	Québec	2013-04-11
École nationale d'administration publique (ENAP)	Entrevues structurées	1 275,00 \$	3	Québec	2013-06-03
École nationale d'administration publique (ENAP)	Évaluation du potentiel en gestion	1 500,00 \$	1	Québec	2013-11-27
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7106 - PAPE*	274,53 \$	1	Québec	2013-09-06
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme d'apprentissage pour le personnel professionnel	1 950,00 \$	1	Québec	2014-01-24
École nationale d'administration publique (ENAP)	Évaluation du potentiel en gestion	3 000,00 \$	2	Québec	2014-03-26
Écotech Québec	Réussir sa recherche de capital dans les technologies propres	300,00 \$	3	Québec	2013-06-13
Écotech Québec	Sommet sur la Colline 2013	776,08 \$	1	Québec	2013-05-01
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme d'apprentissage personnel professionnel	3 400,00 \$	1	Québec	2013-10-02
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7303 - PAPE*	324,53 \$	1	Québec	2013-08-28
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme d'apprentissage personnel professionnel	3 400,00 \$	1	Québec	2013-10-24
École nationale d'administration publique (ENAP)	PGAGL-N1	4 200,00 \$	1	Québec	2013-12-04
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7821 - PAPE*	274,53 \$	1	Québec	2013-08-26
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7522, ENP-7917 - PAPE*	741,51 \$	1	Québec	2013-08-26
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7303, ENP-7800 PAPE*	495,16 \$	1	Québec	2013-09-06
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7132, ENP-7301 - PAPE*	495,16 \$	1	Québec	2013-07-12
École nationale d'administration publique (ENAP)	Quelles recherches pour quelle action publique ?	375,00 \$	3	Québec	2013-09-27
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7212 - PAPE*	467,58 \$	1	Québec	2013-05-03
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP- 9103 - PAPE*	277,39 \$	1	Québec	2013-05-08
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7505, PAPE*	317,58 \$	1	Québec	2013-05-22
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7132, ENP-7301 - PAPE*	495,16 \$	1	Québec	2013-05-16
École nationale d'administration publique (ENAP)	Développement professionnel en ressources humaines	775,00 \$	1	Québec	2013-04-22
École nationale d'administration publique (ENAP)	Développement professionnel en ressources humaines	1 200,00 \$	3	Québec	2013-04-04
École nationale d'administration publique (ENAP)	Programme de relève - Secrétariat des emplois supérieurs	850,00 \$	1	Québec	2013-12-13
École nationale d'administration publique (ENAP)	PGAGL-N1	4 200,00 \$	1	Québec	2013-12-10
École nationale d'administration publique (ENAP)	PGAGL-N1	4 200,00 \$	1	Québec	2014-01-30
École nationale d'administration publique (ENAP)	PGAGL-N1	8 400,00 \$	2	Québec	2014-02-04
École nationale d'administration publique (ENAP)	PGAGL-N1	4 200,00 \$	1	Québec	2014-03-03

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
École nationale d'administration publique (ENAP)	PGAGL-N1	4 200,00 \$	1	Québec	2014-01-21
Fédération des chambres immobilières du Québec (FCIQ)	Fenêtre sur le marché 2014	75,00 \$	1	Québec	2014-01-21
Fédération des secrétaires professionnelles du Québec (FSPQ) inc.	Activités de formation	541,30 \$	8	Québec	2013-09-23
Femmessor Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Colloque de l'entrepreneuriat féminin	354,86 \$	1	Québec	2013-10-28
Fondation rues principales	Colloque annuel de la Fondation Rue principale	247,87 \$	1	Québec	2013-09-25
Formations Porte-Voix	Traitement cognitif comportemental du TAG	335,00 \$	1	Québec	2013-12-05
Forum des jeunes de la fonction publique	Colloque : La gestion du changement	910,00 \$	7	Québec	2013-06-07
Forum des jeunes de la fonction publique	Comment réussir sa carrière	25,00 \$	1	Québec	2014-01-29
GP-Québec	Mon projet a-t-il atteint les résultats attendus ?	250,00 \$	1	Québec	2013-10-23
GP-Québec	Les nouveaux risques, comment y faire face ?	250,00 \$	2	Québec	2013-06-12
Groupe Conseil CFC	Authenticité en management	1 678,75 \$	1	Québec	2013-06-05
Groupe entreprises en santé	MPA Entreprise en santé	847,63 \$	25	Québec	2013-04-24
Groupe Investors en planification financière	L'ABC de la planification financière personnelle	30,76 \$	1	Québec	2013-05-22
Guillot, Yves	Crédibilité et habiletés relationnelles dans l'exercice du rôle-conseil	3 554,49 \$	20	Québec	2013-06-06
Guillot, Yves	Crédibilité et habiletés relationnelles dans l'exercice du rôle-conseil	3 554,49 \$	19	Québec	2013-05-16
Institut des auditeurs internes de Québec (IAIQ)	Indicateurs performance, auto-évaluation et assurance qualité	70,00 \$	2	Québec	2014-01-23
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	La confiance envers l'administration publique	75,00 \$	1	Québec	2013-09-19
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	Achat de forfaits 2013-2014	600,00 \$	2	Québec	2013-09-13
Institut de la gestion financière (IGF)	Les grandes orientations de la Caisse	90,00 \$	2	Québec	2013-10-17
Institut de la gestion financière (IGF)	Achat de forfaits 2013-2014	9 720,00 \$	36	Québec	2013-09-24
Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	Les jeunes et le Québec de demain	55,00 \$	1	Québec	2013-05-16
Institut de la gestion financière de Québec	Forfait de groupe	300,00 \$	1	Québec	2013-07-05
Institut de l'audit interne (IIA)	CRMA -PAPE*	530,53 \$	1	Québec	2013-11-06
Institut des auditeurs internes - section de Québec	Passeport Formation Québec 2013	650,00 \$	1	Québec	2013-04-22
Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques	Propriété et contrôle des entreprises du Qc et CA	417,00 \$	3	Québec	2013-05-31
Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques	Gouvernance régimes retraite: nouvelles solutions	290,00 \$	2	Québec	2013-04-19
Institut Technologies de l'information et Sociétés de l'Université Laval	Colloque Big Data	340,00 \$	1	Québec	2014-04-29
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	Achat de forfaits - CF 2013-2014	1 680,00 \$	7	Québec	2013-09-19

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Information Systems Audit and Control Association (ISACA)	Vie privée et protection des renseignements	500,00 \$	5	Québec	2014-02-14
Information Systems Audit and Control Association (IASCA)	CISA examen - PAPE*	437,10 \$	1	Québec	2013-12-14
International Swaps and Derivatives Association (ISDA)	Conférence	4,40 \$	1	Québec	2014-03-06
Jeune Chambre de Rivière-du-Loup	Conférence : Le Talent une passion	21,98 \$	1	Québec	2014-02-27
Lacroix Groupe Conseil inc.	Formation gouvernance des conseils d'administration en contexte d'OSBL	763,89 \$	6	Québec	2014-11-30
Cercle québécois des affaires internationales	Conférence : Libre échange Canada Europe	5,00 \$	1	Québec	2014-02-25
LPU Consultants	Adjointe administrative : le pilier du rendement des équipes	299,00 \$	1	Québec	2013-10-17
LPU Consultants	L'Art de négocier 1	1 648,00 \$	2	Québec	2013-12-12
Manuri Formation inc.	Formation en ressources humaines	382,50 \$	1	Québec	2013-12-05
Manuri Formation inc.	Formation en ressources humaines	625,50 \$	1	Québec	2013-10-29
Ministère de la Famille	Colloque sur la sécurité civile et incendie	320,00 \$	1	Québec	2014-02-17
Ministère de la Sécurité publique	Colloque sur la sécurité civile et incendie	320,00 \$	1	Québec	2014-02-17
Ministère des Ressources naturelles	Colloque Québec-Mines	300,00 \$	1	Québec	2013-11-11
Motivaction performance plus	Formation en ressources humaines	1 319,96 \$	4	Québec	2013-10-31
Motivaction performance plus	Formation en ressources humaines	659,98 \$	2	Québec	2013-11-21
Multihexa Québec inc.	Microsoft Office excel 2010 - module 2	95,00 \$	1	Québec	2013-06-12
Neuvaction	Formation sur l'ISO 26000 et le GRI G4	415,00 \$	1	Québec	2014-03-17
ORA*GEC	Demi-journée Prestige avec Tom Kyte	86,97 \$	1	Québec	2013-05-01
ORA*GEC	Conférence 2013-2014	391,39 \$	5	Québec	2013-04-01
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Formation - Gestion du temps : maîtriser les gestes clés	100,00 \$	1	Québec	2013-06-03
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	SCO-8546 - PAPE*	2 250,00 \$	1	Québec	2013-10-29
Organisation mondiale de la Santé	Conférence internationale des villes amies des aînés	475,00 \$	1	Québec	2013-09-09
Parc technologique du Québec métropolitain	Pleins feux sur le Parc technologique	415,38 \$	4	Québec	2013-10-24
PRIMA-Prof. Risk manager international association	PRM - Examen I - PAPE*	197,42 \$	1	Québec	2013-08-01
PRIMA-Prof. Risk manager international association	PRM - Examen 2 - PAPE*	206,60 \$	1	Québec	2013-12-19
Psychometrics Canada Ltd.	Rapports MBTI	718,19 \$	14	Québec	2013-09-27
Psychometrics Canada Ltd.	Rapports MBTI	280,00 \$	2	Québec	2014-01-27
Public Policy Forum on venture capital and innovation	Quebec city - conference	909,54 \$	1	Québec	2013-12-03

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Publications M.C.H.	Modernisez vos outils et augmentez votre efficacité	285,00 \$	1	Québec	2013-11-27
Québec International, Corp. de dév. écono. pour la région de Québec	Forum évaluation et technologies innovantes	1 057,50 \$	4	Québec	2013-12-03
Québec International, Corp. de dév. écono. pour la région de Québec	Perspectives internationales 2014	385,00 \$	3	Québec	2014-01-23
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	La saine gestion de vos employés	1 875,00 \$	5	Québec	2013-11-28
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Mise à jour de la jurisprudence	590,00 \$	2	Québec	2013-05-31
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Technique de conciliation en harcèlement & règlements de conflits	450,00 \$	1	Québec	2013-06-12
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	La communication consciente	2 100,00 \$	13	Québec	2013-05-02
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Climat de travail, harcèlement et obligation	375,00 \$	1	Québec	2013-11-28
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	Climat de travail, harcèlement et obligation	295,00 \$	1	Québec	2014-01-21
Réseau Action TI Québec	Le dossier d'affaires	75,00 \$	1	Québec	2014-02-12
Réseau Action TI Montréal	Journée de l'informatique de Québec	1 027,49 \$	4	Québec	2013-11-19
Réseau Action TI Montréal	L'orientation CLOUD au gouvernement du Québec	167,49 \$	1	Québec	2014-01-29
Réseau de capital d'investissement du Québec	Le rôle de l'état dans le capital d'investissement	73,93 \$	1	Québec	2013-10-09
Réseau de capital d'investissement du Québec	Le Crowdfunding et les nouvelles tendances en investissement	86,98 \$	2	Québec	2014-04-17
Réseau des ingénieurs du Québec	Séminaire sur les bâtiments de moyenne hauteur en bois	315,00 \$	1	Québec	2013-10-16
Réseau d'éthique organisationnel du Québec (REOQ)	L'éthique et les médias sociaux	398,24 \$	2	Québec	2013-05-27
Réseau Environnement inc.	Salon des technologies environnementales du Québec	1 020,00 \$	2	Québec	2014-03-11
Réseau photonique du Québec	Rendez-vous du RPQ	55,00 \$	1	Québec	2013-11-26
Serdex International	L'agroalimentaire et l'international	86,98 \$	1	Québec	2014-02-18
Société canadienne de science économique	Congrès de la Société canadienne science économique	1 537,70 \$	7	Québec	2013-05-15
Société canadienne d'hypothèques et de logement	Perspective du marché de l'habitation de Québec 2013	560,00 \$	4	Québec	2013-11-26
Société d'aide au développement Collectivité de MRC de Maskinongé	Conférence : Quand l'humour devient passion	25,00 \$	1	Québec	2014-03-18
Société des relations Internationales de Québec	Rencontre des chefs de poste du Québec	65,00 \$	1	Québec	2013-05-26
Société des relations Internationales de Québec	Le développement minier responsable en Francophonie	65,00 \$	1	Québec	2013-11-12
Société des relations Internationales de Québec	SORIQ - L'Émergence de l'Afrique - Défis économiques	65,00 \$	1	Québec	2013-06-12
Société des relations Internationales de Québec	L'impact positif de l'intégration de la responsabilité sociale	65,00 \$	1	Québec	2014-03-20
Société d'habitation du Québec (SHQ)	Rendez-vous de l'habitation 2013	73,93 \$	1	Québec	2013-10-07
Société québécoise d'évaluation de programme	Colloque SQEP 2013	908,00 \$	9	Québec	2013-10-18

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Québec	2013-09-05
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	125,00 \$	1	Québec	2013-07-24
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Québec	2013-06-01
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	125,00 \$	1	Québec	2013-05-17
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	125,00 \$	1	Québec	2013-04-18
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	125,00 \$	1	Québec	2013-04-08
Syntell	Formation en ressources humaines	43,49 \$	2	Québec	2013-10-09
Technologia Formation	Formation en rédaction	695,00 \$	1	Québec	2013-05-29
Technologia Formation	Formation en ressources humaines	795,00 \$	1	Québec	2013-12-11
Technologia Formation	Gestion informatisée de projets avec MS Project	675,00 \$	1	Québec	2013-11-12
Téluq	ADM-1420, ADM-3010 - PAPE*	237,42 \$	1	Québec	2013-09-01
Téluq	INF-6450, PAPE*	289,65 \$	1	Québec	2013-09-03
Téluq	ADM-2007, PAPE*	289,65 \$	1	Québec	2013-09-03
Téluq	ECO-2400, PAPE*	282,17 \$	1	Québec	2013-10-07
Téluq	COM-1021, PAPE*	282,17 \$	1	Québec	2013-10-08
Téluq	ADM-2006, INF-2005 - PAPE*	512,99 \$	1	Québec	2013-07-03
Téluq	SCO-2006, ADM-3028 - PAPE*	512,99 \$	1	Québec	2013-07-03
Téluq	SCO-1205 - PAPE*	282,17 \$	1	Québec	2013-06-13
Téluq	ADM-1013 - PAPE*	267,62 \$	1	Québec	2013-05-06
Téluq	ADM-1420 - PAPE*	289,65 \$	1	Québec	2013-09-01
Téluq	INF-9013 - PAPE*	369,65 \$	1	Québec	2013-09-01
Téluq	ENP-7505 - PAPE*	274,53 \$	1	Québec	2013-09-27
Téluq	ADM-6048 - PAPE*	237,42 \$	1	Québec	2013-10-15
Université de Sherbrooke	Introduction des systèmes d'information dans les organisations - PAPE*	255,93 \$	1	Québec	2013-04-30
Université de Sherbrooke	Automne 2013 - PAPE*	261,57 \$	1	Québec	2013-09-01
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Tournée de formation en gestion de projets	8 000,00 \$	20	Québec	2013-10-22
Université du Québec à Montréal (UQAM)	COM-5000 - PAPE*	289,65 \$	1	Québec	2013-09-03
Université du Québec à Rimouski	GRH-13097 - PAPE*	267,97 \$	1	Québec	2013-08-26

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Université du Québec à Rimouski	GRH-11097 - PAPE*	254,29 \$	1	Québec	2013-06-27
Université du Québec à Rimouski	GRH-12097, MRK-10097 - PAPE*	498,37 \$	1	Québec	2013-05-14
Université du Québec à Rimouski	MRK-10097 - PAPE*	317,97 \$	1	Québec	2013-09-06
Université Laval	Gestion de projet : outils et méthodologie	658,60 \$	1	Québec	2013-04-10
Université Laval	DRT-1901 - PAPE*	390,40 \$	1	Québec	2013-01-15
Université Laval	Gestion financière de l'entreprise - PAPE*	250,74 \$	1	Québec	2013-05-06
Université Laval	MNG-6006 - PAPE*	283,44 \$	1	Québec	2013-09-03
Université Laval	DRT-6031 - PAPE*	77,00 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	DRT-6031 - PAPE*	321,14 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	NRC-20706 - PAPE*	77,00 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	DRT-6000 - PAPE*	384,39 \$	1	Québec	2013-09-09
Université Laval	DRT-6031 - PAPE*	321,14 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	Automne 2013 - PAPE*	283,44 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	CTB-6095 - PAPE*	283,44 \$	1	Québec	2013-09-04
Université Laval	BF-16001, CTB-6023, CTB-603,2 MBA-6004 - PAPE*	809,41 \$	1	Québec	2013-04-29
Université Laval	CTB-6095 - PAPE*	283,44 \$	1	Québec	2013-09-05
Université Laval	GSF-6022 - PAPE*	377,92 \$	1	Québec	2013-09-03
Université Laval	GIF-1001 - PAPE*	283,44 \$	1	Québec	2013-09-02
Université Laval	ECN-0902, RLT-1700 - PAPE*	641,88 \$	1	Québec	2013-09-03
Université Laval	DESS, Automne 2013 - PAPE*	975,42 \$	3	Québec	2013-09-26
Université Laval	DESS, Été 2013 - PAPE*	274,69 \$	1	Québec	2013-10-07
Université Laval	CTB-6094 - PAPE*	250,74 \$	1	Québec	2013-10-29
Université Laval	DESS, Été 2013 - PAPE*	274,69 \$	1	Québec	2013-10-13
Université Laval	DESS, Été 2013 - PAPE*	288,69 \$	1	Québec	2013-10-15
Université Laval	Été 2013 - PAPE*	250,74 \$	1	Québec	2013-08-29
Université Laval	DESS, Été 2013 - PAPE*	2 570,21 \$	9	Québec	2013-09-05
Université Laval	DESS, Été 2013 - PAPE*	288,69 \$	1	Québec	2013-10-07
Université Laval	CGA, PA1 - PAPE*	574,88 \$	1	Québec	2013-09-09

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Université Laval	IFT-2008 - PAPE*	250,74 \$	1	Québec	2013-09-16
Université Laval	SIO-6029 - PAPE*	250,74 \$	1	Québec	2013-09-19
Université Laval	CTB-6002, 6020, 6022, 6028 - PAPE*	1 002,96 \$	1	Québec	2013-09-19
Université Laval	CTB-6094 - PAPE*	250,74 \$	1	Québec	2013-09-10
Université Laval	CGA, Été 2013 - PAPE*	505,30 \$	1	Québec	2013-08-01
Université Laval	GSF-6008 - PAPE*	276,33 \$	1	Québec	2013-07-05
Université Laval	CGA, Hiver 2013 - PAPE*	276,33 \$	1	Québec	2013-07-03
Université Laval	SIO-6012, SIO-6013 - PAPE*	552,66 \$	1	Québec	2013-06-04
Université Laval	Hiver 2013 - PAPE*	350,30 \$	1	Québec	2013-06-13
Université Laval	STT-4700 - PAPE*	276,33 \$	1	Québec	2013-06-13
Université Laval	Hiver 2013 - PAPE*	434,78 \$	1	Québec	2013-05-22
Université Laval	CTB -3107- PAPE*	281,28 \$	1	Québec	2013-05-29
Université Laval	GSF-6016-A, GSF 6029-A - PAPE*	800,88 \$	1	Québec	2013-05-29
Université Laval	GIF-1003 - PAPE*	306,33 \$	1	Québec	2013-05-30
Université Laval	CTB-6093 - PAPE*	276,33 \$	1	Québec	2013-05-30
Université Laval	CTB-2101 - PAPE*	276,33 \$	1	Québec	2013-05-22
Université Laval	DRT-1760 - PAPE*	276,33 \$	1	Québec	2013-05-22
Université Laval	L'administration et la gestion des risques	425,00 \$	1	Québec	2013-04-10
Université Laval	Hiver 2013 - PAPE*	298,09 \$	1	Québec	2013-05-27
Université Laval	DESS, Automne 2013 - PAPE*	1 578,70 \$	4	Québec	2013-09-26
Université Laval	Automne 2013 - PAPE*	325,14 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	Hiver 2013 - PAPE*	325,14 \$	1	Québec	2014-01-13
Université Laval	Automne 2013 - PAPE*	325,14 \$	1	Québec	2013-09-26
Université Laval	GSF-6021, MQT-6008 - PAPE*	566,88 \$	1	Québec	2013-09-04
Université Laval	CTB-6005, 6010, 6088, 6091, 6085 - PAPE*	1 381,83 \$	1	Québec	2013-09-03
Université Laval	SIO-6021 - PAPE*	283,44 \$	1	Québec	2013-09-04
Université Laval	Conférence de Paule Gauthier : À l'ombre des banques	40,00 \$	1	Québec	2014-03-19
Université McGill	Cours d'anglais	268,32 \$	1	Québec	2013-07-19

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Versalys	Formation en rédaction	395,00 \$	1	Québec	2013-09-16
Versalys	Formation en bureautique	1 470,00 \$	12	Québec	2013-04-23
Versalys	Formation en bureautique	220,00 \$	1	Québec	2013-08-14
Versalys	Formation en bureautique	220,00 \$	1	Québec	2013-12-11
Voix des entrepreneurs en T.I. de Québec (VETIQ) inc.	Présentation de Ebee Office d'Asentri	35,00 \$	1	Québec	2013-12-11
Centre local de développement de Portneuf	Séminaire sur l'efficacité opérationnelle	20,00 \$	1	Cap-Santé	2013-05-14
Région administrative - Centre-du-Québec					
Chambre de Commerce et d'industrie de Bécancour Nicolet-Yamaska	Conférence de Luc Villeneuve	26,09 \$	1	Bécancour	2013-09-10
Chambre de Commerce et d'industrie de Bécancour Nicolet-Yamaska	Rencontre avec le maire de Parisville	20,00 \$	1	Bécancour	2013-05-05
Chambre de Commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec	Conférence sur le mentorat	13,05 \$	1	Bécancour	2013-04-03
Chambre de Commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec	Conférence : Présenter la politique industrielle et la politique économique	913,27 \$	21	Bécancour	2013-10-16
Chambre de Commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec	Conférence : Toute la rive-sud en parle	34,79 \$	1	Bécancour	2013-04-09
Comité entrepreneurs et org. du parc ind. et portuaire de Bécancour	Activité avec la Chambre de commerce	45,00 \$	1	Bécancour	2013-12-04
Réseau Femmessor	Formation sur la gouvernance	75,50 \$	1	Drummondville	2013-04-23
Société de développement économique Drummondville (CLD Drummond)	Assemblée générale annuelle	70,00 \$	2	Drummondville	2013-05-07
Société de développement économique Drummondville (CLD Drummond)	Optimiser le rendement par le développement	170,00 \$	2	Drummondville	2013-04-24
Société de développement économique Drummondville (CLD Drummond)	Parlons Exportations	250,00 \$	8	Drummondville	2013-05-28
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Tournée de formation en gestion de projets	8 000,00 \$	20	Drummondville	2013-10-07
Société d'aide au développement Collectivité de Nicolet-Bécancour	Activité l'Œil du Mentor	20,00 \$	1	Nicolet	2013-11-06
Centre local de développement de l'érable	Alliance Érable 2014	26,10 \$	1	Princeville	2014-02-25
Chambre de Commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec	Conférence : Toute la Rive Sud en parle	34,79 \$	1	St-Léonard d'Aston	2014-03-26
Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de Portneuf	Journée de l'entreprise dans Portneuf	82,63 \$	1	St-Raymond	2013-09-25
Chambre de Commerce et d'industrie des Bois-Francis et de l'Érable	Panthéon de la Performance	440,00 \$	4	Victoriaville	2013-02-14
Cible formation conseil inc.	Comment améliorer la gestion des MR dans votre entreprise	40,00 \$	1	Victoriaville	2013-05-07
Femmes de carrière des Bois-Francis	Rencontre bénéfice Concours Chapeau, les filles !	75,00 \$	1	Victoriaville	2013-05-07
Femmes en parcours innovateur	Atelier-formation Innover pour la mixité	25,00 \$	1	Victoriaville	2013-04-25
Réseau Environnement inc.	Colloque : La gestion matières résiduelles	778,16 \$	1	Victoriaville	2013-10-02

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Ville de Victoriaville	Forum développement durable	325,00 \$	1	Victoriaville	2013-04-23
Région administrative - Chaudière-Appalaches					
Chambre de Commerce et d'industrie Nouvelle-Beauce	Conférence : Politique industrielle du Québec	375,00 \$	8	Lévis	2013-11-18
Développement PME Chaudière-Appalaches	Formation MPA - L'automatisation	100,00 \$	1	Lévis	2014-01-30
Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Qc	Forum sur les services en aide à domicile	70,00 \$	1	Lévis	2013-10-12
Fédération des coopératives de services à domicile et de santé du Qc	Journée provinciale des entreprises d'économie sociale en aide domestique	30,88 \$	1	Lévis	2013-05-01
Fédération québécoise des coopératives forestières	Congrès de la Fédération des coopératives forestières	250,00 \$	3	Lévis	2013-04-11
Formaboïs - Comité sectoriel de main d'œuvre du bois	Les 5 éléments clés d'un marketing gagnant	25,00 \$	1	Lévis	2014-03-28
GP-Québec	Normes et référentiels : outils indispensables ?	170,00 \$	2	Lévis	2013-09-26
Réseau de la transformation métallique du Québec (RTMQ)	Conférence : Comment faire du métal avec du métal	95,00 \$	1	Lévis	2013-05-15
Centre local de développement de la MRC de Montmagny	Journée manufacturière	21,74 \$	1	Montmagny	2013-10-25
Chambre de Commerce de Montmagny	Conférence : Valser avec l'économie	39,14 \$	1	Montmagny	2014-03-26
Centre local de développement de la MRC de Lotbinière	Rencontre des gens d'affaires de Lotbinière	86,97 \$	1	Saint-Agapit	2013-11-12
Société d'aide au développement Collectivité de Lotbinière	Conférence : Accroître sa rentabilité	10,00 \$	1	Saint-Agapit	2014-03-13
Centre local de développement de la Nouvelle-Beauce	Rencontre Édition gens d'affaires de la Nouvelle-Beauce	125,00 \$	1	Sainte-Marie	2013-11-06
Centre local de développement de la MRC de Lotbinière	Découvertes entrepreneuriales 2013	21,74 \$	1	Sainte-Marie	2013-06-18
Chambre de Commerce de St-Georges	Conférence : L'indice en entrepreneurial québécois 2013 Fondation de l'entrepreneurship	39,14 \$	1	Saint-Georges	2013-05-09
Conseil Économique de Beauce (CEB)	Rencontre des gens d'affaires de prestige	115,00 \$	1	Saint-Georges	2013-04-18
Conseil Économique de Beauce (CEB)	Rencontre des jeunes gens d'affaires	115,00 \$	1	Saint-Georges	2013-10-24
Hémisphère droit	Atelier diagnostic de créativité organisationnelle	173,94 \$	3	Saint-Georges	2013-06-05
Hémisphère droit	Programme de formation : L'Everest Entrepreneurs-Intrapreneurs	5 000,00 \$	1	Saint-Georges	2013-09-24
Développement PME Chaudière-Appalaches	En route vers un transfert d'entreprise gagnante et Réussir son transfert de direction	180,00 \$	1	Scott	2013-05-08
Région administrative - Estrie					
Société d'aide au développement Collectivité de la région de Coaticook	Conférence : Ensemble, on a tout à gagner !	34,79 \$	1	Coaticook	2013-11-20
CRIBIQ - Consortium de rech. et d'innov. en bioprocédés ind. au Qc	Opportunités techniques et commerciales - conversion thermochimique de la biomasse	195,00 \$	1	Orford	2013-12-04
Centre de transfert d'entreprises (CTE)	Les enjeux de la relève	40,00 \$	2	Richmond	2014-01-30

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie inc.	Conférence sur les matières résiduelles	34,79 \$	1	Rock Forest	2013-10-15
Association des professionnels en dévelop. Économique (APDEQ)	Conférence et Assemblée générale annuelle	25,00 \$	1	Sherbrooke	2013-04-24
Association des professionnels en dévelop. économique (APDEQ)	Reconnaissance de la profession en développement économique	56,53 \$	1	Sherbrooke	2014-02-05
Chambre de Commerce de Sherbrooke	Conférence sur les matières résiduelles	360,00 \$	9	Sherbrooke	2013-10-18
Conseil régional de l'environnement de l'Estrie inc.	Conférence BNQ 2100	21,74 \$	1	Sherbrooke	2013-06-13
Coopérative de développement régional de l'Estrie	Forum sur la transmission d'entreprise	52,18 \$	1	Sherbrooke	2013-09-20
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	Passeport multi-CPA	1 499,00 \$	4	Sherbrooke	2013-04-01
Sherbrooke Innopole	Rendez-vous des TIC	50,00 \$	1	Sherbrooke	2013-11-15
Sherbrooke Innopole	Sommet international des Sciences de la vie	450,00 \$	1	Sherbrooke	2013-09-26
Université de Sherbrooke	ADF-803 - PAPE*	240,75 \$	1	Sherbrooke	2013-10-03
Université de Sherbrooke	CGA-800 - PAPE*	511,86 \$	2	Sherbrooke	2013-09-16
Université de Sherbrooke	IRF-813 - PAPE*	240,75 \$	1	Sherbrooke	2013-07-03
Université de Sherbrooke	La crise des dettes souveraines	165,25 \$	1	Sherbrooke	2013-06-10
Université de Sherbrooke	CGA-822 - PAPE*	511,50 \$	2	Sherbrooke	2013-06-05
Université de Sherbrooke	ADF-810 - PAPE*	240,75 \$	1	Sherbrooke	2013-05-23
Université de Sherbrooke	ADF-805 - PAPE*	240,75 \$	1	Sherbrooke	2013-05-23
Université de Sherbrooke	ADF-811 - PAPE*	257,82 \$	1	Sherbrooke	2013-04-12
Université de Sherbrooke	FIS-716, FIS-780 PAPE*	252,42 \$	1	Sherbrooke	2013-08-29
Région administrative - Gaspésie Iles-de-la-Madeleine					
Chambre de Commerce MRC Bonaventure	Rencontre CIEU-FM	15,00 \$	2	Bonaventure	2013-05-23
Chambre de Commerce de la Baie-des-Chaleurs	Participation au Défi de l'entrepreneuriat	500,00 \$	1	Carleton	2013-05-16
Association touristique de la Gaspésie	Colloque de l'industrie touristique gaspésienne	250,00 \$	1	Gaspé	2013-11-14
Technocentre éolien Gaspésie, les Iles	Forum RH éolien 2014	43,49 \$	1	Gaspé	2014-02-24
Chambre de Commerce MRC Bonaventure	Conférence : Ciment McInnis et les retombées pour la région	70,00 \$	2	New Carlisle	2013-04-11
Région administrative - Lanaudière					
Chambre de Commerce du Grand Joliette	Conférence : Votre CLD, au cœur des actions entrepreneuriales	260,92 \$	10	Joliette	2013-09-09

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Région administrative - Laurentides					
Centre local de développement des Pays-d'en-Haut	Assemblée générale annuelle et rencontre entrepreneuriale	80,00 \$	1	Sainte-Adèle	2013-04-10
Laurentides économique	Conférence : Réindustrialisation et exportations aux États-Unis	200,00 \$	2	Saint-Jérôme	2014-03-20
Tourisme Laurentides	Gala des Grands Prix du Tourisme Desjardins 2014	113,06 \$	2	Saint-Sauveur	2014-03-26
Consortium Inno-Vé	Forum Enjeux et Solutions VÉ 2014	195,00 \$	1	St-Jérôme	2014-03-13
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Tournée de formation en gestion de projets	8 000,00 \$	20	St-Jérôme	2013-10-03
Région administrative - Laval					
Association des archivistes du Québec	Congrès annuel	700,00 \$	2	Laval	2014-05-28
Association pour le développement et l'innovation en chimie au Québec	Conférence : Financement et sécurisation de l'exportation	85,00 \$	1	Laval	2013-06-11
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Cercles de gestion interministériels	25,00 \$	1	Laval	2013-08-28
HEC Montréal	Formation en ressources humaines	1 572,50 \$	1	Laval	2014-03-12
Nadeau, Structure et stratégies en ressources humaines inc.	Formation en ressources humaines	35,00 \$	1	Laval	2013-09-13
Ordre des ingénieurs du Québec	S'adapter sainement et plus rapidement aux changements	195,00 \$	1	Laval	2013-04-29
Regroupement de l'industrie Électronique	Conférence : Innovation en électronique	55,00 \$	1	Laval	2013-09-25
Versalys	Formation en bureautique	97,50 \$	2	Laval	2013-05-14
Région administrative - Mauricie					
Isabelle, Paul (Club Entrepreneur Étudiant du Collège Shawinigan)	Conférence : Louis Garneau - Un homme de vision	30,00 \$	2	Shawinigan	2013-04-17
Stratégie Carrière	Colloque Capital Humain	43,49 \$	1	Shawinigan	2013-10-15
Carrefour Québec International	Réseautage et programmation des activités annuelles	30,00 \$	1	Trois-Rivières	2013-10-02
Carrefour Québec International	Formation : Leader au parcours impressionnant	75,00 \$	1	Trois-Rivières	2014-03-12
Chambre de Commerce et d'industrie du Cœur-du-Québec	Conférence sur les Fonds de diversification	60,88 \$	2	Trois-Rivières	2013-05-02
Chambre de Commerce et d'industries de Trois-Rivières	Grands déjeuners d'affaires Cogeco	600,00 \$	4	Trois-Rivières	2013-09-25
Chambre de Commerce et d'industries de Trois-Rivières	Présentation du Fonds de diversification de la Mauricie/Centre-du-Québec	182,65 \$	6	Trois-Rivières	2013-05-02
Collège Multihexa Trois-Rivières	Formation en bureautique	755,00 \$	6	Trois-Rivières	2014-01-30
Collège Multihexa Trois-Rivières	Formation en bureautique	665,00 \$	6	Trois-Rivières	2014-02-06

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Formation Qualitemps inc.	Formation en ressources humaines	570,00 \$	2	Trois-Rivières	2013-10-15
Toastmasters International	Toastmasters de Trois-Rivières	118,66 \$	1	Trois-Rivières	2013-10-01
Centre local de développement de la MRC de Maskinongé	Forum entrepreneurial MRC de Maskinongé	17,39 \$	1	Yamachiche	2013-11-28
Région administrative - Montérégie					
Chambre de Commerce et d'Industrie de la Rive-Sud	Lancement économique de l'Autoroute 30	225,00 \$	3	Boucherville	2013-04-19
Regroupement de l'industrie Électronique	Démystifier les Essais de compatibilité électromagnétiques	55,00 \$	1	Boucherville	2013-05-30
Réseau de la transformation métallique du Québec (RTMQ)	Conférence : Comment faire du métal avec du métal	190,00 \$	2	Boucherville	2014-03-26
Réseau Environnement inc.	Symposium sur les eaux usées et Atelier sur l'eau potable	545,00 \$	1	Boucherville	2013-10-23
STIQ (Sous-traitance Industrielle Québec)	Journée Donneurs d'ordres / fournisseurs 2013	590,00 \$	2	Boucherville	2013-10-10
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Gestion par les forces : pour optimiser la performance	95,00 \$	1	Brossard	2014-01-28
Chambre de Commerce et d'Industrie de la Rive-Sud	Colloque entrepreneuriat	75,00 \$	1	La Prairie	2014-04-03
Chambre de Commerce et d'industrie Royal Roussillon	Conférence : Occasions d'affaires dans une économie en mutation	55,00 \$	1	La Prairie	2014-03-12
Conseil québécois du biodiésel	Le biodiésel, une question d'opportunité	295,00 \$	1	Longueuil	2013-04-22
Marc Chartrand Conseil MCC inc.	Améliorez vos processus grâce à la cartographie de la chaîne de valeur	740,79 \$	17	Longueuil	2013-06-13
Regroupement de l'industrie Électronique	Conférence : Compétitivité des entreprises en électronique au Québec	55,00 \$	1	Longueuil	2013-11-18
Regroupement de l'industrie Électronique	Conférence du regroupement de l'industrie électronique	55,00 \$	1	Longueuil	2014-03-19
Université du Québec à Montréal (UQAM)	ECO-1300 - PAPE*	363,98 \$	1	Longueuil	2013-04-29
Chambre de Commerce et d'industrie Royal Roussillon	Conférence sur le développement économique du territoire	60,88 \$	2	Saint-Isidore	2013-11-05
Centre de transfert d'entreprises Montérégie	Rencontre Réseau des CTE	160,00 \$	4	St-Jean-sur-Richelieu	2013-06-10
Comité sectoriel de main d'œuvre de la métallurgie du Québec	Conférence : Complètement métal	35,00 \$	1	Saint-Lambert	2013-10-29
Association des professionnels en dév. économique du Québec (APDEQ)	L'écologie industrielle	460,00 \$	2	Sorel-Tracy	2013-05-09
Région administrative - Montréal					
Chambre de Commerce de l'Est de Montréal	Perspectives économiques	75,00 \$	1	Anjou	2014-02-05
Chambre de Commerce et d'industrie du Sud-Ouest de Montréal	Conférence : Coopérer pour créer l'avenir-Monique Leroux	65,23 \$	1	LaSalle	2013-11-27
Réseau photonique du Québec	Rendez-vous du RPQ	55,00 \$	1	LaSalle	2014-01-28
Accent Formation	Prise de notes, procès-verbal et compte rendu	450,00 \$	1	Montréal	2013-10-09

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Aéro Montréal	Séminaire en ressources humaines	420,00 \$	3	Montréal	2014-02-27
Aéromart Montréal	Aéromart summit Montréal 2013	175,00 \$	1	Montréal	2013-04-23
Aérotechnique 2014	Innovations & Perspectives	170,00 \$	1	Montréal	2014-03-11
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	450,00 \$	1	Montréal	2013-10-29
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	230,00 \$	1	Montréal	2013-10-08
AFI Formation inc.	Formation en bureautique	460,00 \$	2	Montréal	2014-03-27
Association des professionnels en communication et marketing	Conférence IABC-APCM	55,00 \$	1	Montréal	2013-04-02
Association de planification fiscale et financière (APFF)	En quête d'une meilleure compréhension	595,00 \$	1	Montréal	2014-02-27
Association québécoise des technologies (AQT)	Comment réussir dans un monde de compétition globale en TIC	75,00 \$	1	Montréal	2013-12-10
Association des économistes québécois (ASDEQ)	La politique agricole du Québec	80,00 \$	2	Montréal	2014-03-19
Association développement de la recherche et de l'innovation (ADRIQ)	Tables InnovAction	240,00 \$	1	Montréal	2013-04-11
Association canadienne des carburants renouvelables	Sommet annuel du Canada sur les carburants renouvelables	549,13 \$	1	Montréal	2013-12-02
Association des économistes québécois (ASDEQ)	La politique agricole du Québec	80,00 \$	2	Montréal	2014-03-19
Association des ingénieurs-conseils du Québec	L'aluminium dans les ponts : un marché à saisir	130,01 \$	1	Montréal	2013-11-25
Association francophone pour le Savoir	Congrès annuel	554,50 \$	2	Montréal	2014-05-12
Association médicale du Québec	Congrès : AMQ Rendement, productivité et performance	525,00 \$	1	Montréal	2013-04-19
Association pour la prévention de la contamination de l'air et du sol	Conférence sur les biogaz et la bioénergie	217,44 \$	1	Montréal	2013-05-29
Association pour le dévelop. de la recherche et l'innovation du Québec	Réseaux intelligents et durables : enjeux et impact	275,00 \$	1	Montréal	2013-11-07
Association québ. d'établissements de santé et de services sociaux	Séminaire finances et colloque DSP	510,00 \$	1	Montréal	2013-11-21
Biotech Annecto	Réseautage - Journée mondiale de la propriété intellectuelle	13,05 \$	1	Montréal	2014-04-22
CDEC Centre-Nord	Le Rendez-vous d'affaires : Réseautage	173,95 \$	1	Montréal	2013-11-13
Centre de liaison sur l'intervention et la prévention psychosociales	Formation en développement des ressources humaines	139,16 \$	1	Montréal	2013-11-01
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Cercles de gestion interministériels	75,00 \$	3	Montréal	2013-10-01
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériels	50,00 \$	2	Montréal	2013-09-09
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériels	25,00 \$	1	Montréal	2013-09-03
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Influencer autrement et plus efficacement	260,00 \$	1	Montréal	2013-09-12
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Séance d'information sur les régimes de retraite	75,00 \$	3	Montréal	2014-02-18
Centre Financier International-Montréal	American Chamber of Commerce in Canada	70,00 \$	2	Montréal	2014-03-25

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Centre hospitalier Université de Montréal (CHUM)	Colloque : Repenser l'hôpital et les soins de demain	1 200,00 \$	2	Montréal	2013-06-10
Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec	Problème de santé mentale? Votre gestion fait partie de la solution !	265,00 \$	1	Montréal	2013-10-01
Centre patronal de santé et sécurité du travail du Québec	Troubles de personnalité - Comment gérer ces employés singuliers	475,00 \$	1	Montréal	2013-10-23
Cercle de la Finance internationale de Montréal	Bourse de Montréal et l'évolution du rôle des dérivés	95,00 \$	1	Montréal	2013-10-10
Cercle de la Finance internationale de Montréal	Au Québec mis en œuvre des références financières du G-20	190,00 \$	2	Montréal	2013-05-09
Cercle de la Finance internationale de Montréal	Enchancing Investor Confidence in Canada's Finance	95,00 \$	1	Montréal	2013-04-18
Chambre de Commerce de l'Est de Montréal	Conférence verte : L'électrification des transports	40,00 \$	1	Montréal	2013-10-03
Chambre de Commerce de l'Est de Montréal	Conférence sur les enjeux économiques	225,00 \$	3	Montréal	2013-06-14
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	CN : véritable pilier de l'économie : M. Mongeau	85,00 \$	1	Montréal	2013-12-03
Chambre de Commerce du Montréal métropolitain	Enrichir le Québec par la recherche & l'innovation	100,00 \$	1	Montréal	2013-12-09
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Les défis du Montréal de demain	98,00 \$	1	Montréal	2013-04-12
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Les grappes industrielles	1 156,01 \$	10	Montréal	2013-05-06
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Les industries créatives	1 350,00 \$	8	Montréal	2013-12-06
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Montréal, Ville de savoir et d'innovation	98,00 \$	1	Montréal	2013-05-10
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Conférence : Entrepreneuriat québécois : contexte et perspectives d'affaires	170,00 \$	2	Montréal	2014-02-11
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	Conférence : Budget 2014-2015	100,00 \$	1	Montréal	2014-02-27
Chambre de Commerce du Montréal Métropolitain	La métropole et ses grands projets	350,00 \$	1	Montréal	2014-03-21
Chambre de Commerce du Montréal métropolitain	La relance de Montréal est amorcée	255,00 \$	3	Montréal	2014-03-31
Club Mercure Toastmasters	Communiquer efficacement : apprendre, développer et améliorer	250,00 \$	2	Montréal	2013-09-07
Conférence régionale des élus de Montréal	Le rendez-vous des professionnels montréalais de l'entrepreneuriat 2013	420,00 \$	6	Montréal	2013-10-28
Conseil patronal de l'environnement du Québec	Conférence : Journée de l'eau	444,00 \$	1	Montréal	2013-10-02
Conseil patronal de l'environnement du Québec	Formation pratique sur les enchères et formation sur le marché secondaire du carbone	850,00 \$	1	Montréal	2013-08-29
Conseil québécois de la coopération et de la mutualité	Conférence : La Loi cadre	70,00 \$	2	Montréal	2013-03-11
Conseil québécois du commerce de détail	Journée internationale du merchandising	718,20 \$	2	Montréal	2013-10-09
Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM)	Conférence : Cannon 2013	80,00 \$	1	Montréal	2013-10-03
Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM)	Conférence : L'économie et les finances du Québec : un plan pour la croissance	560,00 \$	1	Montréal	2013-10-04
Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM)	Conférence : Plan de développement du commerce extérieur du Qc	80,00 \$	1	Montréal	2013-10-28
Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM)	Conférence de Pauline Marois, Première ministre du Québec	200,00 \$	2	Montréal	2014-01-30

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Conseil des Relations Internationales de Montréal (CORIM)	Conférence : Le port de Montréal : au cœur des chaines d'approvisionnement mondiales	80,00 \$	1	Montréal	2014-02-05
Cose inc.	Formation en ressources humaines	450,00 \$	1	Montréal	2013-10-24
École de technologie supérieure (ETS)	Sommet sur l'innovation	630,00 \$	3	Montréal	2013-11-07
École de technologie supérieure (ETS)	GES-880, PRJ-006 - PAPE*	780,57 \$	1	Montréal	2013-01-15
École de technologie supérieure (ETS)	PRJ-006 -PAPE*	566,06 \$	1	Montréal	2013-04-29
École nationale d'administration publique (ENAP)	Devenir gestionnaire, est-ce pour moi?	425,00 \$	1	Montréal	2013-05-08
École nationale d'administration publique (ENAP)	Module 1 - Examen sur la planification et la gestion stratégiques	450,00 \$	1	Montréal	2013-10-18
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation en ressources humaines	425,00 \$	1	Montréal	2014-01-23
Éditions Infopresse	Conférence Infopresse - Tendances 2014 (marketing)	700,00 \$	2	Montréal	2013-12-04
Éditions Infopresse	Journée IP / XXL : Mode + marketing	350,00 \$	1	Montréal	2014-04-16
Femmessor Montréal	Conférence : Démystifier votre bilan financier en PME	17,40 \$	1	Montréal	2013-11-07
Finance Montréal - Oliver Wyman Group	Forum Fintech	495,00 \$	1	Montréal	2013-05-16
Finanso, Centre québécois en financement social	Crowdfunding summit Montréal	95,61 \$	1	Montréal	2013-11-21
Fondation David Suzuki	Conférence sur le financement dans l'économie verte donnée	50,00 \$	1	Montréal	2014-02-24
Fondation de la Mode de Montréal	Activité bénéfice - Mode de Montréal	173,95 \$	1	Montréal	2013-06-05
Forum Innovation	Forum Innovation Aérospatiale	1 180,00 \$	2	Montréal	2013-12-02
Groupe entreprises en santé	MPA Entreprise en santé	847,64 \$	25	Montréal	2013-04-18
HEC - École des hautes études commerciales de Montréal	Introduction aux instruments dérivés	350,00 \$	1	Montréal	2014-01-21
HEC Montréal	Atteindre l'excellence opérationnelle	1 572,50 \$	1	Montréal	2013-11-28
HEC Montréal	Conférence : Le déploiement d'une innovation de rupture	20,00 \$	1	Montréal	2013-10-24
HEC Montréal	Séminaire : Gestion de l'équipe de vente	3 051,50 \$	2	Montréal	2013-05-01
Institut canadien des économistes en construction	Congrès annuel de l'Institut canadien des économistes en construction	20,22 \$	1	Montréal	2013-06-13
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	Comment concilier équité éthique enquête harcèlement psychologique	275,00 \$	1	Montréal	2013-11-29
Journal de l'assurance	Congrès de l'assurance et de l'investissement 2013	141,50 \$	1	Montréal	2013-11-27
Lacroix Groupe Conseil inc.	Session sur la Gouvernance des OSBL	336,11 \$	13	Montréal	2013-11-20
LPU Consultants	Adjointe administrative : le pilier du rendement des équipes	349,00 \$	1	Montréal	2014-03-06
Manuri Formation inc.	Formation en ressources humaines	695,00 \$	1	Montréal	2013-10-22
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Conférence : Sommet gestionnaires en développement durable	650,00 \$	1	Montréal	2013-03-26

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Médias Transcontinental S.E.N.C.	Objectif Nord - 4e édition	795,00 \$	1	Montréal	2013-10-16
Mouvement Québécois de la qualité (MQQ)	Salon sur les MPA 2013	560,00 \$	8	Montréal	2013-11-14
Ordre des conseillers en ress. humaines et en rel. indust. Agréés	Le profil de compétences au coeur de la pratique RH	1 050,00 \$	2	Montréal	2013-06-11
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Congrès 2013 - CRHA	1 475,00 \$	1	Montréal	2013-11-12
Productions Eventia inc.	Webcom Montréal 2013	670,00 \$	2	Montréal	2013-06-19
Raymond Chabot Grand Thornton	Rétention et redressement d'entreprise	2 000,00 \$	12	Montréal	2013-12-05
Réseau Action TI Montréal	Intracom 2013	1 400,00 \$	4	Montréal	2013-04-25
Réseau de capital d'investissement du Québec	Cocktail annuel du Réseau Capital d'Investissement du Québec	130,47 \$	1	Montréal	2013-09-25
Réseau Environnement inc.	Colloque : Sols et Eaux Souterraines	290,00 \$	1	Montréal	2013-11-26
Réseau québécois des femmes en environnement	Conseil québécois de la communication pour le développement durable	185,00 \$	1	Montréal	2014-03-26
SAJE Accompagnateur d'entrepreneurs	Financement participatif	47,50 \$	1	Montréal	2013-08-29
Société québécoise de Psychologie du travail et organisations	Colloque : Repérer et transiger avec des personnes souffrant de pathologies de la personnalité	330,00 \$	1	Montréal	2013-05-09
Société québécoise des professionnels en relations publiques	Formation en ressources humaines	284,00 \$	1	Montréal	2013-03-27
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-11-05
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	220,00 \$	2	Montréal	2013-11-11
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-07-18
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-07-24
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	220,00 \$	2	Montréal	2013-06-17
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-07-30
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-08-05
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-08-07
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-10-22
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2013-10-24
Solutions Web PaCo inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2014-02-03
Solutions Web PaCo Inc.	Formation d'accréditation TRIMA	110,00 \$	1	Montréal	2014-03-17
Technologia Formation	Mieux comprendre la gestion de contenu Web (CMS)	375,00 \$	1	Montréal	2013-11-26
Technologia Formation	Utilisation des meilleures tactiques marketing Web	395,00 \$	1	Montréal	2013-11-08
Technologia Formation	Organiser efficacement ses idées avec le Mind Mapping	425,00 \$	1	Montréal	2014-03-12

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Télélangues international Itée	Cours d'anglais	172,50 \$	1	Montréal	2013-12-03
Télélangues international Itée	Cours d'anglais	276,00 \$	1	Montréal	2013-11-05
Télélangues international Itée	Cours d'anglais	138,00 \$	1	Montréal	2013-10-22
Télélangues international Itée	Cours d'anglais	207,00 \$	1	Montréal	2014-01-01
Tobacco Workshop 2013	Colloque interprovincial et territorial d'enquêtes du tabac	325,00 \$	1	Montréal	2013-10-07
Université du Québec à Montréal (UQAM)	École d'été sur les négociations internationales	2 300,00 \$	2	Montréal	2013-08-19
Université du Québec à Montréal (UQAM)	S'outiller pour développer des formations en ligne	75,00 \$	1	Montréal	2013-10-23
Université du Québec à Montréal (UQAM)	S'outiller pour développer des formations en ligne	75,00 \$	1	Montréal	2013-10-29
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Tournée de formation en gestion de projets	8 000,00 \$	20	Montréal	2013-09-24
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Tournée de formation en gestion de projets	8 000,00 \$	20	Montréal	2013-10-29
Versalys	Formation en bureautique	1 190,00 \$	7	Montréal	2013-11-28
World Trade Centre Montréal inc.	Stratégie de marketing aux États-Unis	165,00 \$	1	Montréal	2013-12-06
YMCA du Québec	Programme d'acquisition des compétences langagières	732,00 \$	1	Montréal	2013-07-29
Région administrative - Outaouais					
Association des professionnels en dév. économique du Québec (APDEQ)	Congrès annuel	2 470,00 \$	7	Gatineau	2013-10-02
Association québécoise de l'industrie touristique	Assises du tourisme du Québec 2013	185,00 \$	1	Gatineau	2013-05-14
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Groupes de codéveloppement interministériels	25,00 \$	1	Gatineau	2013-09-09
Chambre de Commerce de Gatineau	Conférence : Le Québec prêt pour la relance mondiale	210,00 \$	3	Gatineau	2014-02-27
Cours d'anglais virtuels inc.	Cours d'anglais	6 255,00 \$	9	Gatineau	2013-06-03
École nationale d'administration publique (ENAP)	ENP-7431 - PAPE*	279,34 \$	1	Gatineau	2013-01-15
École nationale d'administration publique (ENAP)	Séminaire d'intégration en management public	508,02 \$	1	Gatineau	2013-09-06
JPdL International inc.	Salon commercial	835,00 \$	1	Gatineau	2013-10-21
Tourisme Outaouais	Forum de l'industrie touristique de l'Outaouais	180,00 \$	2	Gatineau	2013-11-29
Université du Québec en Outaouais	Préparation et présentation de l'information comptable Hiver 2013 - PAPE*	329,50 \$	1	Gatineau	2013-01-15
Association des archivistes du Québec	Congrès annuel	670,00 \$	2	Montebello	2013-06-05
Centre local de développement de Papineau	Forum culturel Papineau	130,46 \$	1	St-André-Avellin	2013-04-12

Nom fournisseur	Activité	Coût	Nombre de participants	Lieu	Date
Région administrative - Saguenay - Lac-St-Jean					
Alliance bois SLSJ inc.	Activité d'Alliance bois SLSJ	300,00 \$	2	Alma	2013-05-03
Association des CLD du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Aspect légal et fiscal d'un transfert d'entreprise	21,75 \$	1	Alma	2014-02-26
Centre local de développement de la Ville de Saguenay	Conférence Geoff Molson	21,74 \$	1	Chicoutimi	2013-11-18
Chambre de Commerce du Saguenay	Conférence : Arianne phosphate	110,00 \$	2	Chicoutimi	2014-02-25
Éole Québec	Colloque annuel Éole-Québec	195,00 \$	1	Chicoutimi	2013-08-27
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Atelier de leadership - Être un leader Coach ! C'est possible	115,00 \$	1	Jonquière	2013-10-17
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Forum de la fonction publique régionale "Un apport dynamique à la région"	520,00 \$	7	Jonquière	2014-01-30
Centre de Services Partagés du Québec (CSPQ)	Perfectionnement en français écrit	740,00 \$	2	Jonquière	2013-09-17
Centre local de développement de la Ville de Saguenay	Rendez-vous régional de l'entrepreneuriat	208,75 \$	4	Jonquière	2013-11-18
Chambre de Commerce du Saguenay	Conférence : Ressources naturelles et développement économique de nos régions	135,00 \$	3	Jonquière	2013-05-07
Chambre de Commerce du Saguenay	Implication et gens d'affaires...une affaire de génération	17,40 \$	2	Jonquière	2013-11-20
Réseau Trans-Al inc.	Conférence Potentiel de l'aluminium dans l'industrie éolienne	130,47 \$	1	Jonquière	2013-08-27
Société d'aide au développement Collectivité de Baie-des-Chaleurs	Colloque de gestion des ressources humaines	457,69 \$	3	Jonquière	2013-05-02
Chambre de Commerce et d'Industrie de St-Félicien	Conférence avec Robert Dufresne, directeur de l'usine Produits forestiers Résolu	25,00 \$	1	Saint-Félicien	2013-09-19
Extérieur du Québec					
Biotechnology Industry Organization	BIO International Convention 2013	1 356,76 \$	1	Chicago	2013-04-22
Queen's University	Queen's Institute on Trade Policy	3 500,00 \$	2	Kingston	2013-10-20
CPA - Ordre des comptables professionnels agréés Qc	Public Sector and Not-for-Profit Financial	1 990,00 \$	2	Ottawa	2013-10-23
OPC Événements	Sommet de l'aérospatiale canadienne	90,00 \$	1	Ottawa	2013-10-16
World Stem Cell Summit	Sommet international autour des cellules souches	945,57 \$	1	San Diego	2013-12-04
* Programme d'aide à la poursuite des études					

Q-20 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2013-2014.

Les tableaux qui suivent présentent divers renseignements, dont les taux de rendement relatifs aux émissions de bons du Trésor et de titres à long terme du gouvernement du Québec en 2013-2014.

TABLEAU A

**Gouvernement du Québec
Émissions de bons du Trésor en 2013-2014**

Date de l'adjudication	Montant (millions de \$)	Durée (en jours)	Taux de rendement (annualisé)
2013-04-04	175	91	1,001%
2013-04-11	175	91	1,001%
2013-04-11	75	182	1,075%
2013-04-18	175	91	1,001%
2013-04-25	50	364	1,117%
2013-04-25	175	91	1,017%
2013-05-02	175	91	1,021%
2013-05-09	175	91	1,021%
2013-05-16	175	91	1,021%
2013-05-16	75	182	1,085%
2013-05-23	175	91	1,021%
2013-05-23	50	364	1,140%
2013-05-30	175	91	1,025%
2013-06-06	175	91	1,046%
2013-06-13	75	182	1,117%
2013-06-13	175	91	1,050%
2013-06-20	175	91	1,062%
2013-06-20	50	364	1,190%
2013-06-27	175	91	1,062%
2013-07-04	175	91	1,066%
2013-07-11	175	91	1,062%
2013-07-11	75	182	1,107%
2013-07-18	175	91	1,058%
2013-07-25	50	364	1,180%
2013-07-25	175	91	1,058%
2013-08-01	175	91	1,054%
2013-08-08	175	91	1,050%
2013-08-15	75	182	1,103%
2013-08-15	175	91	1,050%
2013-08-22	175	91	1,042%
2013-08-22	50	364	1,195%
2013-08-29	175	91	1,042%
2013-09-05	175	91	1,038%
2013-09-12	175	91	1,025%
2013-09-12	75	182	1,077%
2013-09-19	175	91	1,013%
2013-09-26	50	364	1,149%
2013-09-26	175	91	1,001%
2013-10-03	175	91	0,985%
2013-10-10	175	91	0,949%
2013-10-10	75	182	1,010%
2013-10-17	175	91	0,941%
2013-10-24	175	91	0,921%
2013-10-24	50	364	1,069%
2013-10-31	175	91	0,925%
2013-11-07	175	91	0,937%
2013-11-14	175	91	0,945%
2013-11-14	75	182	0,990%
2013-11-21	50	364	1,085%
2013-11-21	175	91	0,969%
2013-11-28	175	91	0,973%
2013-12-05	175	91	0,985%
2013-12-12	175	91	0,997%
2013-12-12	75	182	1,030%
2013-12-19	50	364	1,080%
2013-12-19	175	91	0,985%

Q-20 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2013-2014 (suite)

2013-12-27	175	91	1,001%
2014-01-03	175	91	0,989%
2014-01-09	75	182	1,020%
2014-01-09	175	91	0,985%
2014-01-16	175	90	0,980%
2014-01-23	50	364	1,041%
2014-01-23	175	91	0,969%
2014-01-30	175	91	0,969%
2014-02-06	175	91	0,973%
2014-02-13	75	182	1,004%
2014-02-13	175	91	0,969%
2014-02-20	50	364	1,035%
2014-02-20	175	91	0,961%
2014-02-27	175	91	0,957%
2014-03-06	175	91	0,953%
2014-03-13	75	182	0,992%
2014-03-13	175	91	0,953%
2014-03-20	175	91	0,953%
2014-03-27	50	364	1,043%
2014-03-27	175	91	0,957%
2014-04-03	175	91	0,961%
2014-04-10	75	182	1,000%
2014-04-10	175	91	0,957%
2014-04-17	175	92	0,954%
2014-04-24	50	364	1,069%
2014-04-24	175	91	0,961%
2014-05-01	175	91	0,965%
2014-05-08	175	91	0,965%
2014-05-15	75	182	1,002%
2014-05-15	175	91	0,965%
2014-05-22	50	364	1,060%
2014-05-22	175	91	0,965%
2014-05-29	175	91	0,965%
2014-06-05	175	91	0,965%
2014-06-12	75	182	1,008%
2014-06-12	175	91	0,965%

Q-20 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2013-2014 (suite)

TABLEAU B

Gouvernement du Québec
Emprunts réalisés en 2013-2014^P pour le fonds général

Montant encaissé en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(en %)			(en \$)	(en %)
303	—	4,50	19 avril	2017-12-01	112,199	1,739
1 052 ⁽⁴⁾	—	Variable ⁽⁵⁾	23 avril	2016-10-23	100,000	Variable
358 ⁽⁴⁾	—	Variable ⁽⁵⁾	26 avril	2016-10-23	100,000	Variable
463	—	3,50	30 avril	2045-12-01	98,353	3,586
497	—	3,50	3 mai	2045-12-01	99,420	3,530
481	—	3,50	7 juin	2045-12-01	96,109	3,707
88 ⁽⁴⁾	65 euros	2,644 ⁽⁶⁾	17 juin	2033-06-17	100,000	2,644 ⁽⁷⁾
556	—	4,50	17 juin	2018-12-01	111,203	2,303
607	—	5,00	19 juin	2041-12-01	121,390	3,768
460	—	3,50	5 juillet	2045-12-01	91,984	3,940
1 358	1 000 euros	2,25 ⁽⁶⁾	17 juillet	2023-07-17	99,514	2,305 ⁽⁷⁾
386	—	3,50	4 septembre	2045-12-01	87,245	4,228
502	—	3,75	13 janvier	2024-09-01	100,337	3,711
347	—	3,50	14 janvier	2045-12-01	87,872	4,193
1 485	1 000 euros	2,375 ⁽⁶⁾	22 janvier	2024-01-22	99,045	2,484 ⁽⁷⁾
244	200 FS	1,50 ⁽⁶⁾	5 février	2024-02-05	99,426	1,563 ⁽⁷⁾
454	—	3,50	10 février	2045-12-01	90,758	4,017
558 ⁽⁸⁾	—	Divers	Diverses	Diverses	Divers	Divers
1 003 ⁽⁹⁾	—	Zéro coupon	Diverses	Diverses	Divers	Divers

11 202

P : Résultats préliminaires.
(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement, à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement, à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.
(4) Emprunts privés.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.
(6) Les intérêts sont payables annuellement.
(7) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables annuellement.
(8) Produits d'épargne émis par Épargne Placements Québec.
(9) Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises.

Q-20 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2013-2014 (suite)

TABLEAU C

Gouvernement du Québec
Emprunts réalisés en 2013-2014^P pour le Fonds de financement

Montant encaissé en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(en %)			(en \$)	(en %)
258	—	4,50	19 avril	2017-12-01	112,199	1,739
29	—	3,50	30 avril	2045-12-01	98,353	3,586
512	—	3,00	7 mai	2023-09-01	102,466	2,724
506	—	3,00	21 mai	2023-09-01	101,121	2,873
499	—	3,00	3 juin	2023-09-01	99,892	3,012
494	—	3,00	21 juin	2023-09-01	98,844	3,133
480	—	3,00	12 août	2023-09-01	96,071	3,466
50	—	3,50	4 septembre	2045-12-01	87,245	4,228
471	—	3,00	25 septembre	2023-09-01	94,128	3,712
500	—	3,75	18 décembre	2024-09-01	99,926	3,758
499	—	3,75	18 décembre	2024-09-01	99,751	3,778
2 994 ⁽⁴⁾	—	Variable ⁽⁵⁾	19 décembre	2018-12-19	100,000	Variable
92	—	3,50	14 janvier	2045-12-01	87,872	4,193
7 384						

P : Résultats préliminaires.
(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement, à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunts privés.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.

Q-20 Liste des rendements quotidiens, incluant les pertes et les gains, pour les activités courantes de front office, incluant les activités de couverture de taux de change, de gestion des taux d'intérêt par les produits dérivés, le financement municipal et octroyé, le financement sur les marchés canadiens et sur les marchés internationaux, et finalement les activités de gestion de liquidité reliées aux fonds d'amortissement, pour l'année 2013-2014 (suite)

TABLEAU D

**Gouvernement du Québec
Emprunts réalisés en 2013-2014^P par Financement-Québec**

Montant encaissé en dollars canadiens ⁽¹⁾	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt ⁽²⁾	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'investisseur	Rendement à l'investisseur ⁽³⁾
(en millions)		(en %)			(en \$)	(en %)
1 000 ⁽⁴⁾	—	Variable ⁽⁵⁾	29 octobre	2019-05-29	100,000	Variable
1 000						

P : Résultats préliminaires.
(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de leur valeur à la date de réalisation.
(2) Les intérêts sont payables semestriellement, à moins qu'une note n'indique une autre fréquence.
(3) Le rendement à l'investisseur est établi sur la base d'intérêts payables semestriellement.
(4) Emprunts privés.
(5) Les intérêts sont payables trimestriellement.

Q-21 Pour le gouvernement, évolution du coût d'emprunt moyen pondéré depuis 2000, ventilé par catégorie de dette.

ÉVOLUTION DU COÛT MOYEN PONDÉRÉ DES NOUVEAUX EMPRUNTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
(en pourcentage)

	Coût moyen pondéré des nouveaux emprunts
1999-2000	7,2
2000-2001	6,2
2001-2002	5,5
2002-2003	4,7
2003-2004	4,6
2004-2005	4,4
2005-2006	4,4
2006-2007	4,4
2007-2008	4,8
2008-2009	4,2
2009-2010	4,6
2010-2011	4,4
2011-2012	4,0
2012-2013	3,6
2013-2014	2,9

Q-22 Ventilation par ministère et organisme du 1,1 milliard de dépassement de dépenses identifié en août 2012 et rendu publique en octobre 2012.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

Q-23 Ventilation par ministères, organismes et fonds spéciaux des « écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013 » de 829 millions en 2013-2014 et de 1 625 millions en 2014-2015 tel que présenté à la page A-19 du budget 2013-2014.

- Cette question est basée sur de l'information présentée dans le budget 2013-2014 de novembre 2012.
- Cet écart est global et reflète des pressions sur l'ensemble des dépenses.
 - o Ainsi, il n'est pas possible de ventiler par ministères, organismes et fonds spéciaux les écarts par rapport aux objectifs de dépenses du budget 2012-2013.

**Q-24 Détail des plans pour respecter les objectifs en 2013-2014 et 2014-2015
pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux.**

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.</i>

Q-25 Répartition des 200 millions de réduction des dépenses pour chacun des organismes et fonds spéciaux en 2013-2014 pour :

- **Organismes et fonds spéciaux subventionnés (100 M\$);**
- **Organismes et fonds spéciaux essentiellement financés par des revenus autonomes.**

<i>La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.</i>

Q-26 Copie des études d'impacts, note interne ou analyse du ministère pour les mesures suivantes :

- Hausse des taxes spécifique sur le tabac;
- Hausse des taxes spécifique sur les boissons alcoolisées;
- Hausse de la contribution des institutions financières;
- Hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000\$;
- Hausse des charges de l'État imputable au régime de retraite des employés de l'État;
- Modulation des frais de garderies en fonction des revenus des particuliers;
- Hausse des tarifs d'Hydro-Québec de 4,3 %;
- Hausse des tarifs des garderies passant de 7 à 9 \$;
- Privatisation de la Société des alcools du Québec (SAQ);
- Privatisation d'Hydro-Québec;
- Hausse des taxes scolaires de 2013-2014;
- Hausse des taxes scolaires 2014-2015 et 2015-2016.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-27 Liste et copie de toutes les études ou analyses produites en 2011, 2012 et 2013 ainsi que les coûts totaux associés à chacune de ces études.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-28 Liste détaillée des revendications financières particulières non réglées du Québec envers le gouvernement fédéral.

Veillez référer à la réponse de la question 2 de l'Opposition officielle.

Q-29 Étude, rapport, analyse ou mesure d'efficacité pour le programme d'aide aux régions ressources depuis son implantation. Précisez :

- les objectifs et critères d'évaluation;
- les coûts annuels réels de chacune des mesures fiscales de la stratégie des régions ressources par région;
- les résultats économiques de chaque région;
- toute autre mesure de performance.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-3 Sommes dépensées en 2013-2014 (et prévisions pour 2014-2015) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Dépenses 2013-14 au 31 mars 2014 (excluant la rémunération) : 6 914 392 \$

Frais d'opérations : 13 736 \$
Réunion, frais déplacement, formation, carburant, etc.

Acquisitions d'équipement et matériels 2 367 547 \$
Imprimantes, disques durs, renouvellement de licences, etc.

Services professionnels et techniques : 4 533 109 \$

- Internes :
 - CSPQ : 1 808 486 \$
- Externes : 2 724 623 \$
Fournisseurs (liens réseau et internet, services soutien aux licences, etc.) et consultants en informatique

Q-30 Pour chacune des dépenses fiscales aux individus pour l'année 2009 à 2014, indiquez le nombre de contribuables ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allégement fiscal.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-31 Pour chacune des dépenses fiscales aux entreprises pour l'année 2009 à 2014, indiquez le nombre de sociétés ou de déclarations qui ont bénéficié de cet allégement fiscal.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-32 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les revenus du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année).

<i>Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.</i>

Q-33 Pour le gouvernement, quelle est la dépense fiscale prévue dans le budget 2012-2013 et 2013-2014 et la dépense fiscale réelle au 31 mars 2012 et au 31 mars 2013 de chacune des mesures ayant un impact sur les dépenses du budget 2012-2013 et 2013-2014 (prévisions budgétaires vs coût observés en fin d'année).

IMPACT FINANCIER DES MESURES DES BUDGETS 2012-2013 ET 2013-2014 SUR LES DÉPENSES
Mesures affectant les dépenses
(en millions de dollars)

	Prévu			Réelle
	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2012-2013
Budget 2012-2013				
• Bonification du programme Alternative jeunesse	-2,0	-4,0	-4,0	-2,0
• Plan d'action Vieillir chez soi	-7,4	-10,5	-15,7	-7,4
• Assurer un revenu de retraite adéquat pour tous	-2,5	-2,5	-4,0	0,0
• Investissement de 330 M\$ dans la construction et l'adaptation de logements	-0,2	-11,2	-1,7	-2,0
• Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA)	-3,7	-4,1	-4,5	-3,7
• Soutenir les centres communautaires de loisirs	-1,0	-1,5	-2,0	-1,0
• Financement additionnel aux organismes communautaires Famille et aux haltes-garderies communautaires	-2,0	-2,0	-3,0	-2,0
• Service de surveillance pour les jeunes handicapés âgés de 12 à 21 ans	-0,3	-0,7	-0,9	-0,3
Budget 2013-2014				
• Ajout de 15 000 nouvelles places de garde à contribution réduite	—	—	-10,0	—
• Construction de 3 000 logements sociaux et communautaires	—	—	—	—

Q-34 Au niveau des transferts fédéraux, la ventilation des montants qui composent la rubrique « autres programmes » inscrite au plan budgétaire 2013-2014.

DÉTAIL DE LA RUBRIQUE « AUTRES PROGRAMMES » DES REVENUS DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX DU FONDS GÉNÉRAL
(en millions de dollars)

	2013-2014 ^P
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	320,0
Intégration des immigrants	320,0
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	75,5
Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	29,6
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45,9
SÉCURITÉ PUBLIQUE	4,8
Aide financière – catastrophes	4,8
FINANCES	-305,5
Transfert fiscal au titre de l'ancien programme d'allocations aux jeunes	-767,3
Bilinguisme	38,5
Programme canadien de prêts aux étudiants	294,2
Droit à l'exportation du bois d'œuvre	11,0
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54,7
Subside basé sur la population	5,7
Compensation fédérale à l'égard de l'élimination de la taxe sur le capital	36,7
Financement de base de Chantiers Canada	21,1
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	129,5
Enseignement aux enfants indiens	129,5
JUSTICE	26,9
Conseillers juridiques auprès des autochtones	0,5
Informations concernant les sentences	0,1
Enregistrement des actions en divorce	0,0
Aide juridique	26,2
Mesures québécoises de justice familiale	0,0
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	756,1
Entente relative au marché du travail (EDMT)	640,2
Entente Canada-Québec sur le marché du travail 2008-2014 (EMT)	116,0
TRANSPORTS	0,1
Entretien de chemins fédéraux	0,1
Autres programmes	1 007

P : Prév́ision du budget du Québec du 4 juin 2014

Q-35 Copie de toutes les études et analyses produites en 2011, 2012 et 2013 par le ministère des Finances et de l'Économie portant sur la comparaison de la fiscalité applicable aux sociétés minières.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-36 Copie de toutes les études, analyses ou rapports sur l'impact de la consommation et le poids du fardeau fiscal sur l'économie.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-37 Copie de toutes les études, analyses ou rapports sur l'impact des mesures fiscales sur les entreprises et les individus.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-38 Évolution détaillée depuis 2003-2004 de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum.

REVENUS CONSOLIDÉS ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE

(en millions de dollars)

	2003-04	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU						
REVENUS AUTONOMES ⁽¹⁾						
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS						
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	15 207	15 736	15 806	17 781	17 887	17 103
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	4 649	4 874	5 047	5 053	5 404	5 631
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS						
- Impôt sur le revenu ⁽²⁾	1 659	2 007	2 276	2 479	2 657	2 246
- Taxe sur le capital ⁽²⁾	1 252	1 335	1 398	1 223	1 085	831
- Taxe sur les services publics (TSP)	414	321	434	391	372	366
- Taxe sur primes d'assurance	334	323	383	373	369	356
- Taxe compensatoire ⁽³⁾	87	88	100	105	106	117
- Sous-total aux impôts des sociétés	3 746	4 074	4 591	4 571	4 589	3 916
SOUS-TOTAL	23 602	24 685	25 444	27 405	27 880	26 650
TAXES À LA CONSOMMATION						
VENTES AU DETAIL						
TABAC	8 592	9 100	9 445	9 687	10 011	10 472
BOISSONS ALCOOLIQUES	889	901	752	678	647	594
CARBURANTS	409	403	415	422	421	430
AUTRES	0	0	0	0	0	0
SOUS-TOTAL	15	17	16	16	17	17
SOUS-TOTAL	9 905	10 421	10 628	10 803	11 096	11 513
DROITS ET PERMIS						
RESSOURCES NATURELLES						
- Ressources forestières	25	130	79	5	3	0
- Ressources minières	14	27	53	52	60	6
- Ressources hydrauliques	69	81	78	79	23	3
- Sous-total, ressources naturelles	108	238	210	136	86	9
AUTRES	243	247	242	219	237	243
SOUS-TOTAL	351	485	452	355	323	252
REVENUS DIVERS						
VENTES DE BIENS ET SERVICES						
INTÉRÊTS	388	363	366	385	390	428
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS	317	355	462	541	562	635
SOUS-TOTAL	471	442	485	479	605	661
SOUS-TOTAL	1 176	1 160	1 313	1 405	1 557	1 724
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES						
DU GOUVERNEMENT						
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	571	546	657	710	761	806
LOTO-QUÉBEC	1 393	1 511	1 537	1 391	1 360	1 375
HYDRO-QUÉBEC	2 049	2 140	2 323	4 043	2 926	3 098
AUTRES	-198	149	37	72	-22	-266
SOUS-TOTAL	3 815	4 346	4 554	6 216	5 025	5 013
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	38 849	41 097	42 391	46 184	45 881	45 152
TRANSFERTS FÉDÉRAUX						
PÉRÉQUATION	4 065	5 221	4 798	5 539	7 160	8 028
PAIEMENT DE PROTECTION						
TRANSFERTS POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX	4 330					
TRANSFERTS POUR LA SANTÉ		2 422	3 185	3 649	3 925	3 740
TRANSFERT POUR L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE ET AUTRES PROGRAMMES SOCIAUX		926	1 034	1 070	1 516	
AUTRES PROGRAMMES	975	660	952	757	1 028	1 267
COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA VENTE DU QUÉBEC (TVQ) À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)						988
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DE LA COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA TVQ À LA TPS						
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DES TRANSFERTS POUR LA SANTÉ						
TOTAL DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	9 370	9 229	9 969	11 015	13 629	14 023
TOTAL DES REVENUS AU FONDS GÉNÉRAL	48 219	50 326	52 360	57 199	59 510	59 175
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES, FONDS SPÉCIAUX						
ET RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION						
FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	5 476	5 575	6 112	6 221	7 134	7 015
FONDS SPÉCIAUX	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
FONDS DES GÉNÉRATIONS	n.d.	n.d.	n.d.	584	449	587
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	670	598	1 065	809	983	966
TRANSFERTS LIÉS AU RÉGIME FISCAL	3 183	3 705	4 226	4 796	5 050	5 484
AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
SOUS-TOTAL	9 329	9 878	11 403	12 410	13 616	14 052
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	57 548	60 204	63 763	69 609	73 126	73 227

P : Prévisions du Budget 2014-2015 du 4 juin 2014.

- (1) Les données ont été redressées afin de refléter la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) , et le Fonds relatif à l'adminstration fiscale (FRAF, ainsi que la comptabilisation de la provision pour créances douteuses (PCD) à l'encontre des revenus budgétaires.
- (2) Après répartition des crédits d'impôt à l'encontre des revenus d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital.
- (3) Depuis le 1^{er} juillet 1992, les institutions financières présentes au Québec sont assujetties à une taxe compensatoire.

Q-38 Évolution détaillée depuis 2003-2004 de chaque source de revenus qui compose les revenus autonomes du gouvernement en détaillant chacune des sources au maximum.

REVENUS CONSOLIDÉS ÉVOLUTION DES REVENUS PAR SOURCE

(en millions de dollars)	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14 ^P	2014-15 ^P
FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU						
REVENUS AUTONOMES ⁽¹⁾						
IMPÔTS SUR LES REVENUS ET LES BIENS						
IMPÔT SUR LE REVENU DES PARTICULIERS	16 459	17 913	18 980	18 753	19 163	20 120
COTISATIONS AU FONDS DES SERVICES DE SANTÉ	5 797	5 974	6 246	6 597	6 765	6 958
IMPÔTS DES SOCIÉTÉS						
- Impôt sur le revenu ⁽²⁾	2 117	2 484	2 825	2 807	n.d.	n.d.
- Taxe sur le capital ⁽²⁾	607	297	99	73	n.d.	n.d.
- Taxe sur les services publics (TSP)	373	344	332	323	n.d.	n.d.
- Taxe sur primes d'assurance	390	398	410	427	n.d.	n.d.
- Taxe compensatoire ⁽³⁾	114	116	228	289	n.d.	n.d.
- Sous-total aux impôts des sociétés	3 601	3 639	3 894	3 919	3 163	3 420
SOUS-TOTAL	25 857	27 526	29 120	29 269	29 091	30 498
TAXES À LA CONSOMMATION						
VENTES AU DETAIL						
TABAC	10 473	11 468	13 159	14 287	15 027	15 552
BOISSONS ALCOOLIQUES	664	764	802	795	905	977
CARBURANTS	433	446	440	480	552	498
AUTRES	0	0	0	0	0	0
SOUS-TOTAL	16	-9	18	21	17	18
SOUS-TOTAL	11 586	12 669	14 419	15 583	16 501	17 045
DROITS ET PERMIS						
RESSOURCES NATURELLES						
- Ressources forestières	3	3	3	6	6	27
- Ressources minières	97	304	333	187	31	129
- Ressources hydrauliques	5	3	4	6	4	3
- Sous-total, ressources naturelles	105	310	340	199	41	159
AUTRES	249	275	263	252	266	278
SOUS-TOTAL	354	585	603	451	307	437
REVENUS DIVERS						
VENTES DE BIENS ET SERVICES						
INTÉRÊTS	448	438	366	369	392	388
AMENDES, CONFISCATIONS ET RECOUVREMENTS	387	438	455	488	392	493
SOUS-TOTAL	619	731	560	591	678	716
SOUS-TOTAL	1 454	1 607	1 381	1 448	1 462	1 597
REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES						
DU GOUVERNEMENT						
SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC	867	915	1 000	1 030	1 003	1 021
LOTO-QUÉBEC	1 252	1 247	1 196	1 194	1 055	1 065
HYDRO-QUÉBEC	2 943	2 478	2 549	919	3 345	2 979
AUTRES	-184	198	4	89	41	40
SOUS-TOTAL	4 878	4 838	4 749	3 232	5 444	5 105
TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	44 129	47 225	50 272	49 983	52 805	54 682
TRANSFERTS FÉDÉRAUX						
PÉRÉQUATION	8 355	8 552	7 815	7 391	7 833	9 286
PAIEMENT DE PROTECTION			369	362		
TRANSFERTS POUR LES PROGRAMMES SOCIAUX						
TRANSFERTS POUR LA SANTÉ	4 148	4 309	4 511	4 792	5 290	5 262
TRANSFERT POUR L'ENSEIGNEMENT POST-SECONDAIRE ET AUTRES PROGRAMMES SOCIAUX	1 461	1 455	1 488	1 486	1 534	1 585
AUTRES PROGRAMMES	1 197	1 109	1 060	943	1 007	988
COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA VENTE DU QUÉBEC (TVQ)				733	1 467	
À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (TPS)						
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DE LA COMPENSATION POUR L'HARMONISATION DE LA TVQ À LA TPS					-430	
AFFECTATION AU FINESSS D'UNE PARTIE DES TRANSFERTS POUR LA SANTÉ						-430
TOTAL DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA	15 161	15 425	15 243	15 707	16 701	16 691
TOTAL DES REVENUS AU FONDS GÉNÉRAL	59 290	62 650	65 515	65 690	69 506	71 373
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES, FONDS SPÉCIAUX ET RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION						
FONDS SPÉCIAUX ET ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES						
FONDS SPÉCIAUX	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES	6 831	7 310	8 301	8 749	9 915	10 603
RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION	17 271	17 082	17 960	18 600	19 504	19 675
FONDS DES GÉNÉRATIONS	33 664	34 560	35 836	37 665	38 736	39 768
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES	725	760	840	961	1 121	1 301
TRANSFERTS LIÉS AU RÉGIME FISCAL	1 152	1 616	1 477	1 098	1 144	1 144
AJUSTEMENTS DE CONSOLIDATION	5 878	6 096	6 013	6 014	6 328	6 678
SOUS-TOTAL	-46 207	-47 211	-49 532	-50 780	-52 587	-54 145
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	19 314	20 213	20 895	22 307	24 161	25 024
TOTAL DES REVENUS CONSOLIDÉS	78 604	82 863	86 410	87 997	93 667	96 397

P : Prévisions du Budget 2014-2015 du 4 juin 2014.

- (1) Les données ont été redressées afin de refléter la création du Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) , et le Fonds relatif à l'administration fiscale (FRAF, ainsi que la comptabilisation de la provision pour créances douteuses (PCD) à l'encontre des revenus budgétaires.
- (2) Après répartition des crédits d'impôt à l'encontre des revenus d'impôt sur le revenu et de la taxe sur le capital.
- (3) Depuis le 1^{er} juillet 1992, les institutions financières présentes au Québec sont assujetties à une taxe compensatoire.

Q-39 Coût des mesures fiscales pour les régions ressources pour l'année 2012-2013 et prévision pour 2014-2015. Détailler le coût pour chacune des mesures comprises dans la stratégie des régions ressources, nombre d'entreprises s'étant prévaluées de la mesure et coût fiscal de la mesure. Déclinaison par région.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-4 Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2013-2014, en indiquant pour chacun :

- son mandat ;
- la liste des membres ;
- le budget dépensé ;
- le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres ;
- les résultats atteints.

<i>Veillez référer à la réponse de la question 41 des Renseignements généraux.</i>
--

Q-40 Taux d'emprunt des émissions de dette depuis 2009. Écart entre les taux d'emprunt du Québec et des provinces canadiennes et des États du nord-est des États-Unis (New York, New Hampshire, Vermont, Massachussetts et Maine). Prévisions utilisées sur les taux d'emprunt pour les 5 prochaines années.

Veillez référer à la réponse de la question 8 de l'Opposition officielle.

Q-41 L'ensemble des sommes prélevées par le gouvernement du Québec auprès des sociétés minières, incluant les prélèvements fiscaux et les droits miniers (ventilation par source de revenu : permis, redevances, taxes, impôts, etc.) pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.

Veillez référer à la réponse de la question 9 de l'Opposition officielle.

Q-42 Quelle est la dépense fiscale totale et la dépense budgétaire totale (en incluant les dépenses d’investissement) du gouvernement, relatives à l’industrie minière pour chacune des 5 dernières années. Spécifier le nombre de minière pour chacune des catégories.

- Une mesure fiscale s’adresse spécifiquement aux sociétés minières, soit le crédit d’impôt relatif aux ressources. Il s’agit d’une aide fiscale qui permet d’appuyer les travaux d’exploration minière.
- Par ailleurs, les particuliers investisseurs peuvent bénéficier du régime d’actions accréditatives. Cette mesure vise à favoriser le financement des entreprises minières. Elle est disponible dans toutes les juridictions canadiennes et ne s’adresse pas aux entreprises, mais bien aux investisseurs.
- Le tableau suivant présente la dépense fiscale relative au secteur minier de 2008 à 2013.

DÉPENSE FISCALE RELATIVE À L’INDUSTRIE MINIÈRE

	2008	2009	2010	2011 ^P	2012 ^E	2013 ^E
Aide directe aux entreprises minières (impôt des sociétés)						
– Crédit d’impôt relatif aux ressources (M\$)	146	103	115	140	130	130
– Nombre d’entreprise bénéficiaire	241	216	196	232	N.D.	N.D.
Aide aux investisseurs (impôt des particuliers)						
– Actions accréditatives (baisse d’impôt) (M\$)	27	21	43	49	44	40
Total (M\$)	173	124	158	189	174	170

P : Prévission.
E : Estimation.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE

- Le tableau suivant présente la dépense budgétaire relative au secteur minier selon les différentes éditions de la publication Comptes publics.

DÉPENSE BUDGÉTAIRE RELATIVE À L’INDUSTRIE MINIÈRE
(en millions de dollars)

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011-	2011-2012	2012-2013
Aide à l’exploration minérale	2,4	0,1	0,5	1,1	1,1	0,7
Assistance à l’industrie minérale	1,4	2,0	2,0	1,5	0,2	—
Fonds du patrimoine minier ⁽¹⁾	—	8,0	6,9	12,6	12,8	N.D.
Total	3,8	10,1	9,4	15,2	14,1	0,7

(1) Fonds des ressources naturelles – volet patrimoine minier à partir de 2011-2012.
Source : Comptes publics du Québec.

Q-43 Le total des profits avant impôt déclarés par les sociétés minières au Québec pour chacune des 5 dernières années en spécifiant le nombre de minière par année.

Veillez référer à la réponse de la question 11 de l'Opposition officielle.

Q-44 Élasticité observée entre les revenus autonomes et le PIB nominal pour chacune des 10 dernières années.

Veillez référer à la réponse de la question 12 de l'Opposition officielle.

Q-45 Quel est l'impact financier net pour le gouvernement de la règle des 15 ans dans le domaine pharmaceutique et quel est l'impact des mesures proposées dans le budget 2013-2014?

- La mise en place de la règle des 15 ans, en 1994, a favorisé l'essor de l'industrie des sciences de la vie au Québec.
 - La règle des 15 ans autorisait le remboursement d'un médicament innovateur par l'entremise du Régime public d'assurance médicaments du Québec pour une période de 15 ans, et ce, même si un médicament générique équivalent et moins cher était disponible.
 - Cette mesure a favorisé une augmentation significative des dépenses de R-D au Québec et, en conséquence, la création de plusieurs emplois à fort contenu scientifique et offrant de bons salaires.
- Avec la révision par l'industrie biopharmaceutique de son modèle d'affaires, la règle des 15 ans ne produisait plus les retombées attendues à l'égard des activités de recherche au Québec.
- En conséquence, le gouvernement du Québec a annoncé l'abolition de la règle des 15 ans dans le budget 2013-2014.
 - En 2012-2013, son coût était évalué à 174 M\$.
- Cette abolition va de pair avec les nouvelles mesures de soutien mises en place afin de mieux répondre au modèle d'affaires des entreprises biopharmaceutiques et de s'assurer que l'aide publique sert vraiment à soutenir la recherche réalisée au Québec.

Q-46 Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des entreprises au Québec produites en 2012-2013 et en 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

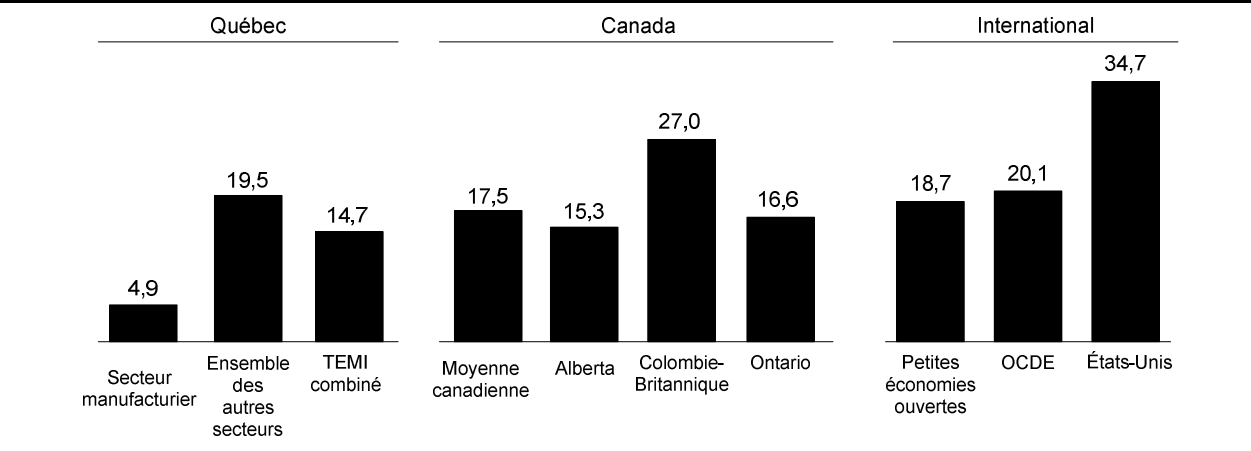
Q-47 Copie de toutes les analyses ou études portant sur la fiscalité des individus en 2012-2013 et en 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-48 Comparaison du TEMI (taux effectif marginal d'imposition) du Québec, du Canada, des autres provinces canadiennes et des États-Unis.

- En 2014, les entreprises du Québec bénéficieront d'un taux effectif marginal d'imposition sur l'investissement (TEMI) qui sera l'un des plus faibles au Canada et qui se comparera avantageusement au niveau international.
 - Le TEMI du Québec sera globalement de 14,7 % en 2014, tandis qu'il s'élèvera en moyenne au Canada à 17,5 % et à 34,7 % aux États-Unis.

COMPARAISON DES TAUX EFFECTIFS MARGINAUX D'IMPOSITION SUR L'INVESTISSEMENT (TEMI) – 2014
(en pourcentage)



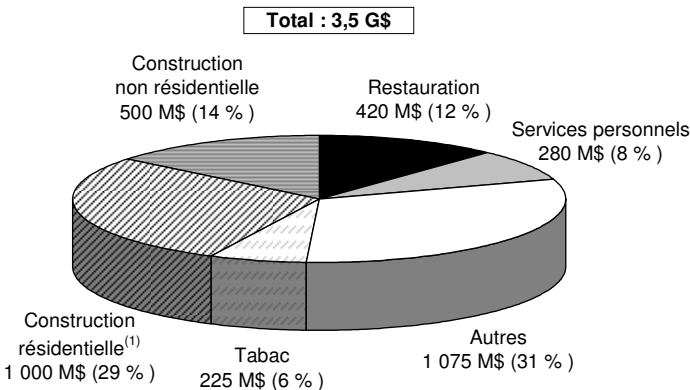
Q-49 Évaluation des pertes fiscales de l’État reliées à la contrebande de tabac, au milieu de la restauration et à celui de la construction en 2010-2011. Évolution pour chaque année depuis 2003.

L’estimation des pertes fiscales ne se fait pas systématiquement à toutes les années, mais est effectuée plutôt ponctuellement selon les besoins. Ainsi, la dernière estimation détaillée a été réalisée en 2010 avec les données de l’année 2008.

Cette analyse a permis d’estimer les pertes fiscales à 3,5 milliards de dollars pour 2008¹. Les secteurs présentant les pertes fiscales les plus importantes sont :

- la construction résidentielle (29 %) et non résidentielle (14 %);
- la restauration (12 %);
- les produits du tabac (6 %).

Répartition des pertes fiscales par secteur en 2008

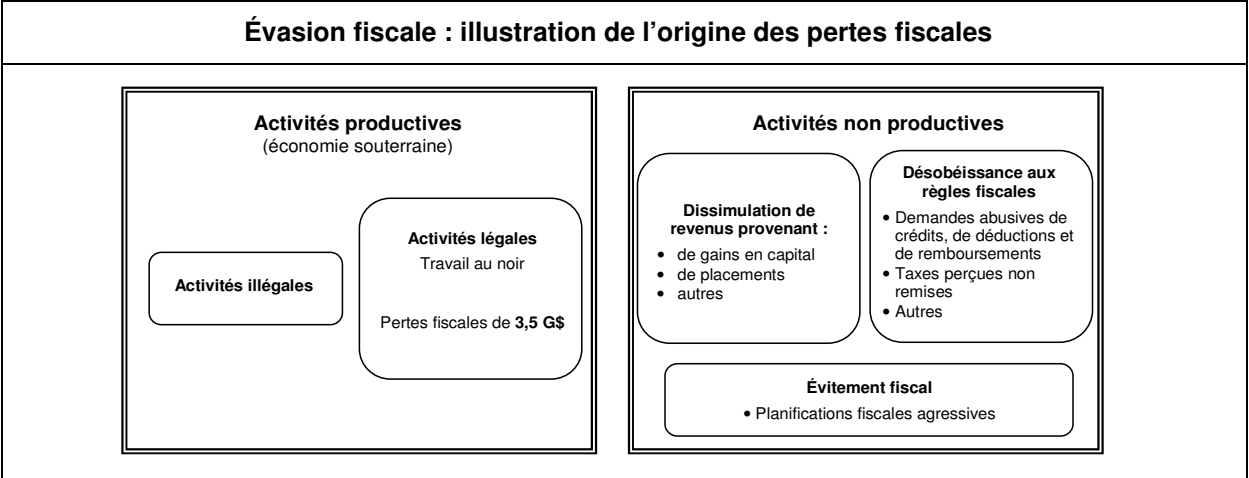


(1) Ce secteur comprend les activités de rénovation.
Sources : Revenu Québec, ministère des Finances du Québec et Statistique Canada.

L’estimation de 3,5 milliards de dollars ne tient pas compte de certaines activités non productives pour lesquelles il est difficile d’estimer les pertes pour le gouvernement :

- la dissimulation de revenus;
- la désobéissance aux règles fiscales (ex. : remboursement frauduleux de la taxe sur les intrants);
- l’évitement fiscal (ex. : planifications fiscales agressives).

Par ailleurs, certaines activités illégales, comme la prostitution ou la vente de drogue, occasionnent également des pertes pour le gouvernement qui sont aussi difficiles à estimer².



¹ Les montants estimatifs sont fondés sur l’année 2009 pour le secteur de la restauration et sur l’année 2010 pour les produits du tabac.
² En comparaison à certains pays de l’OCDE, le ratio canadien de l’économie de l’ombre par rapport à son produit intérieur brut se situe dans la moyenne et il est beaucoup moins élevé que certains pays d’Europe.

Q-5 **Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2013-2014 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents. Indiquez également les prévisions des départs à la retraite pour les cinq prochaines années.**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-50 Évaluation de l’effet de l’instauration de la taxe santé (contribution santé) sur l’activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014.

- Le ministère des Finances a rendu public dans le cadre du budget 2013-2014 une évaluation de la contribution santé dans la section A du Plan budgétaire aux pages A64 à A70, ainsi qu’à la section H du Plan budgétaire (Renseignements additionnels sur les mesures fiscales) aux pages H.4 à H.6.
 - Ces évaluations concernent l’impact de la nouvelle contribution santé sur le revenu disponible des ménages.

VARIATION DE LA CONTRIBUTION SANTÉ SELON LE TYPE DE MÉNAGE – 2013
(en dollars)

Revenu familial ⁽²⁾	Personne vivant seule			Couple ayant deux enfants ⁽¹⁾		
	Contribution santé actuelle	Nouvelle contribution santé progressive	Écart	Contribution santé actuelle	Nouvelle contribution santé progressive	Écart
14 000	—	—	0	—	—	0
18 000	200	—	–200	—	—	0
20 000	200	100	–100	—	—	0
25 000	200	100	–100	—	—	0
32 000	200	100	–100	400	—	–400
36 000	200	100	–100	400	—	–400
40 000	200	100	–100	400	200	–200
42 000	200	200	0	400	200	–200
50 000	200	200	0	400	200	–200
75 000	200	200	0	400	200	–200
80 000	200	200	0	400	200	–200
84 000	200	200	0	400	400	0
100 000	200	200	0	400	400	0
115 000	200	200	0	400	400	0
130 000	200	200	0	400	400	0
150 000	200	1 000	800	400	400	0
200 000	200	1 000	800	400	400	0
250 000	200	1 000	800	400	400	0
260 000	200	1 000	800	400	400	0
275 000	200	1 000	800	400	1 000	600
300 000	200	1 000	800	400	2 000	1 600
500 000	200	1 000	800	400	2 000	1 600

(1) Chaque conjoint gagne 50 % du revenu familial.
(2) Le revenu considéré est le revenu net, soit le revenu total (salaires et autres revenus) moins la déduction pour les travailleurs (1 100 \$) et les déductions pour cotisations à un REER ou à un RPA.

Q-51 Évaluation des hausses des taxes sur l’essence sur l’activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014.

Hausse de la taxe spécifique sur l’essence

Au budget 2010-2011, le gouvernement a annoncé une hausse graduelle de la taxe sur les carburants de 1 ¢ par litre par année de 2010 à 2013, au 1^{er} avril de chaque année, afin d’assurer le financement des infrastructures routières et de transport en commun pour prochaines les années.

- La taxe spécifique sur l’essence est passée de 15,2 ¢ le litre en 2010 à 19,2 ¢ en 2013.
- Pour le diesel, la taxe a progressé de 16,2 ¢ le litre à 20,2 ¢.

TAXE SUR LES CARBURANTS⁽¹⁾
(en cents par litre)

	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Essence	15,2	16,2	17,2	18,2	19,2
Diesel	16,2	17,2	18,2	19,2	20,2

(1) Applicable au 1^{er} avril de chaque année.

Depuis 2009-2010, les revenus de la taxe sur les carburants sont passés de 1 645 M\$ à 2 230 M\$ en 2013-2014 (prévision du budget 2014-2015).

REVENUS DE LA TAXE SUR LES CARBURANTS⁽¹⁾
(en millions de dollars)

	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13	2013-14
Total	1 645	1 822	1 966	2 050	2 230

(1) À compter de 2010-2011, les revenus de la taxe sur les carburants sont dédiés à la fois au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) et au fonds général. En 2013-2014, 2 213 M\$ sont prévus au FORT et 17 M\$ au fonds général.

La hausse des revenus s’explique notamment par la hausse des taux de la taxe entre 2010 et 2013 mais également par la croissance de la consommation de carburants.

Le prix de l’essence est davantage influencé par les variations du prix du pétrole que par les variations de la taxe spécifique sur l’essence

Plusieurs facteurs influencent le prix de l’essence. Parmi ceux-ci, l’évolution du prix du baril de pétrole est un des principaux facteurs déterminants. Depuis 2008, le prix du baril de pétrole a fortement fluctué.

- En particulier, le prix du baril de pétrole Brent est passé de 97,64 \$ US en 2008 à 61,86 \$ US en 2009, soit une baisse de 36,6 %. Par la suite, il a augmenté de 28,7 % à 79,64 \$ US en 2010, suite à la reprise économique.
- Le cours du pétrole s’est stabilisé depuis 2011 à environ 110 \$ US le baril.

PRIX DU BARIL DE PÉTROLE BRENT ET DU PRIX DE L’ESSENCE AU QUÉBEC
(en dollars américains et variation annuelle en pourcentage)

	BRENT		Prix de l’essence	
	\$ US	variation	cents par litre	variation
2008	97,64	34,3	118,4	12,2
2009	61,86	−36,6	96,4	−18,6
2010	79,64	28,7	106,0	10,0
2011	110,95	39,3	129,1	21,7
2012	111,96	0,9	134,1	3,9
2013	108,85	−2,8	134,6	0,3

Sources : Bloomberg et Régie de l’énergie du Québec.

Q-51 Évaluation des hausses des taxes sur l’essence sur l’activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014. (suite)

Impact du prix de l’essence sur l’activité économique du Québec

À l’instar des prix du baril de pétrole, le prix de l’essence a fortement fluctué au Québec depuis 2007.

- Au cours des dernières années, la valeur de la consommation d’essence a évolué de façon similaire au prix du pétrole.
- Par contre, le volume de la consommation d’essence, qui ne tient pas compte de la fluctuation des prix, est demeuré relativement stable.

Ainsi, peu importe les fluctuations de prix, les consommateurs québécois consomment chaque année un volume relativement stable d’essence.

- Les hausses de la taxe sur l’essence sont relativement faibles par rapport aux variations de prix du pétrole brut. Ainsi, l’effet de la hausse de la taxe sur l’essence sur l’activité économique est marginal.
- Par contre, la hausse des prix de l’essence réduit le pouvoir d’achat des ménages. Sur la base de la consommation annuelle au Québec en 2013, et pour hypothèse d’un revenu disponible constant, une hausse de 1 cent du prix de l’essence s’est traduite par une baisse de la consommation de 73 millions de dollar, soit 0,03 % de la consommation totale des ménages.

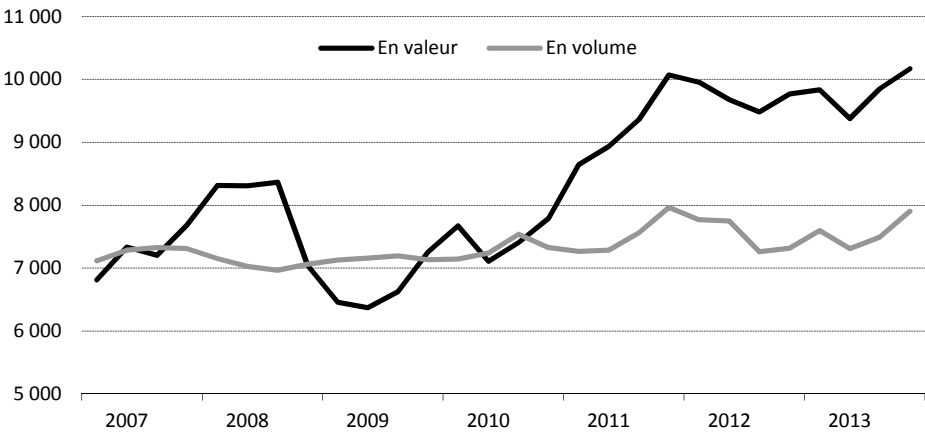
CONSOMMATION D’ESSENCE AU QUÉBEC
(en millions de dollars, variation en pourcentage)

	En valeur		En volume	
	\$ courants	variation	\$ de 2007	variation
2007	7 259	9,2	7 259	4,9
2008	8 007	10,3	7 050	−2,9
2009	6 675	−16,6	7 152	1,4
2010	7 495	12,3	7 311	2,2
2011	9 254	23,5	7 518	2,8
2012	9 720	5,0	7 522	0,1
2013	9 809	0,9	7 575	0,7

Source : Institut de la statistique du Québec.

Q-51 Évaluation des hausses des taxes sur l'essence sur l'activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014. (suite)

CONSOMMATION D'ESSENCE AU QUÉBEC
(en millions de dollars)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Q-52 Évaluation de l'effet de la hausse des taux d'imposition sur l'activité économique pour l'année 2013-2014.

- Le ministère des Finances a rendu public dans le cadre du budget 2013-2014, des analyses dans la section A du Plan budgétaire aux pages A71 à A74, ainsi qu'à la section H du Plan budgétaire (Renseignements additionnels sur les mesures fiscales) aux pages H.7 à H.13.
 - Ces analyses concernent la hausse de l'impôt de 1,75 point de pourcentage applicable à l'égard des revenus imposables de plus de 100 000 \$.

VARIATION DE L'IMPÔT ET DE LA CONTRIBUTION SANTÉ POUR UN COUPLE AYANT DEUX ENFANTS ET DEUX REVENUS⁽¹⁾ – 2013
(en dollars)

Revenu familial ⁽²⁾	Contribution santé actuelle	Nouveau régime		Sous-total	Écart
		Nouvelle contribution santé progressive	Hausse d'impôt de 1,75 point de %		
		(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (4) – (1)
25 000	—	—	—	0	0
36 000	400	—	—	0	–400
38 000	400	100	—	100	–300
40 000	400	200	—	200	–200
45 000	400	200	—	200	–200
50 000	400	200	—	200	–200
75 000	400	200	—	200	–200
80 000	400	200	—	200	–200
82 000	400	300	—	300	–100
84 000	400	400	—	400	0
100 000	400	400	—	400	0
130 000	400	400	—	400	0
150 000	400	400	—	400	0
250 000	400	400	875	1 275	875
270 000	400	800	1 225	2 025	1 625
280 000	400	1 200	1 400	2 600	2 200
290 000	400	1 600	1 575	3 175	2 775
300 000	400	2 000	1 750	3 750	3 350
500 000	400	2 000	5 250	7 250	6 850

(1) Chaque conjoint gagne 50 % du revenu familial.
(2) Le revenu considéré est le revenu net, soit le revenu total (salaires et autres revenus) moins la déduction pour les travailleurs (1 100 \$) et les déductions pour cotisations à un REER ou à un RPA. Aux fins de la présente illustration, il est supposé que le revenu net est égal au revenu imposable.

Q-53 Évaluation de l’effet de la hausse des taxes à la consommation sur l’activité économique pour les années 2009-2010 à 2013-2014.

- Le ministère des Finances a rendu public dans le cadre du budget 2012-2013 un fascicule intitulé « Les Québécois et leur revenu disponible : Pour un enrichissement qui profite à tous. ».
 - Ces évaluations concernent notamment l’impact de la hausse des taxes à la consommation sur le revenu disponible des ménages.
 - Le résultat présenté ne tient pas compte du changement apporté par la mise en place de la nouvelle contribution santé progressive dans le cadre du budget 2013-2014.

VARIATION DU REVENU DISPONIBLE INCLUANT L’IMPACT DES MESURES DU PLAN DE RETOUR À L’ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE, POUR UN COUPLE AYANT DEUX ENFANTS⁽¹⁾ ET DEUX REVENUS DE TRAVAIL – 2003-2012

Revenu total	Revenu disponible 2003	Revenu disponible net des hausses de taxes pour 2012						Variation de 2003 à 2012
		Allègements depuis 2003 ⁽²⁾	Crédit solidarité	Crédit TVQ et RIF ⁽³⁾	Hausse de taxes ⁽⁴⁾	Contribution santé ⁽⁵⁾	Après budget	
25 000 \$	27 008 \$	10 811 \$	1 375 \$	−722 \$	−465 \$	—	38 006 \$	10 999 \$
30 000 \$	28 954 \$	11 369 \$	1 375 \$	−722 \$	−493 \$	—	40 483 \$	11 528 \$
50 000 \$	38 797 \$	5 952 \$	406 \$	—	−551 \$	−400 \$	44 203 \$	5 406 \$
75 000 \$	51 507 \$	7 348 \$	—	—	−694 \$	−400 \$	57 762 \$	6 255 \$
100 000 \$	66 199 \$	5 494 \$	—	—	−819 \$	−400 \$	70 474 \$	4 275 \$
125 000 \$	80 942 \$	5 299 \$	—	—	−954 \$	−400 \$	84 887 \$	3 945 \$
150 000 \$	94 726 \$	6 888 \$	—	—	−1 089 \$	−400 \$	100 124 \$	5 398 \$
175 000 \$	108 299 \$	8 031 \$	—	—	−1 216 \$	−400 \$	114 714 \$	6 415 \$

(1) Enfants âgés de 3 ans et 4 ans, fréquentant tous les deux un centre de la petite enfance.

(2) En tenant compte de la fiscalité du Québec, avant les mesures du plan de retour à l’équilibre budgétaire, de la fiscalité fédérale, des cotisations (assurance-emploi, Régime Québécois d’assurance parentale, Régime des rentes du Québec, prime du régime d’assurance médicaments du Québec) et des tarifs de garde à contribution réduite (hausse de 5 \$ à 7 \$).

(3) Crédit d’impôt remboursable pour la taxe de vente du Québec et remboursement d’impôts fonciers.

(4) Hausse de 2 % de la TVQ et de 3 ¢/litre sur la taxe sur l’essence.

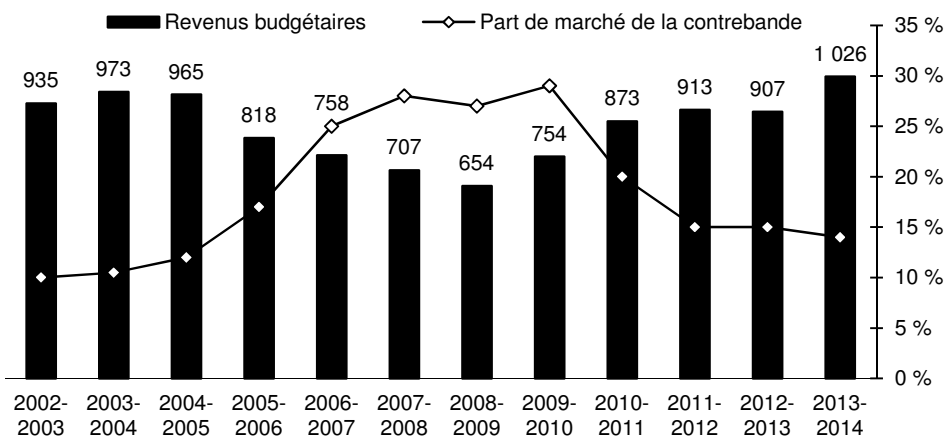
(5) Ancienne contribution santé avant qu’elle ne devienne progressive.

Q-54 Évaluation de l'effet de la hausse des taxes sur le tabac et sur les boissons alcoolisées sur l'activité économique pour l'année 2013-2014.

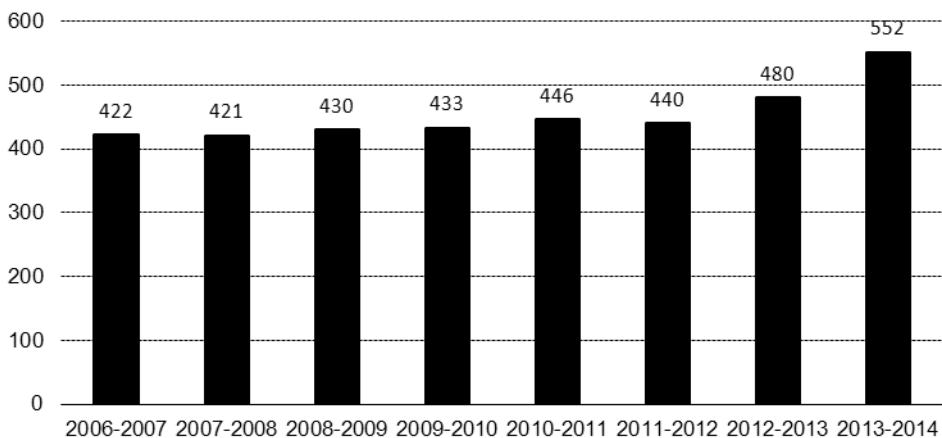
Rappel des faits

Le budget 2013-2014 a annoncé une hausse des taxes sur le tabac et sur les boissons alcoolisées.

- À partir du 21 novembre 2012, la taxe spécifique sur les produits du tabac a augmenté de 4,00 \$ par cartouche de 200 cigarettes, soit 0,50 \$ par paquet.
 - Ainsi, la taxe spécifique sur les produits du tabac est passée de 21,80 \$ à 25,80 \$ par cartouche de 200 cigarettes.
- Globalement, les revenus du tabac sont passés de 907 millions de dollars en 2012-2013 à 1 026 millions de dollars en 2013-2014.



- La taxe spécifique sur les boissons alcooliques vendues au Québec a été augmentée le 21 novembre 2012.
 - Dans le cas des boissons alcooliques vendues pour la consommation à domicile, la taxe spécifique est passée de 0,40 \$ à 0,50 \$ le litre pour la bière et de 0,89 \$ à 1,12 \$ le litre pour le vin et les spiritueux.
 - Pour les boissons alcooliques vendues dans les établissements pour la consommation sur place, la taxe spécifique est passée de 0,65 \$ à 0,82 \$ le litre pour la bière et de 1,97 \$ à 2,47 \$ le litre pour le vin et les spiritueux.
- Globalement, les revenus des boissons alcooliques sont passés de 480 millions de dollars en 2012-2013 à 552 millions de dollars en 2013-2014.



Q-54 Évaluation de l’effet de la hausse des taxes sur le tabac et sur les boissons alcoolisées sur l’activité économique pour l’année 2013-2014. (suite)

Impact sur l’activité économique

- Le tabac représentait 1,4 % de la consommation des ménages en 2013, soit 0,8 % du PIB.
- Les boissons alcoolisées comptaient pour 2,4 % de la consommation des ménages, soit 1,4 % du PIB.
- Le volume de tabac consommé au Québec diminue depuis 2010.

CONSOMMATION DE TABAC AU QUÉBEC
(en millions de dollars, variation en pourcentage)

	En valeur		En volume	
	\$ courants	variation	\$ de 2007	variation
2011	2 826	1,8	2 576	-0,5
2012	2 838	0,4	2 513	-2,4
2013	2 909	2,5	2 469	-1,8

Source : Institut de la statistique du Québec.

- Parallèlement, la valeur des boissons alcoolisées ainsi que le volume de la consommation d’alcool ont progressé à des rythmes similaires au cours des dernières années.

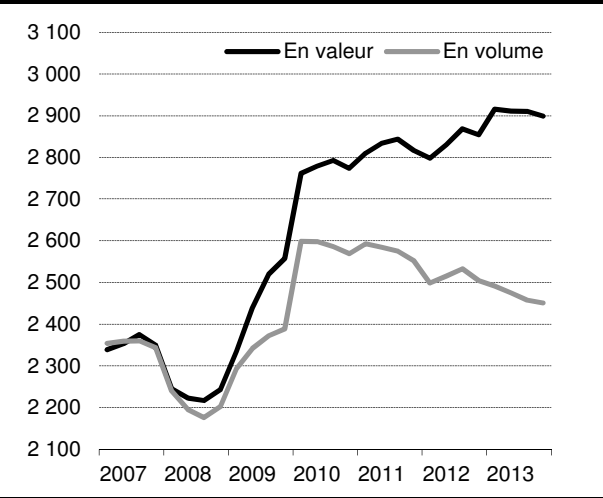
CONSOMMATION DE BOISSONS ALCOOLISÉES AU QUÉBEC
(en millions de dollars, variation en pourcentage)

	En valeur		En volume	
	\$ courants	variation	\$ de 2007	variation
2011	4 801	5,1	4 806	5,8
2012	4 970	3,5	4 937	2,7
2013	5 094	2,5	5 010	1,5

Source : Institut de la statistique du Québec.

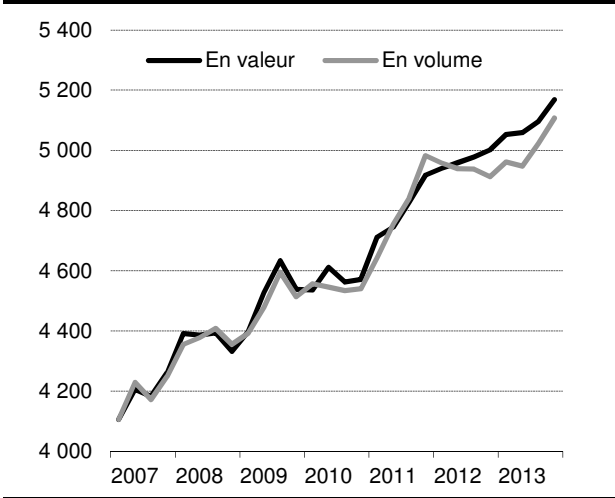
- En tenant compte de la fluctuation des prix, les consommateurs québécois consomment chaque année un peu moins de tabac et un peu plus de boissons alcoolisées.

CONSOMMATION DE TABAC AU QUÉBEC
(en millions de dollars)



Source : Institut de la statistique du Québec.

CONSOMMATION DE BOISSONS ALCOOLISÉES AU QUÉBEC
(en millions de dollars)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Q-55 Copie de toute étude, rapport portant l'effet de l'augmentation des tarifs et impôt sur l'activité économique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-56 Les prévisions économiques annuelles du ministère des Finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes :

- Revenu disponible des ménages en dollars courants;
- Revenu disponible des ménages en dollars réels;
- Revenu disponible des ménages par habitant en dollars courants;
- Revenu disponible des ménages par habitant en dollars réels;
- Le nombre de ménages;
- Le nombre de contribuables ayant un revenu annuel compris entre ces tranches de revenu :
 - 0 \$ à 20 000 \$
 - 20 000 \$ à 40 000 \$
 - 40 000 \$ à 60 000 \$
 - 60 000 \$ à 80 000 \$
 - 100 000 \$ à 120 000 \$
 - 120 000 \$ et plus
- Le PIB nominal en dollars courants;
- Le PIB réel;
- Le taux d'épargne des ménages;
- Les dépenses de consommation en dollars courants;
- Les dépenses de consommation en dollars réels;
- L'investissement privé non résidentiel en dollars courants;
- L'investissement privé non résidentiel en dollars réels;
- Le taux d'inflation;
- La population active;
- La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB nominal;
- La pression fiscale québécoise totale en fonction du PIB réel;
- La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars courants;
- La rémunération hebdomadaire moyenne et médiane en dollars réels.

RÉPARTITION DES CONTRIBUABLES SELON LA TRANCHE DE REVENU

NOMBRE DE CONTRIBUABLES PAR TRANCHE DE REVENU TOTAL ANNUEL

Tranches de revenus	2013 (p)	2014 (p)
Moins de 20 000 \$	2 340 175	2 298 295
De 20 000 \$ à 40 000 \$	1 777 535	1 771 110
De 40 000 \$ à 60 000 \$	1 161 972	1 181 510
De 60 000 \$ à 80 000 \$	594 879	616 298
De 80 000 \$ à 100 000 \$	276 704	298 535
De 100 000 \$ à 120 000 \$	134 456	144 861
120 000 \$ ou plus	210 056	225 754
TOTAL	6 495 775	6 536 363

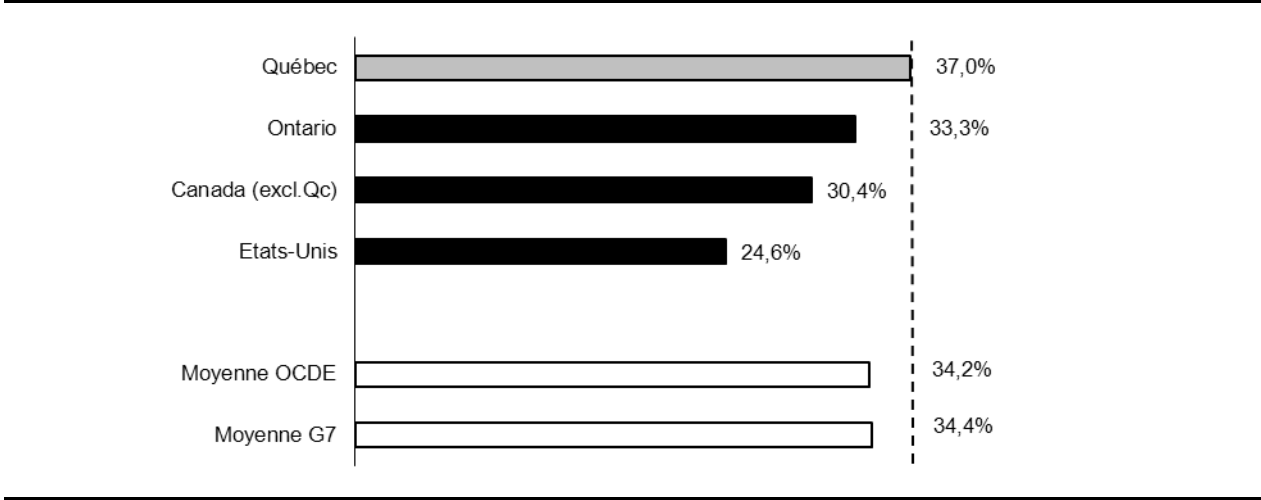
(p) Prévision du ministère des Finances du Québec.

Q-56 Les prévisions économiques annuelles du ministère des Finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes (suite) :

LE POIDS DES RECETTES FISCALES EN FONCTION DU PIB

- Fascicule : « Le défi des finances publiques du Québec » (4 juin 2014).

IMPORTANCE DES RECETTES FISCALES GLOBALES — 2010
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Q-56 Les prévisions économiques annuelles du ministère des Finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes (suite) :

AUTRES INDICATEURS

Pour les prévisions économiques voir l'annexe C du Budget 2014-2015 sur les perspectives économiques au Québec et ailleurs.

Principaux indicateurs économique pour le Québec

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu disponible des ménages nominal	189 292	193 244	197 556	206 463	212 992	218 112
%		2,1	2,2	4,5	3,2	2,4
Revenu disponible des ménages réel	186 919	190 506	192 677	197 224	200 059	202 833
%		1,9	1,1	2,4	1,4	1,4
Revenu disponible des ménages par habitant nominal	24 389	24 638	24 914	25 783	26 347	26 745
%		1,0	1,1	3,5	2,2	1,5
Revenu disponible des ménages par habitant réel	24 083	24 289	24 299	24 629	24 747	24 871
%		0,9	0,0	1,4	0,5	0,5
PIB nominal	313 595	315 531	329 670	345 287	357 859	364 583
%		0,6	4,5	4,7	3,6	1,9
PIB réel	311 626	309 683	316 886	322 442	327 161	330 829
%		-0,6	2,3	1,8	1,5	1,1
Taux d'épargne des ménages (en pourcentage)	3,8	4,8	2,4	2,9	3,1	2,5
Dépenses de consommation nominales	182 082	183 997	192 739	200 476	206 291	212 662
%		1,1	4,8	4,0	2,9	3,1
Dépenses de consommation réelles	179 794	181 390	187 977	191 502	193 767	197 762
%		0,9	3,6	1,9	1,2	2,1
Investissement non résidentiel des entreprises	31 541	28 576	28 667	31 049	34 779	33 161
%		-9,4	0,3	8,3	12,0	-4,7
Investissement non résidentiel des entreprises réel	30 737	26 936	27 707	29 341	32 440	30 503
%		-12,4	2,9	5,9	10,6	-6,0
Taux d'inflation (indice 2002=1)	1,127	1,134	1,148	1,183	1,208	1,217
%		0,6	1,2	3,0	2,1	0,7
Population active (en milliers)	4 182,9	4 204,0	4 253,6	4 285,8	4 320,3	4 365,1
%		0,5	1,2	0,8	0,8	1,0
Rémunération hebdomadaire moyenne nominale (en \$)	751,90	760,40	783,40	802,70	822,60	834,40
%		1,1	3,0	2,5	2,5	1,4
Rémunération hebdomadaire moyenne réelle* (en \$)	667,14	670,54	682,44	678,55	680,92	685,59
%		0,5	1,8	-0,6	0,3	0,7

* Rémunération hebdomadaire moyenne nominal dégonflée par l'indice des prix à la consommation.

Nombre de ménages

Recensement 2001	2 978 115
Recensement 2006	3 188 710
Recensement 2011	3 395 343
Prévision en 2015	3 553 212

Formation de ménages (variation du nombre de ménages)

Moyenne 1997-2001	31 217
Moyenne 2002-2006	42 119
Moyenne 2007-2011	41 327
Moyenne 2012-2015	39 467

Q-56 Les prévisions économiques annuelles du ministère des Finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes (suite) :

Principaux indicateurs économique pour le Canada

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu disponible des ménages nominal	904 074	921 915	956 311	1 000 372	1 039 386	1 076 817
%		2,0	3,7	4,6	3,9	3,6
Revenu disponible des ménages réel	890 381	905 698	926 887	949 384	972 852	996 944
%		1,7	2,3	2,4	2,5	2,5
Revenu disponible des ménages par habitant nominal	27 194	27 415	28 122	29 129	29 907	30 628
%		0,8	2,6	3,6	2,7	2,4
Revenu disponible des ménages par habitant réel	26 782	26 932	27 257	27 644	27 992	28 356
%		0,6	1,2	1,4	1,3	1,3
PIB nominal	1 645 974	1 567 007	1 662 757	1 760 011	1 819 967	1 879 478
%		-4,8	6,1	5,8	3,4	3,3
PIB réel	1 584 306	1 541 348	1 593 357	1 633 640	1 661 559	1 694 941
%		-2,7	3,4	2,5	1,7	2,0
Taux d'épargne des ménages (en pourcentage)	4,0	5,3	4,3	4,4	5,0	5,3
Dépenses de consommation nominales	868 042	872 738	915 271	955 985	987 388	1 020 311
%		0,5	4,9	4,4	3,3	3,3
Dépenses de consommation réelles	854 881	857 360	887 096	907 242	924 187	944 619
%		0,3	3,5	2,3	1,9	2,2
Investissement non résidentiel des entreprises nominal	212 028	175 622	196 000	218 028	233 417	238 676
%		-17,2	11,6	11,2	7,1	2,3
Investissement non résidentiel des entreprises réel	204 891	164 606	186 640	205 147	215 091	216 509
%		-19,7	13,4	9,9	4,8	0,7
Taux d'inflation (indice 2002=1)	1,141	1,144	1,165	1,199	1,217	1,228
%		0,3	1,8	2,9	1,5	0,9
Population active (en milliers)	26 907,4	27 298,2	27 658,5	27 987,3	28 314,7	28 673,2
%		1,5	1,3	1,2	1,2	1,3
Rémunération hebdomadaire moyenne nominale (en \$)	810,42	823,13	852,83	874,28	896,71	914,68
%		1,6	3,6	2,5	2,6	2,0
Rémunération hebdomadaire moyenne réelle* (en \$)	710,27	719,52	732,05	729,17	736,82	744,86
%		1,3	1,7	-0,4	1,0	1,1

* Rémunération hebdomadaire moyenne en nominal dégonflée par l'indice des prix à la consommation.

Nombre de ménages

Recensement 2001	11 562 975
Recensement 2006	12 435 520
Recensement 2011	13 320 614
Prévision en 2015	14 050 068

Formation de ménages (variation du nombre de ménages)

Moyenne 1997-2001	148 585
Moyenne 2002-2006	174 509
Moyenne 2007-2011	177 019
Moyenne 2012-2015	182 364

Q-56 Les prévisions économiques annuelles du ministère des Finances allant de la période de 2013 à 2019 pour le Québec et les principaux partenaires économiques du Québec sur les variables suivantes (suite) :

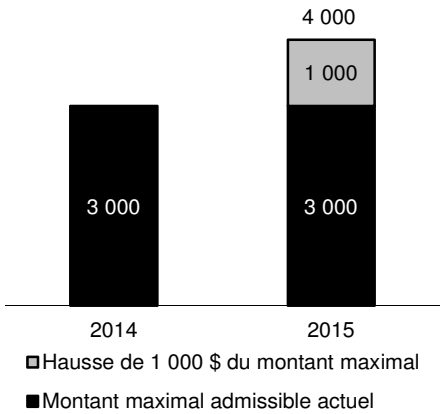
Principaux indicateurs économique pour les États-Unis

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Revenu disponible des ménages (nominal) (en milliards de \$)	10 995	10 937	11 244	11 787	12 246	12 476
%		-0,5	2,8	4,8	3,9	1,9
Revenu disponible des ménages (réel) (en milliards de \$)	10 988	10 937	11 061	11 325	11 552	11 637
%		-0,5	1,1	2,4	2,0	0,7
Revenu disponible des ménages par habitant (nominal)	36 104	35 598	39 296	37 776	38 969	39 424
%		-1,4	2,0	4,1	3,2	1,2
Revenu disponible des ménages par habitant (réel)	36 082	35 598	35 706	36 293	36 760	36 772
%		-1,3	0,3	1,6	1,3	0,0
Nombre de ménages (en millions)	116 783	117 181	117 538	119 927	121 084	122 459
%		0,3	0,3	2,0	1,0	1,1
PIB nominal (en milliards de \$)	14 720	14 418	14 958	15 534	16 245	16 800
%		-2,1	3,7	3,8	4,6	3,4
PIB réel (en milliards de \$)	14 834	14 418	14 779	15 052	15 471	15 761
%		-2,8	2,5	1,8	2,8	1,9
Taux d'épargne des ménages (en pourcentage)	5,0	6,1	5,6	5,7	5,6	4,5
Dépenses de consommation (en milliards de \$)	10 006	9 843	10 202	10 712	11 150	11 502
%		-1,6	3,6	5,0	4,1	3,2
Dépenses de consommation réel (en milliards de \$)	9 999	9 843	10 036	10 291	10 518	10 728
%		-1,6	2,0	2,5	2,2	2,0
Investissement non résidentiel des entreprises (en milliards de \$)	1 941	1 633	1 658	1 810	1 970	2 047
%		-15,8	1,5	9,1	8,8	3,9
Investissement non résidentiel des entreprises réel (en milliards de \$)	1 934	1 633	1 674	1 801	1 932	1 984
%		-15,6	2,5	7,6	7,3	2,7
Taux d'inflation	3,8	-0,3	1,6	3,1	2,1	1,5
Population active (en millions)	154,3	154,2	153,9	153,6	155,0	155,4
%		-0,1	-0,2	-0,2	0,9	0,3
Rémunération hebdomadaire moyenne (nominal)	743,93	752,13	769,97	791,55	810,46	825,05
%		1,1	2,4	2,8	2,4	1,8
rémunération hebdomadaire moyenne (réel)	345,53	350,58	353,11	351,90	353,00	354,16
%		1,5	0,7	-0,3	0,3	0,3

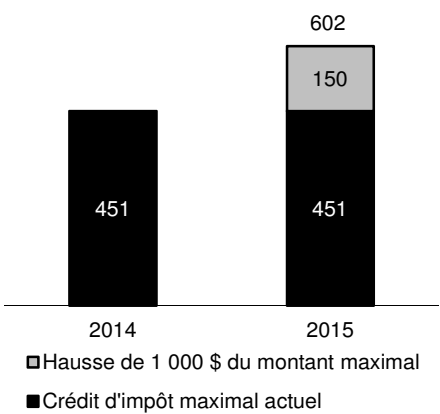
Q-57 Quels sont les incitatifs ou conditions mis en place afin de permettre aux personnes de 55 à 70 ans de demeurer sur le marché du travail ?

- Afin d’inciter les travailleurs d’expérience à demeurer sur le marché du travail, le budget 2011-2012 avait prévu la mise en place graduelle d’un crédit d’impôt non remboursable pour les travailleurs d’expérience de 65 ans ou plus à compter du 1^{er} janvier 2012.
- Le montant maximal admissible a été fixé à 3 000 \$ en 2012. Le budget 2014-2015 a prévu une hausse de 1 000 \$ du montant maximal admissible au crédit d’impôt pour les travailleurs d’expérience qui atteindra 4 000 \$ à compter du 1^{er} janvier 2015. (référence : Plan budgétaire 2014-2015, page B.112).
- Un travailleur d’expérience pourra donc bénéficier d’un crédit d’impôt maximal de 602 \$, ce qui représente une hausse de 150 \$ par rapport à l’ancien seuil. Ainsi, avec la bonification, on s’attend à ce que de 25 000 à 30 000 travailleurs ou ex-travailleurs soient incités à augmenter leur offre de travail ou à effectuer un retour sur le marché du travail.

MONTANT MAXIMAL ADMISSIBLE AU CRÉDIT D’IMPÔT POUR LES TRAVAILLEURS D’EXPÉRIENCE SELON L’ANNÉE D’IMPOSITION
(en dollars)



CRÉDIT D’IMPÔT MAXIMAL POUR LES TRAVAILLEURS D’EXPÉRIENCE SELON L’ANNÉE D’IMPOSITION⁽¹⁾
(en dollars)



Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.
(1) Le taux applicable au revenu admissible au crédit d’impôt pour travailleurs d’expérience est de 15,04 %.

Q-58 Dans quelle mesure le ministère pense-t-il contrer les effets de la désindexation des régimes de retraite des retraités de l'État ainsi que la perte de pouvoir d'achat des retraités bénéficiaires d'un régime complémentaire de retraite? Quelles mesures ont été ou seront mises en place?

Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Q-59 Quelles sont les mesures financières (chiffrées) mises en place depuis 2006 pour contrer la désindexation des régimes de retraite? Pour les exercices de 2009-2010 à 2014-2015, indiquez d'abord le nombre de rencontres entre le ministère des Finances et les agences de Fitch, Standard & Poor's, Moody's, DBRS et Japan Credit Rating, ensuite le but de la rencontre et enfin la prévision du solde budgétaire du gouvernement du Québec selon l'évaluation la plus précise du moment par le ministère des Finances.

Le personnel du ministère des Finances rencontre les représentants de chaque agence de notation une fois par année après l'adoption du Budget par l'Assemblée nationale.

Q-6 Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2013-2014. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Q-60 Pour les exercices de 2009-2010 à 2014-2015, portant sur les rencontres entre le ministère des Finances et les agences de notation Fitch, Standard & Poor's et Moody's, indiquez :

- Les précisions d'information qu'ont demandées les agences quant aux budgets et selon les années;
- Les précisions d'information qu'ont demandées les agences de notation quant à la mise à jour économique de l'automne 2013, publiée le 28 novembre 2013;
- Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences pour l'ensemble de la période;
- Les réponses du gouvernement du Québec face aux demandes d'information des agences de notation pour la mise à jour économique de novembre 2013;
- Le calendrier prévu de 2014 des rencontres à venir entre le ministre des Finances et le personnel des agences de notation;
- Les exigences budgétaires qu'ont demandées les agences de notation pour que le Québec conserve sa cote de crédit pour l'exercice 2012-2013 à 2014-2015.

Le personnel du ministère des Finances rencontre les représentants de chaque agence de notation une fois par année après l'adoption du Budget par l'Assemblée nationale.

Q-61 Suite au dépôt du budget de 2014-2015, le ministère des Finances a publié un document intitulé *Le défi des finances publiques*. Produisez dans un tableau les données du graphique 6, plus précisément les éléments suivants :

- **L'évolution des dépenses des administrations publiques dans l'économie en donnant la valeur des dépenses des administrations publiques du Québec entre 2003-2004 et 2013-2014;**
- **L'évolution du PIB du Québec entre 2003-2004 et 2013-2014;**
- **L'évolution des dépenses des administrations publiques dans l'économie en donnant la valeur des dépenses des administrations publiques de l'Ontario entre 2003-2004 et 2013-2014;**
- **L'évolution du PIB de l'Ontario entre 2003-2004 et 2013-2014.**

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES⁽¹⁾ DANS L'ÉCONOMIE AU QUÉBEC

(en millions de dollars en en pourcentage du PIB)

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Dépenses publiques	66 453	71 463	77 037	80 088	86 082	90 890	94 118	97 035	99 489	104 735
PIB	271 553	280 447	290 779	305 876	313 595	315 531	329 670	345 287	357 859	364 583
Part des dépenses publiques dans l'économie	24,5	25,5	26,5	26,2	27,4	28,8	28,5	28,1	27,8	28,7

(1) Dépenses des administrations publiques provinciales et locales consolidées, excluant le service de la dette. Les données proviennent du système de gestion financière (SGF) de Statistique Canada, qui présente les dépenses des provinces sur une base comparable en incluant notamment les dépenses des administrations locales. Le ministère des Finances du Québec procède à certains ajustements sur les données pour le Québec afin d'améliorer leur comparabilité avec celles des autres provinces. Les données du SGF n'étant disponibles que jusqu'en 2008 2009, le Ministère effectue des projections pour les dépenses des années 2009-2010 à 2013-2014.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances du Canada et ministère des Finances du Québec.

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES⁽¹⁾ DANS L'ÉCONOMIE EN ONTARIO

(en millions de dollars en en pourcentage du PIB)

	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Dépenses publiques	103 141	111 199	117 493	124 862	126 139	141 323	147 738	149 000	148 455	153 941
PIB	530 243	552 769	574 292	597 803	604 282	595 433	629 500	654 715	674 485	692 696
Part des dépenses publiques dans l'économie	19,5	20,1	20,5	20,9	20,9	23,7	23,5	22,8	22,0	22,2

(1) Dépenses des administrations publiques provinciales et locales consolidées, excluant le service de la dette. Les données proviennent du système de gestion financière (SGF) de Statistique Canada, qui présente les dépenses des provinces sur une base comparable en incluant notamment les dépenses des administrations locales. Les données du SGF n'étant disponibles que jusqu'en 2008 2009, le Ministère effectue des projections pour les dépenses des années 2009-2010 à 2013-2014.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances du Canada et ministère des Finances du Québec.

Q-7 Liste et copie de tous les sondages effectués en 2013-2014, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 7 des Renseignements généraux.

Q-8 Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2013-2014. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Coûts associés à la traduction (2013-2014) - Volet Finances

Mandats	Firmes	Coûts
Traduction Comptes publics 2012-2013 - Volume 1	Alison McGain	1 952,47 \$
Diverses traductions, principalement pour la Direction du droit corporatif et de la solvabilité	Edgar	12 330,12 \$
Coordonnateur de la traduction du budget 2014-2015 - 20 février 2014	Pierre Larochelle	8 535,00 \$
Rapports – lettres – communiqués	Traductions Terrance Hughes	24 000,00 \$
Traduction Comptes publics 2012-2013 - Volume 2	Dialangue	3 240,23 \$
Traduction pour le secteur de l’analyse et de la prévision économique	Françoise Rouillet	724,24 \$
Traduction pour le secteur de la Politique relative aux institutions financières et au droit corporatif	Traductions Terrance Hughes	24 806,52 \$
Politique économique (document, faits saillants, communiqués)	Versacom	27 405,00 \$ ⁽¹⁾
Traduction document sur Transport boissons alcool.	Centre de services partagés du Québec	99,94 \$
Total		103 093,52 \$

(1) : Contrat initial de 24 500 \$. Avenant au contrat de 2 905 \$.
Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

Les documents traduits sont disponibles sur le site internet du ministère des Finances à l’adresse suivante : www.finances.gouv.qc.ca

Q-9 Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2013-2014.

La réponse à cette question est incluse à la réponse de la question 17 des Renseignements généraux.

MEIE-10 Coûts moyens et totaux des différentes mesures fiscales suivantes, rendement moyen par dollar investi, les critères d'évaluation, une copie des études liées à ces programmes, ainsi que le nombre de bénéficiaires en 2012-2013 et 2013-2014 :

- **Congé d'impôt sur le revenu pour une nouvelle société dédiée à la commercialisation d'une propriété intellectuelle;**
- **Congé fiscal pour chercheurs étrangers;**
- **Congé fiscal pour experts étrangers;**
- **Crédit d'impôt pour le design de produits fabriqués industriellement;**
- **Crédit d'impôt remboursable pour un projet de recherche précompétitive en partenariat privé;**
- **Industrie maritime;**
- **Reconnaissance à titre de consortium de recherche admissible;**
- **Régime d'investissement coopératif;**
- **Ristourne à impôt différé.**

La réponse à cette question se trouve dans le document « Dépenses fiscales » disponible sur le site Internet du Ministère au www.finances.gouv.qc.ca.

SCT-1 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes ; fournir les montants des crédits prévus dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.

Aucun crédit n'est prévu pour financier les dépenses fiscales.

Les **crédits** représentent les sommes requises pour un programme afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de dépenses ainsi que des sommes prévues au budget d'investissements. Ces crédits autorisent le gouvernement à prélever sur le fonds général du fonds consolidé du revenu un montant maximal par programmes pour le paiement des dépenses et des investissements de l'exercice.

Les **dépenses fiscales** ont pour effet de réduire ou de différer les impôts et taxes autrement payables par les contribuables. Elles peuvent prendre plusieurs formes, par exemple celles de revenus non assujettis à l'impôt, d'exemptions de taxe, de remboursements de taxe, de déductions dans le calcul du revenu imposable, de crédits d'impôt ou de reports d'impôt.

SCT-2 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes ; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « dépenses financées par le régime fiscal » et qui sont rattachés à ces ministères.

Aucun crédit n'est prévu pour financier les dépenses fiscales.

Les **crédits** représentent les sommes requises pour un programme afin de pourvoir au paiement des dépenses prévues au budget de dépenses ainsi que des sommes prévues au budget d'investissements. Ces crédits autorisent le gouvernement à prélever sur le fonds général du fonds consolidé du revenu un montant maximal par programmes pour le paiement des dépenses et des investissements de l'exercice.

Les **dépenses fiscales** ont pour effet de réduire ou de différer les impôts et taxes autrement payables par les contribuables. Elles peuvent prendre plusieurs formes, par exemple celles de revenus non assujettis à l'impôt, d'exemptions de taxe, de remboursements de taxe, de déductions dans le calcul du revenu imposable, de crédits d'impôt ou de reports d'impôt.

SCT-3 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2014-2015 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits prévus dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Les ajustements de consolidation n'affectent pas le montant des crédits prévus, c'est-à-dire les dépenses encourues par les différents ministères.

Les dépenses consolidées présentées au budget du gouvernement visent à donner une représentation des dépenses qui seront réalisées avec les particuliers et les entités externes au périmètre comptable du gouvernement. Ainsi, les ajustements de consolidation, effectués dans le cadre de la production du budget, visent à éliminer les transactions qui seront effectuées entre les ministères et les autres entités du périmètre comptable, afin de ne conserver que celles qui seront réalisées à l'externe.

SCT-4 Pour les exercices allant de 2009-2010 à 2013-2014 et pour chacun des ministères et organismes; fournir les montants des crédits réellement dépensés dans les « ajustements de consolidation » et qui sont rattachés à ces ministères.

Les ajustements de consolidation n'affectent pas le montant des crédits réellement utilisés, c'est-à-dire les dépenses encourues par les différents ministères.

Les états financiers consolidés du gouvernement visent à donner une représentation des revenus ainsi que des dépenses réalisées avec les particuliers et les entités externes au périmètre comptable du gouvernement. Ainsi, les ajustements de consolidation, effectués dans le cadre de la production de ces états financiers consolidés, visent à éliminer les transactions effectuées entre les ministères et les autres entités du périmètre comptable, afin de ne conserver que celles réalisées à l'externe.

SCT-5 Afin de rendre comparable les dépenses consolidées pour les années 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 avec celles des dépenses budgétaires, produisez un tableau illustrant dans des colonnes différentes les dépenses budgétaires, la valeur des crédits des fonds spéciaux, les crédits alloués aux organismes autres que budgétaires, les crédits accordés aux réseaux de la Santé et de l'Éducation, les comptes à fins déterminées, les dépenses financées par le régime fiscal et les ajustements de consolidation.

- Les tableaux qui suivent présentent la conciliation des données telles que présentées dans les documents budgétaires du ministère des Finances et du Secrétariat du Conseil du trésor pour les années 2013-2014 et 2014-2015.
- Il est important de mentionner que les données présentées dans les documents du Conseil du trésor sont présentées au brut, soit avant l'élimination des opérations réciproques.
- Ainsi, l'écart entre les données présentées dans le Plan budgétaire 2014-2015 et le budget de dépenses 2014-2015 est principalement attribuable aux facteurs suivants :
 - les opérations réciproques entre un même secteur. Par exemple, les échanges entre les fonds spéciaux ou les échanges entre les organismes autres que budgétaires;
 - le service de la dette du fonds de financement qui ne fait pas l'objet de vote de crédits (fonds spéciaux).

Dépenses pour l'année financière 2013-2014

(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses 2014-2015	Fonds spéciaux Budget	Organismes autres que budgétaires Budget	Réseaux	Comptes à fin déterminée	Dépense financé par le régime fiscal	Ajustement de consolidation	Total
Selon le Plan budgétaire 2014-2015								
Dépenses excluant le service de la dette	64 518 000	8 227 000	18 237 000	37 991 000	1 144 000	6 328 000	−51 407 000	85 038 000
Service de la dette	8 443 000	1 186 000	1 077 000	875 000	—	—	−973 000	10 608 000
Sous-total	72 961 000	9 413 000	19 314 000	38 866 000	1 144 000	6 328 000	−52 380 000	95 646 000
Ajustements								
Opérations réciproques et autres		848 000	3 698 000		8 000			
Service de la dette du fonds de financement		−1 131 000						
Dépenses selon le budget de dépenses du CT⁽¹⁾	72 961 000	9 130 000	23 012 000	38 866 000	1 152 000	N/D	N/D	N/D

(1) Les montants sont arrondis.

Dépenses pour l'année financière 2014-2015
(en milliers de dollars)

	Budget de dépenses 2014-2015	Fonds spéciaux Budget	Organismes autres que budgétaires Budget	Réseaux	Comptes à fin déterminée	Dépense financé par le régime fiscal	Ajustement de consolidation	Total
Selon le Plan budgétaire 2014-2015								
Dépenses excluant le service de la dette	65 704 000	8 840 000	18 498 000	38 931 000	1 144 000	6 678 000	−53 180 000	86 615 000
Service de la dette	8 583 000	1 465 000	928 000	909 000	—	—	−1 054 000	10 831 000
Sous-total	74 287 000	10 305 000	19 426 000	39 840 000	1 144 000	6 678 000	−54 234 000	97 446 000
Ajustements								
Opérations réciproques et autres		1 134 000	3 821 000					
Service de la dette du fonds de financement		−1 364 000						
Dépenses selon le budget de dépenses du CT ⁽¹⁾	74 287 000	10 075 000	23 247 000	39 840 000	1 144 000	N/D	N/D	N/D

(1) Les montants sont arrondis.